



Les partis communistes dans la tourmente
La société américaine après Reagan
Ecologie et Révolution socialiste

Q U A T R I E M E
iNTERNATI*ON*NALE

PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

Sommaire

Introduction	5
Le PCF et les questions stratégiques : de l'« étapisme » au chaos <i>Francis Sitel</i>	7
Le nouvel avatar du Parti communiste italien <i>Livio Maïtan</i>	25
Du SED au PDS : du stalinisme au réformisme <i>Hans-Jürgen Schultz</i>	37
Les Etats-Unis sous le reaganisme et après Reagan <i>Kim Moody</i>	57
Une expérience significative : le Bureau de Londres <i>Ernest Mandel</i>	83
Révolution socialiste et Ecologie <i>Projet pour le congrès mondial de la IV^e Internationale</i>	89
Notes de lecture	117

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du secrétariat unifié de la
IV^e Internationale.

ABONNEMENTS

France

Abonnements : 1 an

Ab. ordinaire : **100 FF**

Ab. de soutien : **200 FF**

Autres pays

Europe : ab. ordinaire : **100 FF**

ab. de soutien : **200 FF**

Afrique du Nord et Moyen-Orient

(par avion) ab. ordinaire : **170 FF**

ab. de soutien : **250 FF**

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de PEC, à adresser à : Quatrième Internationale, 2, rue Richard Lenoir, 93 108 Montreuil, France.

Virements bancaires à PEC, BNP, Agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93 108 Montreuil, France, compte numéro 2301 79/90

Virements postaux à PEC, compte chèque postal numéro 232242 T Paris

Introduction

Les événements de 1989, aboutissement de la crise du stalinisme, ne pouvaient ne pas avoir des répercussions très importantes dans les partis communistes des différentes régions du monde. La plupart de ces partis avaient déjà connu des crises et subi des reculs, plus ou moins spectaculaires. Au cours de la dernière année, s'est même posée la question de savoir combien d'entre eux pourront survivre.

Depuis assez longtemps, ils étaient placés devant une alternative qu'on peut schématiser comme suit : soit rester accrochés à ce qui subsistait du stalinisme, soit rompre avec celui-ci et adopter un cours néo-réformiste de type social-démocrate. C'était un choix dramatique : dans le premier cas, ils se seraient définitivement discrédités en apparaissant comme complices de régimes honnis par leurs peuples ; dans le deuxième, ils auraient risqué d'être écrasés par la concurrence des partis sociaux-démocrates. Pas des lendemains qui chantent, en tous les cas de figure...

Dans ce numéro de notre revue, nous analysons l'évolution de trois partis parmi les plus représentatifs. Deux d'entre eux, encore malgré tout les plus importants d'Europe occidentale, ont fait notamment au cours des quinze dernières années des choix très différents, mais sans éviter ni l'un ni l'autre une crise majeure : le PCF ne réussit plus à arrêter sa chute et le PCI, tout en se portant mieux, a remis en question sa propre raison d'être. Nous analysons, en outre, le cas du SED qui a essayé, pour l'instant avec très peu de succès, de survivre en proclamant sa rupture avec le passé et en annonçant lui aussi les couleurs social-démocrates.

Nous publions dans ce numéro une analyse de l'évolution de la société des Etats-Unis dans les années quatre-vingt par le marxiste nord-américain Kim Moody, membre de l'organisation Solidarity. Ernest Mandel rappelle l'expérience du Bureau de Londres, un regroupement international des années trente qui, à cause des faiblesses intrinsèques qu'il souligne, n'a eu qu'une existence éphémère.

Finalement, nous publions un projet de résolution sur la problématique écologique qui sera discuté au prochain congrès mondial de la IV^e Internationale.

FRANCIS SITEL

*Le PCF
et les questions stratégiques :
de l'« étapisme » au chaos*

Jusqu'au début des années quatre-vingt, le thème de « l'inéluctable déclin du Parti communiste » était resté essentiellement d'ordre idéologique. La hargne bourgeoise à se débarrasser du communisme se heurtait à la résistante solidité du parti du même nom qui, vaille que vaille, malgré des crises et des ruptures régulières, continuait à occuper un espace décisif sur le champ politique et social. En quelques années, la fiction est devenue réalité et le PCF offre le spectacle impressionnant d'un déclin effectif¹, dont tout indique qu'il est irréversible.

Les manifestations les plus nettes sont d'ordre électoral : en 1981, le PCF, avec 15,34 % des voix à l'élection présidentielle, perdait le quart de son électorat par rapport aux élections législatives de 1978. En 1986, avec 9,78 % des voix, c'est, par rapport à 1978, la moitié de son électorat qui était perdu. Un tel score était celui qu'il avait obtenu en 1932. Et, plus humiliant encore, pour la première fois, il se retrouvait au même niveau que le Front national de Le Pen... Il n'allait pas tarder à être distancié ! Lors de l'élection présidentielle de 1986, son candidat, André Lajoinie, obtenait 6,8 % des voix. Même si, lors des législatives,

ses scores remontaient à 11,3 %, il apparaissait alors que plus rien ne pourrait à terme stopper cette chute.

Derrière les scores bruts, ce sont tous les indicateurs qui sont au rouge. La résistance relativement plus grande dans les bastions municipaux cache la « groupuscularisation », voire la disparition pure et simple, dans bien des départements : les cartes électorales manifestent que le PCF n'est plus, comme par le passé, une force implantée partout et jouissant d'une représentativité nationale. Les études d'opinion font apparaître que l'audience électorale est particulièrement en recul dans la jeunesse, et que l'électorat du PCF est un électorat vieillissant.

Au-delà des phénomènes électoraux, c'est une crise globale qui est à l'œuvre : diminution massive du nombre d'adhérents et du militantisme, discrédit croissant de la direction et ruptures à répétition. Après le départ des rénovateurs, on a vu les reconstituteurs se constituer en fraction publique, et, à présent, c'est une nouvelle opposition qui s'affirme avec les refondateurs. Ce processus de constitution d'oppositions successives présente la particularité de gagner progressivement le cœur même de la direction et de l'appareil. Si Pierre Juquin était apparu comme le représentant des rénovateurs, c'est qu'il était le plus connu car c'était le seul à avoir exercé des responsabilités au sein du bureau politique, les rénovateurs regroupant surtout des cadres intermédiaires du parti. La situation a changé avec les reconstituteurs, qui, plus âgés, représentent une bonne partie de la « vieille garde » du PCF : les résistants, de nombreux maires, d'anciens députés, et Claude Poperen ancien responsable du travail entreprises au sein du bureau politique et très respecté dans le parti.

A présent, avec les refondateurs, entrent en dissidence des hommes qui constituaient jusqu'à une date récente une partie du sommet de l'appareil : à commencer par Charles Fiterman, longtemps considéré comme le numéro deux du parti, ancien ministre du gouvernement Mauroy ; d'ailleurs les trois autres responsables qui partagèrent l'aventure de la participation gouvernementale, Anicet Le Pors, Jacques Ralite et Marcel Rigout, l'accompagnent également dans la bataille anti-Marchais : tout un symbole ! Pour ce qui est de la direction ayant quelque ancienneté et expérience, il ne reste donc plus, autour dudit Marchais, qu'une étroite phalange de fidèles, appelée sans doute à être de nouveau écornée par une nouvelle rupture.

Pour compléter le tableau, il faudrait ajouter le dramatique affaiblissement de l'implantation municipale du PCF, ainsi que le recul de la CGT et les difficultés que rencontre cette dernière, qui fut très longtemps, et de loin, la première force syndicale du pays, en termes de capacités militantes et d'audience. Ce sont là les deux piliers du PCF qui sont atteints : les importantes possibilités d'asseoir son autorité dans la société par le biais du municipalisme, d'une part, et, de l'autre, l'enracinement dans la classe ouvrière *via* la lutte syndicale.

Or, il faut souligner que cette crise s'est développée avant même les bouleversements à l'Est. L'onde de choc de ces dernières ne va faire que

l'aggraver. On peut donc dire qu'on assiste à l'irréversible déclin, sinon l'agonie, d'un des grands partis communistes occidentaux. Voilà qui mérite réflexion !

Chronique d'une mort annoncée

Force est de constater que le PCF n'intéresse plus guère : les études qui, il n'y a pas si longtemps, fleurissaient sans compter sur le champ universitaire et journalistique se sont aujourd'hui considérablement raréfiées. Pour ce qu'il en reste, la thèse communément admise est que le déclin du PCF signifierait la réduction d'une anomalie historique, le dépassement d'un anachronisme. Sous des formes différentes, on vivrait en France, en Espagne et en Italie, la disparition d'une force condamnée de longue date, et ce qui poserait problème serait davantage sa « perdurance » jusqu'à ce jour que son actuel effacement. Une telle approche, qui tend à relever du lieu commun et qui n'a plus besoin d'être ni explicité ni argumenté, entre évidemment en conjonction avec ces autres convictions que sont la disparition de la classe ouvrière, l'effondrement du modèle soviétique et la mort du communisme.

La prégnance d'une telle thèse témoigne d'une réalité traditionnelle en France : la force de la pression anticommuniste, qui a toujours travaillé à amalgamer stalinisme et communisme. Aux vieilles et profondes habitudes de la bourgeoisie est venu s'allier l'effort constant de la social-démocratie qui, historiquement, s'est reconstruite par opposition au PCF, les prétentions révolutionnaires de ce dernier étant présentées comme intimement liées à son stalinisme. Mais, les plus virulents adversaires du PCF, et du communisme, ont été recrutés dans les rangs des anciens staliniens, issus du PCF et du maoïsme. Par leur talent parfois, par leur hargne anticommuniste toujours, ces polémistes, dont beaucoup présentent tous les traits de ce que Isaac Deutscher désignait comme des « staliniens retournés », ont joué un rôle décisif dans la diffusion à une échelle de masse d'une idéologie anticommuniste et anti-PCF. On peut dire que tous ces courants, dans leur diversité, ont conflué en un vaste courant « antitotalitaire » : pour lequel tout ce qui, de près ou de loin, se revendique du communisme, de l'URSS au marxisme, en passant par le PCF et l'extrême gauche, est dénoncé comme agent du totalitarisme, c'est-à-dire du mal absolu ; et donc responsable, ou pour le moins complice, du goulag stalinien. Peu importe que les surenchères « antitotalitaires » cachent souvent le souci de faire oublier les complaisances passées à l'égard du stalinisme ! Reste que cette pression, pendant des années, a largement dominé le débat d'idées, il est de ce fait responsable de la médiocrité assez générale régnant en France pour tout ce qui touche à l'URSS et au mouvement communiste.

Le paradoxe est que, de son côté et à sa façon, la direction Marchais est venue apporter sa pierre à la thèse de l'inadaptation fondamentale d'un parti communiste à une société moderne. Lorsqu'il s'est agi de rendre compte des déboires électoraux du PCF et d'expliquer la faillite du Programme commun de gouvernement, la direction a propulsé ce quelle n'a pas tardé à nommer « thèse » : celle

du « retard historique ». Retard à prendre ses distances par rapport au stalinisme et à l'URSS, retard à enregistrer les évolutions à l'œuvre dans la société française, retard à élaborer une stratégie originale adaptée aux nouvelles réalités... Bref, le recul devenait retard. Et les responsabilités de la situation se trouvaient imputées, sans qu'on cita leurs noms, aux prédécesseurs de Georges Marchais au secrétariat général : Waldeck Rochet et, avant lui, Maurice Thorez. Celui-ci pour avoir retardé la déstalinisation, celui-là pour avoir initié le rapprochement avec le Parti socialiste et la stratégie d'Union de la gauche.

Que Marchais le veuille ou non, force est de constater que ces deux approches convergent sur un même constat de sclérose du PCF. Les deux nous présentent un parti français qui, à la différence du PCI, et à présent du PCUS gorbatchévien, s'est révélé réfractaire à l'évolution, incapable de s'adapter et d'apporter des réponses à des problèmes nouveaux. Si, dans un cas, il s'agit d'un simple retard (de plus de vingt ans malgré tout !), dans l'autre d'une tare rédhibitoire, l'essentiel, commun, serait de l'ordre de l'inadaptation ! Une telle approche nous semble insuffisante pour rendre compte de la réalité et l'expliquer.

La politique et les idées

D'abord, à contre-courant d'une opinion qui fait figure d'évidence, on serait tenté de souligner que le PCF a su faire preuve de réelles capacités d'innovation théorique. Une telle affirmation pourrait paraître, dans le contexte, provocation pure et simple. L'approche bourgeoise, en effet, part du présupposé que ce parti ne saurait rien dire d'audible. Tel est le célèbre leitmotiv de la « langue de bois », laquelle témoignerait d'un obscurcissement systématique des intentions politiques véritables, se doublant d'une incapacité congénitale à parler un langage compréhensible. Il s'agit là d'une véritable (auto)mystification. Et ce, d'un double point de vue. D'une part, le discours du PCF reste marqué par une volonté d'échapper aux clichés politiques pour parler de façon populaire (même si les notions de « peuple » et de « classes laborieuses » ont laissé la place au « concept » de « gens »). Ainsi, si bien des publications du PCF témoignent de prétentions théoriques qui confinent à l'ésotérisme, le discours s'efforce en général d'être compréhensible par « les gens ». S'il y a bien un problème réel et croissant de « communication »... Les causes en sont ailleurs ! D'autre part, il est clair que peu de partis politiques, au long de leur histoire, ont eu aussi besoin que le PCF d'argumenter leur orientation politique et les changements de celle-ci.

On ne saurait par ailleurs avaliser l'image que veut donner la direction d'un parti qui ne se serait réveillé que tardivement d'un long sommeil théorique, ne prenant que récemment en compte des retards et des erreurs accumulés de longue date. Cette autocritique fallacieuse — puisqu'il s'agit de renvoyer la responsabilité des problèmes rencontrés sur d'autres, et en fait, de justifier la direction actuelle — a en fait pour revers l'idée inverse : celle d'un parti voué à l'élaboration d'une stratégie révolutionnaire adaptée aux conditions de notre

temps et de notre société... C'est le progrès de celle-ci, de Marx à Marchais, qui se serait trouvé retardé par ces malencontreux accidents de l'histoire qu'ont représentés Staline et ses épigones français.

Entre ces deux visions déformées, qui ne vont pas sans quelque connivence profonde touchant à un certain mépris cynique à l'encontre de la politique, il convient de prendre une plus juste mesure de la réalité et de la nature des rapports que le PCF entretient avec l'élaboration stratégique. A la différence de ce que prétend la direction, il ne s'agit pas d'une réflexion du parti lui-même guidé par ses dirigeants valeureux et éclairés, mais le fait de cercles qui travaillent à proximité du centre directionnel, dans son ombre et sous son influence. La particularité du PCF de n'avoir jamais compté un intellectuel authentique parmi ses dirigeants de premier plan, qui renvoie à une tradition ouvriériste et anti-intellectuelle jamais réellement démentie, doit être mise en relation avec cette autre face de la réalité qu'est le nombre impressionnant de revues publiées, les efforts considérables, et longtemps fructueux, déployés en direction des milieux intellectuels et artistiques, la capacité à organiser des colloques et à propulser des appels soutenus par nombre d'intellectuels prestigieux (un des symptômes de la crise de discrédit que subit le PCF étant, au demeurant, le tarissement progressif de ce crédit auprès des intellectuels).

Ces cercles assurent une production intellectuelle importante, dans laquelle la direction puise les éléments qu'elle estime lui être utiles dans un contexte donné, qu'elle va populariser à grand tapage, les présentant comme autant de décisives avancées de la théorie communiste... quitte quelques mois plus tard à les relativiser, voire à les abandonner, au gré des soucis politiques du moment. Et au prix, souvent, de ruptures avec ceux qui en avaient assumé la paternité...

On peut donc dire que l'élaboration stratégique de ce parti est réelle, mais qu'elle est dépendante. S'applique pleinement le lumineux constat que Georges Labica a formulé à propos du marxisme en France : « *La subordination de la philosophie (de la théorie) à la politique est la principale caractéristique du marxisme français*². »

La « théorie », pour la direction du PCF, qui en cela perdure dans son essence stalinienne, est pur instrument de prétendue justification de choix politiques opérés en fonction de considérations tout autres. Ainsi, l'éclatement de l'Union de la gauche est un des événements politiques qui, sans doute, a fait couler le plus d'encre : de la part du PCF, articles, résolutions fleuves et livres se sont multipliés pour expliciter et argumenter la rupture. Cette production n'est pas pur artifice en ce sens que c'est à partir d'elle qu'a été façonnée la conscience politique d'une nouvelle génération, et que celle-ci, à son tour, va déterminer des choix politiques ultérieurs. Et, pourtant, les raisons de la décision restent mystérieuses, dans la mesure où l'on sait que les véritables considérations politiques n'ont été ni fournis ni clarifiés, qu'ils demeurent un secret que partagent les seuls initiés qui, à ce titre, constituent la véritable direction.

Bien des critiques voient dans cette dissimulation la différence irrédicible du PCF avec les autres forces politiques, la marque même du totalitarisme³. C'est escamoter le fait que la même dissimulation est au cœur de la politique

bourgeoise elle-même, en ce qu'elle ne saurait se priver de la manipulation des consciences comme ressort du pouvoir. La différence, paradoxale, est que les dirigeants staliniens ont besoin de dissimuler cette dissimulation, selon une logique cumulative d'explications, de pseudo-théorisations et d'autojustifications.

Un autre paradoxe, qui confirme le premier, mérite d'être souligné : c'est avec la direction actuelle, dont la médiocrité intellectuelle est assez universellement reconnue, et dont les liens avec les intellectuels sont plus distendus qu'ils n'ont jamais été, que les « innovations » d'ordre stratégique ont fleuri à un rythme rapide. La pression des circonstances, pour réelle qu'elle soit, ne saurait mécaniquement tout expliquer. On peut avancer l'hypothèse que c'est la nécessité de multiplier sur un court laps de temps les initiatives politiques de grande ampleur qui rend compte de cette contradiction. Là encore, pour éviter tout objectivisme, on ne saurait nier les compétences de cette direction, en termes d'une certaine lucidité dans l'appréhension des problèmes (ceux posés par l'URSS, par les évolutions de la société française, par la concurrence avec le Parti socialiste...) et une non moins certaine audace lorsqu'il s'agit d'opérer les changements jugés nécessaires. C'est précisément l'accélération des tournants, rendus de ce fait plus brutaux, et apparemment incohérents, qui a formidablement accru le besoin de légitimisation doctrinale de ces manœuvres politiques, par des élaborations théoriques, sociologiques, historiques...

L'explication de la crise du PCF n'est pas à chercher, comme il est souvent dit, dans un prétendu vide stratégique : soit, selon la thèse bourgeoise et social-démocrate, qu'il s'agisse d'une impossibilité formelle de définir une perspective révolutionnaire (qui, en dernière analyse, renvoie à l'impossibilité de la révolution et au caractère néfaste d'une telle visée) soit, et telle est la thèse de la direction du PCF, qu'on ait affaire à un retard de la théorie sur la réalité qui aurait entraîné des difficultés et erreurs dans la pratique politique. Elle est d'abord et fondamentalement d'ordre politique : l'accélération, au contact de la réalité concrète, de contradictions insurmontables qui sont celles d'un parti né du stalinisme et profondément marqué par lui. Les erreurs de direction ne sont évidemment pas étrangères au processus de crise : elles l'ont précipité.

C'est ainsi qu'on peut comprendre que la faillite soit venue de la participation gouvernementale, événement important mais de bien moins grande ampleur que la politique du PCF en 1945 et 1968, lorsque sa direction se trouvait en première ligne de la défense de l'ordre bourgeois face à d'impétueux mouvements de masse... Dans ces deux cas, le PCF a dû payer un prix élevé, mais qui n'a pas hypothéqué son avenir. Il n'en est pas de même aujourd'hui.

S'il faut s'intéresser aux réflexions stratégiques du PCF, ce n'est pas que celles-ci expliqueraient en quoi que ce soit sa politique concrète : c'est l'inverse qui est vrai. Mais la direction du PCF, pour mener la politique qui lui semblait conforme à la meilleure défense de ses intérêts bureaucratiques, a toujours dû en appeler à l'idéologie. Et, dans la mesure où cette idéologie est apparue à un moment donné brutalement en déphasage par rapport à la réalité politique, la cohérence de l'ensemble a éclaté ouvrant une brèche où la crise s'est précipitée. Jusque-là la dynamique d'ensemble avait permis de maintenir un équilibre

instable entre un projet et une politique réformiste, marquée de nationalisme et allègrement « interclassiste », et une démarcation nette avec la social-démocratie, au nom de références fortes à la classe ouvrière et à la révolution, à l'URSS et au « camp socialiste »... A un moment donné, qui a coïncidé avec la participation gouvernementale, cette dynamique positive s'est rompue, révélant l'épuisement des potentialités de ce parti et entraînant une logique régressive. C'est sur ce scénario de catastrophe qu'il convient de revenir pour en étudier les dimensions stratégiques.

Le temps heureux de la « démocratie avancée »

Il fut un temps, lorsque de Gaulle régnait, où le PCF se dota d'une stratégie simple et fonctionnelle qu'on peut formuler selon le titre du *Manifeste de Champagne* : « Pour une démocratie avancée ». Si on en a souvent appelé, comme à une référence mythique, à la célèbre interview de Thorez au *Times* en 1945, dans laquelle il affirmait qu'il n'était pas inenvisageable d'aller au socialisme par des voies pacifiques et conformes au suffrage universel, c'est bien du milieu des années soixante que datent l'élaboration et la mise en œuvre de cette stratégie.

Le problème pour le PCF était alors de sortir du ghetto où l'avait enfermé tout au long de la IV^e République la guerre froide, d'absorber les premiers chocs venus de l'Est, en particulier avec le soulèvement hongrois, en s'inscrivant activement dans la construction d'une alternative au pouvoir gaulliste.

Le pivot de cette nouvelle conception était constitué par la notion d'étape démocratique. Cette étape avait en effet la particularité et le mérite de n'être pas définie comme socialiste (« l'orthodoxie » marxiste obligerait alors de parler du pouvoir comme devant être celui de la dictature du prolétariat), mais comme ouvrant la possibilité d'ouvrir une autre étape qui serait celle de l'avancée vers le socialisme. Le schéma était à l'évidence emprunté au modèle des stratégies dites de front populaire : la nécessaire étape démocratique antifasciste, qui renvoyait la révolution socialiste à des temps meilleurs...

Ladite étape de démocratie avancée justifie l'alliance avec la social-démocratie, caractérisée, dans le contexte de la lutte antigauilliste et tant que les tâches immédiates sont d'ordre démocratique, comme une « force de progrès ». Il peut être envisagé, si besoin est, de poursuivre cette alliance jusqu'au gouvernement. Enfin, se dessine une articulation maîtrisable entre revendications et luttes sociales, d'une part, et, d'autre part, élections et perspective politique : tandis que le terrain social reste du seul ressort du PCF et de la CGT, il est facile d'expliquer aux travailleurs qu'un changement démocratique au plan gouvernemental ne pourrait que leur être favorable... Quant aux alliés politiques, ils savent que rien n'est possible sans les capacités de la direction communiste de contrôler les luttes sociales. Ainsi, le PCF, grâce à cette stratégie, fut en mesure de se réinscrire au centre du jeu politique bourgeois, tout en préservant son identité propre : ses objectifs révolutionnaires et ses liens avec l'URSS ne sont évidem-

ment en rien entachés par une pratique politique qui, sur un mode réaliste, permet de faire avancer dans le bon sens la vie politique nationale.

Après la mort de Thorez, en 1964, Waldeck Rochet allait pleinement assumer cette stratégie qui pouvait se concrétiser. Et ce, en corrélation avec Mitterrand, qui est déterminé à bousculer les inerties de la vieille SFIO, à relancer une dynamique ancrée à gauche dont il voit la condition dans une alliance avec le PCF. En décembre 1965, le PCF soutient Mitterrand à l'élection présidentielle. Un an plus tard, un accord est signé avec la FGDS qui scelle le rapprochement entre les deux partis sur la base d'une perspective électorale et politique commune. Le score étonnamment bon de Mitterrand face à de Gaulle, la recomposition de la social-démocratie qu'il facilite autour de la FGDS, permet d'envisager avec optimisme les futures échéances politiques : le succès semble assuré au combat tranquille contre le « pouvoir personnel ».

L'épreuve de 1968

L'année 1968 va bousculer la sérénité de cette perspective.

D'abord, le mouvement de Mai 68, dans la jeunesse et ensuite dans la grève générale, revêt une portée anticapitaliste qui déborde largement le simple refus du « pouvoir personnel ». Certes, la gigantesque manifestation du 13 mai 1968 a été rythmée par le slogan « Dix ans, ça suffit ! », camouflet insolent au Général. Mais les étudiants rêvent déjà de la révolution et, le lendemain même, c'est la grève générale, qui va porter d'autres exigences que la seule démocratisation du régime.

Face à ce mouvement, le PCF se trouve alors en première ligne. Les jeunes oppositionnels, dont ils s'étaient débarrassés après qu'ils se furent démarqués en refusant, en 1965, le soutien politique et pas seulement électoral à Mitterrand, se sont métamorphosés en « groupuscules gauchistes » qui prétendent disputer au PCF sa légitimité ouvrière et dénoncent la caractère fallacieux de ses prétentions révolutionnaires. Il va falloir les combattre violemment, si l'on veut que le mouvement de masse rentre dans son lit. La lutte est alors acharnée, elle va marquer les deux décennies suivantes : l'affrontement le plus vif se déroule entre PCF et gauchistes, de part et d'autre on dénonce l'adversaire comme le redoutable et efficace complice du pouvoir et du patronat. Car, pour la direction du PCF, le prix à payer pour sa politique en Mai 68, c'est bien une rupture irréparable avec une bonne partie de la jeunesse radicalisée, en particulier dans le milieu étudiant, qui va constituer la base militante de l'extrême gauche.

Ensuite, l'été 1968 va être marqué par l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie et l'écrasement du « Printemps de Prague ». Le stalinisme, une nouvelle fois, montrait son visage sanglant. Pour la jeunesse de Mai 68 c'était la confirmation et le renforcement de la nécessité de rompre avec lui et avec le PCF. Ce dernier, fort embarrassé, allait « réprover » cette intervention. Ce qui ne suffisait pas à résoudre la question des rapports à l'URSS : l'identification complète du PCF au « grand frère soviétique » devenait un boulet !

Ainsi, coup sur coup, le PCF subit en 1968 deux traumatismes qui devaient l'obliger à reconsidérer l'ensemble de son dispositif politique.

La réponse de la direction Waldeck Rochet fut de poursuivre et d'accentuer la ligne d'Union de la gauche. En décembre 1968, c'est le *Manifeste de Champigny*, qui formalise et officialise la ligne dite de « démocratie avancée ». En juin 1969, c'est l'élection présidentielle où le PCF appelle à voter pour Mitterrand, Marchais remplace cette même année Waldeck Rochet gravement malade. Enfin, en juin 1972, c'est la signature du Programme commun de gouvernement entre le PCF, le Parti socialiste et le Mouvement des radicaux de gauche. « Une seule solution : le Programme commun » va devenir, au cours des années soixante-dix, le slogan central de toutes les manifestations dirigées par le PCF et la CGT. Il ne s'agit plus de dessiner une sortie démocratique du gaullisme — Pompidou, qui a remplacé de Gaulle, apparaît plus comme le représentant du capital que comme l'héritier du Général —, mais de proposer une perspective de pouvoir et de transformation sociale. L'extrême gauche va, à juste titre, combattre ce programme comme un programme de collaboration de classes. Il n'en reste pas moins qu'il apparaît aujourd'hui, à la relecture, après le bilan de la gauche au gouvernement et de sa politique concrète, comme fort audacieux dans sa volonté d'opérer des transformations de la société. Il entretient l'idée que les forces réformistes réunies sur cette base sont décidées, une fois au pouvoir, à « rompre avec le capitalisme » et à « changer la vie ».

En ce sens, le Programme commun de gouvernement est un produit indirect de Mai 68. Ce mouvement de contestation radicale de la société a été défait, mais il a laissé des braises brûlantes d'espoir. Les forces de gauche réformistes ont compris que, pour maintenir leur emprise sur les forces sociales qu'elles représentent, il leur fallait proposer une perspective de changement. Et, en même temps, que l'énergie dégagée par la mobilisation de Mai 68 restait, pour une part, disponible et pouvait permettre, canalisée, d'accéder au pouvoir.

Reste que, pour le PCF, l'engagement dans cette logique n'était pas de peu de conséquences. Il savait devoir se méfier de la concurrence du Parti socialiste : selon une formule popularisée plus tard et qui devait devenir célèbre, « l'union est un combat ». Un rapport, qui aurait été prononcé devant le comité central après la signature du Programme commun, et qui, resté secret, n'a été révélé que lors de la rupture de l'Union de la gauche, mettait en garde contre ces dangers. Mais, du point de vue stratégique, il y avait plus important encore : pour la première fois, le PCF liait ses propositions de changement social à une perspective électorale, elle-même conditionnée par l'alliance avec la social-démocratie. Dès lors, l'orientation du PCF ne s'inscrivait plus dans le cadre stratégique qui fut celui des expériences du Front populaire et de la Libération, et aussi de la « démocratie avancée » : la définition d'une étape préalable à toute perspective socialiste, de nature démocratique, répondant à la nécessité de faire barrage au fascisme, ou des urgences de la reconstruction nationale, ou de la lutte contre le pouvoir personnel... Cette fois, au centre du projet, il y a bien le changement social. La logique « étapiste », qui demeure, est transférée à un autre niveau : la nécessité, dans un premier temps, de frapper le grand capital monopoliste, et non

le capitalisme en tant que tel. En d'autres termes, il s'agit encore « d'ouvrir la voie au socialisme », et non du pouvoir des travailleurs, mais par des mesures ambitieuses de changement économique et social.

La tentation eurocommuniste

Le PCF pouvait considérer qu'il était alors en mesure d'assumer cette nouvelle donne stratégique. A l'échelle du mouvement communiste international, l'heure était à l'eurocommunisme. Les grands partis communistes occidentaux convergeaient sur l'idée d'une nécessaire (re)définition des stratégies d'accession au socialisme qui, prenant en compte l'importance décisive des traditions démocratiques dans ces sociétés, mettrait au centre de la perspective la logique de « démocratie jusqu'au bout ». C'était, de fait, prendre ses distances avec le « modèle soviétique », et chercher à combler le « déficit » démocratique qui affaiblit les partis communistes dans leur rapport à la social-démocratie.

Pour le PCF, la concurrence directe, au sein de l'Union de la gauche, avec une social-démocratie en pleine rénovation constituait sans doute une invitation à réaliser son *aggiornamento*. D'autant plus que Mitterrand ne dissimulait pas ses intentions : capter au profit du PS modernisé une bonne partie de l'électorat du PCF et réduire celui-ci au rang de force d'appoint.

Il semble bien qu'un homme, Jean Kanapa, conseiller de Waldeck Rochet puis de Georges Marchais, par son intelligence politique et sa connaissance du mouvement communiste international, a pris la mesure des défis que devait relever le PCF : au-delà de la confrontation avec le PS, c'étaient les évolutions mêmes de la réalité mondiale qui appelaient à une véritable mutation. Deux exigences venaient ainsi se combiner. D'une part, la nécessité de donner des garanties d'ordre démocratique pour ne pas céder du terrain à la social-démocratie sur le plan de la crédibilité électorale et gouvernementale. D'autre part, l'urgence de marquer des différences avec l'URSS : après l'invasion de la Tchécoslovaquie, alors que l'heure était à une nouvelle glaciation sous le signe du brejnevisme, il n'était pas possible de prétendre satisfaire au premier point et rester empêtré dans les rets du Kremlin.

Cette modification en profondeur va être engagée et conduite à l'adoption de notions nouvelles telles que celles du « socialisme aux couleurs de la France » et de « démocratie jusqu'au bout ». Le tout culminera lors du XXII^e congrès, en février 1976, avec le renoncement tonitruant, et sans aucun débat, à la dictature du prolétariat.

Une telle logique, approfondie, devait conduire à une mise à jour explicite concernant le stalinisme, tant au regard du passé qu'en ce qui concerne les liens avec l'URSS. On peut estimer que, pour enrayer une telle évolution sur la voie de l'eurocommunisme, deux pressions se sont exercées de façon croissante. La première, venue du Kremlin, consistant à « alerter » de plus en plus vigoureusement le PCF sur les risques induits par la rivalité avec la social-démocratie sur le terrain des libertés et de la démocratie : purement et simple-

ment la conversion au réformisme, c'est-à-dire le reniement. Le chantage exercé pour faire revenir le PCF sur sa timide condamnation de l'intervention en Tchécoslovaquie, révélé depuis par la publication d'un dossier qui serait constitué des notes de Jean Kanapa ⁴, permet de se faire une idée des méthodes du « grand frère » soviétique pour retenir la direction française sur la pente glissante de la trahison. Or, cette affectueuse sollicitude ne pouvait que se combiner avec les fortes réticences, pour ne pas dire la franche hostilité, existant au sein même du PCF par rapport à l'alliance avec la social-démocratie et à cette entreprise de modernisation fortement teintée de réformisme. L'exemple du PCE témoigne que, dans un autre contexte, la direction soviétique pouvait se donner les moyens de faire éclater un parti communiste récalcitrant.

La direction française devait être sensible à une pédagogie plus subtile : le constat que, comme Mitterrand l'avait pronostiqué, le renforcement du PS se faisait au détriment du PCF. Ce qui invitait à une interrogation plus fondamentale : un parti comme le PCF peut-il se rallier au discours réformiste sans en périr ? Telle était bien la question qui se faisait de plus en plus pressante. Les intellectuels du PCF avaient été mis à contribution pour relever un défi : le PCF peut-il être le moteur d'une alliance comme l'Union de la gauche et défendre une identité politique qui lui soit propre ? S'il multipliait les garanties quant à son respect des libertés et de l'alternance, quitte à fâcher le PCUS, il élaborait une conception propre sur le changement économique autour des notions du « produire français » et des « nouveaux critères de gestion ⁵ ». Attitude qui permettait d'entretenir l'idée que si le PCF voulait parvenir, en alliance avec le PS, au gouvernement, c'était pour y appliquer une politique spécifique, de transformation sociale effective, y compris au sein des entreprises.

L'effort de conviction déployé par le PCF au cours de cette période pouvait laisser croire que, par rapport au passé, une véritable mutation était engagée et que nul retour en arrière n'était envisageable. Cette perception renforçait la dynamique de l'Union de la gauche qui, à partir de 1977, s'avère être majoritaire au plan électoral. En même temps, l'espace à gauche du PCF se renforçait, du fait même de l'animation du débat stratégique sur les perspectives et les moyens du changement social en France. Au sein même du PCF, les discussions se développaient. En particulier, d'une part, autour de ceux qui prônaient un « eurocommunisme conséquent ». Et, d'autre part, de ceux qui, autour de Louis Althusser, dont le nom apparaissait comme le symbole, plus que l'initiateur ou le porte-parole, de ce courant, refusaient l'abandon de la notion de dictature du prolétariat et affirmaient l'actualité de la théorie marxiste.

L'éclat

Fin 1977, à l'occasion des discussions sur l'actualisation du Programme commun, la direction du PCF engage un bras de fer avec le Parti socialiste. Il porte, en particulier, sur la question des nationalisations et, plus précisément, sur le fait de savoir si les filiales des entreprises concernées sont ou non incluses dans

la nationalisation. Le PS taxe le PCF de surenchère. Le PCF accuse le PS de revenir sur ses engagements antérieurs, pour se refuser de se donner les moyens d'un vrai changement... Bientôt, le verdict tombera : « Le PS a viré à droite ! » Déjouant les pronostics les plus sûrs, à la veille d'élections législatives qui promettaient une victoire à l'Union de la gauche, la direction du PCF vient de rompre l'accord avec le PS et le Mouvement des radicaux de gauche.

Le tournant est brutal et de grande ampleur. Le PCF vient, en fait, de se désengager du cadre de l'Union de la gauche qui avait dominé la vie politique depuis plus de dix ans. Tout un temps, il s'efforcera de faire porter la responsabilité de l'éclatement au PS et, schéma classique de renversement de politique, il va inlassablement prôner « l'union à la base »... Afin de ramener le PS à de plus justes sentiments ! Mais, corrélativement, et confirmant l'importance du tournant opéré, l'accent est mis sur la solidarité avec l'URSS. Début 1978, c'est la petite phrase sur le « bilan globalement positif » des pays de l'Est : après avoir insisté sur les critiques concernant les questions des libertés, il s'agit de revenir à « l'essentiel » qui est la réalisation du socialisme. Un jugement qui reprend aujourd'hui toute sa valeur et suscite rappels, commentaires et (auto)critiques à la pelle. En janvier 1980, pour ceux qui n'auraient pas compris et tarderaient à remettre les pendules à l'heure, Georges Marchais, en direct de Moscou, approuve l'intervention soviétique en Afghanistan !

Ce brutal réajustement des perspectives, qui est alors perçu comme un sidérant retour aux plus belles années du stalinisme, signifie que les pages de l'Union de la gauche et de l'eurocommunisme sont brutalement arrachées, sans réticences ni remords ! Dans les multiples interprétations qui sont alors proposées des raisons de ce tournant, l'idée est forte que c'est sur ordre de Moscou que ce désengagement a été décidé. Il est certain que les Soviétiques ont pesé en ce sens. Les gestes symboliques, tel la visite de l'ambassadeur d'URSS à Giscard, n'ont pas manqué indiquant qu'ils préféraient un bon conservateur, tel le président en exercice, à un social-démocrate du type Mitterrand. Et, dans ces conditions, on voit mal quel intérêt pouvait présenter à leurs yeux le maintien d'une alliance avec le PS dont les considérables dangers étaient en revanche évidents. S'il n'y a aucun doute quant à ce côté des choses, on peut pourtant considérer qu'une décision aux implications aussi considérables n'a pu être dictée, un jour venu, en fonction d'un seul des acteurs en présence. Elle fut plutôt la résultante d'une série de forces qui convergèrent alors pour provoquer ce changement radical. Préparé sans doute de longue date, il survint à la veille d'une échéance qui devait conduire à la victoire de la gauche, donc à un affrontement avec le président en place, dans un contexte où les forces sociales rassemblées derrière la gauche n'avaient encore que très partiellement subi les dégâts de la crise. Le PCF, qui aurait été au cœur de cette tempête, préféra ajourner une telle perspective en sabordant l'Union de la gauche si longtemps objet de tous ses soins.

A partir de là, jusqu'au XXV^e Congrès de 1985, la direction du PCF allait poursuivre une impressionnante entreprise de démantèlement du cadre stratégique antérieur.

L'appropriation de la notion d'autogestion jusque là combattue comme réformiste allait constituer la pierre angulaire du nouvel édifice théorique. Elle a pour revers la critique radicale de la notion d'étape et son abandon. Toute la logique de l'Union de la gauche est critiquée pour ce qu'elle signifie d'alliances au sommet et de programmes bouclés à ce niveau. En fait, plutôt que par étapes, le changement doit se réaliser immédiatement, à la base, sous l'impulsion et le contrôle des « gens ». Ne pas avoir compris plus tôt cela, tel fut le « retard historique » du PCF qui le conduisit à rester enfermé dans le piège du Programme commun de gouvernement et de l'Union de la gauche qui ne pouvait conduire qu'à la catastrophe. A présent, la stratégie dite autogestionnaire permet de faire l'économie des accords électoraux nationaux, puisque l'accès au gouvernement n'est plus ni une condition ni une étape nécessaire au changement : le socialisme se réalise pas à pas !

Cette perspective bouleversante étant portée par le seul PCF, c'est la preuve qu'il est l'unique parti révolutionnaire et que les préoccupations unitaires sont soldées par la perspective du « Nouveau Rassemblement populaire majoritaire » (dit NRPM) : le concept clé du XXV^e Congrès et le nouveau maître mot de la politique communiste. Il semble qu'il vise le « rassemblement » de tous les « gens » qui, rompant avec les illusions de l'Union de la gauche, sont décidés à opérer par eux-mêmes (et avec le PCF !), quotidiennement, et pas à pas, le changement de la vie, qui est déjà le socialisme en marche...

Vont marquer cette nouvelle phase le repli, le sectarisme, la division, et parfois des sorties brutales, comme lors des affrontements violents entre le service d'ordre communiste et la police autour des usines SKF, ou avec la désastreuse opération du bulldozer contre un foyer de travailleurs immigrés à Ivry pour protester contre la concentration des immigrés dans les banlieues communistes... Le PCF semble vivre une nouvelle version de la tactique « classe contre classe », comme aux plus belles heures de ladite « troisième période ». A ces différences près que le contexte international n'est plus le même, ni la « foi » communiste : bref, le cœur n'y est pas. La crise, profonde, minante, est à l'œuvre : les actions dures prennent figure de gesticulations, les innovations théoriques, malgré parfois leurs relents d'utopie, semblent sorties tout droit d'un déconcertant bric-à-brac idéologique.

Pourtant, l'implosion ne va pas venir de ces contradictions, mais du choc avec la réalité, une fois acquise la victoire, non voulue, de Mitterrand aux élections présidentielles de 1981.

Le temps des mouvements paniques

De toute évidence, c'est contre sa volonté que le PCF a été amené à assumer les responsabilités gouvernementales qui vont lui échoir après la victoire de Mitterrand. Toute la campagne de Georges Marchais, en 1981, a été orientée dans le sens d'empêcher la victoire de Mitterrand. Non content d'expliquer que la politique de celui-ci pourrait être pire que celle de Giscard, il a laissé planer

jusqu'à la dernière ligne droite l'éventualité de ne pas appeler à voter pour le candidat socialiste au second tour. Si, en 1978, le PCF était parvenu à empêcher la victoire de la gauche, il n'en fut pas de même en 1981. Contre Rocard, Mitterrand avait maintenu ferme, après 1978, le cap de l'unité malgré la défection du PCF. L'Union de la gauche s'en trouvait comme maintenue « en creux », si bien qu'il est vraisemblable qu'une bonne partie de l'électorat communiste aurait voté pour lui quelles que soient les consignes données par la place du Colonel Fabien. Il poussa l'habileté politique jusqu'à déjouer l'offensive communiste autour du thème « Il faut des ministres communistes ! » qui visait à le déstabiliser, car ou bien il s'y engageait, et l'épouvantail anticommuniste était agité sous le nez des électeurs modérés, ou bien il refusait et les électeurs communistes pouvaient être invités à se démobiliser devant tant d'arrogance.

En fait, la volonté populaire de chasser la droite, si longtemps réfrénée, ne pouvait plus cette fois être contenue, elle allait s'extérioriser et assurer la victoire de Mitterrand qui, malgré les coups bas du PCF, avait su continuer à apparaître comme le représentant de « l'union des forces populaires » si patiemment construite au long des années soixante-dix.

Cet échec cuisant allait marquer, pour l'autorité de la direction Marchais, le début de la fin.

Dès lors que la décision d'empêcher une victoire de Mitterrand fut invalidée par les électeurs, le PCF s'est trouvé sérieusement mis en porte-à-faux par rapport aux évolutions politiques qui allaient venir face auxquelles il allait multiplier les fausses manœuvres.

Ainsi de l'exigence des ministres communistes, qui d'opération habile se transforma en piège redoutable, une fois que Mitterrand installé au pouvoir décida de la satisfaire. Le président confirmait ainsi son ancrage à gauche et sa volonté de tenir ses engagements. En même temps, il enserrait le PCF dans une étreinte qui allait l'étouffer : Mitterrand gagna là, aux yeux de la bourgeoisie, ses galons d'« homme d'Etat », par la démonstration faite d'avoir réussi là où tous avant lui avaient échoué : la réduction du PCF.

Prise dans ce piège, la direction du PCF a multiplié les incohérences. Consciente sans doute des risques encourus, elle affronta la participation gouvernementale avec réticence : Marchais ne sera pas ministre, déléguant cette responsabilité à son second Charles Fiterman, qu'accompagnèrent les trois responsables qui appurent ministrables plus pour leur « profil » personnel qu'en fonction de leur intégration au noyau directionnel. C'était préparer un discours qui portera l'accent sur les qualités des quatre ministres, au demeurant réelles, donc sur la démonstration que le PCF comprend en son sein des hommes capables de diriger avec talent les affaires de l'Etat. Et non pas sur le fait que, pour la deuxième fois dans l'histoire, le PCF en tant que tel était au gouvernement. Pour un parti qui avait affiché si fortement ces dernières années sa vocation à être un « parti de gouvernement », quelle occasion manquée !

Paradoxalement, dans les débuts du gouvernement Mauroy, le PCF a développé, dans les pages de *l'Humanité*, un discours hyperbolique sur les réalisations gouvernementales, louées comme ayant immédiatement dépassé les

acquis mémorables du Front populaire et de la Libération. Manière sans doute de justifier une solidarité gouvernementale sans faille, qui fit que le PCF cautionna sans états d'âme apparents toutes les mesures anti-ouvrières du gouvernement socialiste : l'abandon de « l'autre politique » au profit de la « rigueur », les licenciements massifs dans la sidérurgie, les capitulations sur le terrain de la laïcité, etc.

Il usa de la sorte, et jusqu'à la corde, son crédit. Si bien que, lors de la passation de pouvoir de Mauroy à Fabius, en 1984, le PCF qui avait laissé passer les occasions de rompre auparavant quitta sans bruit et sans gloire le gouvernement. Sur un simple refus des offres faites de poursuivre cette expérience désastreuse de participation gouvernementale...

Cette phase a concentré l'incapacité du PCF d'échapper à une contradiction mortelle entre le sectarisme diviseur et l'unité opportuniste. Emporté dans une folle oscillation entre l'un et l'autre pôle, il a, en quelques mois, exploré toutes les impasses possibles de sa politique. Une fois Mitterrand installé au pouvoir et le PS incrusté dans l'appareil d'Etat, cette contradiction est devenue insurmontable : le PCF a pu au long de ces années dénoncer inlassablement, et souvent à juste titre, la politique du PS, sans parvenir à se déprendre de lui, contraint où il s'est trouvé de voter au Parlement pour les gouvernements socialistes et leurs lois. Du fait de sa minorisation, il ne pouvait risquer une rupture franche avec le PS sous peine de se faire briser. Dans le même temps, cette pratique du double langage continuait à éliminer son peu de crédit restant.

Pour masquer cette humiliation permanente, qui ne pouvait freiner son recul, le PCF s'est vu dans l'obligation d'inventer une nouvelle thèse censée tout expliquer : celle du glissement à droite de la société. Tous les problèmes et misères subis par le PCF se trouvaient ainsi expliqués par un phénomène social plus profond : ce n'est pas le PCF qui recule, c'est la société qui glisse ! Idéologie symptomatique d'une situation où les innovations théoriques du PCF n'ont plus pour but de peser sur la situation, mais d'excuser celle-ci. Signe que le PCF, ex-grand parti communiste de masse, est peut-être sur le point de décrocher par rapport à la société.

Conclusion

Les dix années écoulées ont été, pour la direction du PCF, des années terribles. Les bilans de l'Union de la gauche, de la participation au gouvernement, puis de la non-participation à partir de 1984, se paient au prix maximum. C'est le résultat d'une situation inédite qui a provoqué, du fait des changements successifs de ligne, de façon brutale et à un rythme accéléré, un discrédit politique majeur de la direction Marchais. Celle-ci est apparue défendre avec la même verve toutes ces orientations contradictoires. Du coup, devint perceptible ce qui était resté caché jusque-là : le caractère inavouable des motivations réelles de cette direction. D'un jour à l'autre, les alliés de la veille ont pu être maudits, puis adulés de nouveau, toujours au nom des principes. Ce qui signifie que ces

« principes » masquent l'essentiel et que les prétendues « valeurs communistes » sont un leurre.

La crise du PCF, celle des responsable — ex-responsables ou futurs ex-responsables —, celle des militants et, au-delà, des sympathisants et électeurs, relève d'abord de la démoralisation, du sentiment d'avoir été de longue date « floué ».

C'est peut-être ce qui explique que, malgré son ampleur, cette crise n'a pas encore produit de courants oppositionnels capables de résister victorieusement à la confrontation avec la direction. Les batailles oppositionnelles se sont développées ces dernières années, mais elles ont été défaits, en ce sens qu'elles n'ont pas empêché la plupart des militants critiques de renoncer au militantisme politique, et d'autres de céder à la force d'attraction du PS.

Telle est encore la situation aujourd'hui, pour ce XXVII^e Congrès. La contestation interne est sur le point d'imposer *de facto* le droit de tendance. Le comité central a refusé que le contre-texte de Fiterman soit soumis au vote des militants au même titre que celui de la direction, ce qui eut été entériner le droit de tendance. Mais ce même texte a été publié dans *l'Humanité*, et il polarise suffisamment les débats pour que les dirigeants manœuvrent et proposent de réécrire leur propre texte afin d'intégrer des propositions de Fiterman. Mais, dans le même temps, cette opposition apparaît dépourvue de toute perspective politique en positif. Et l'on voit mal quelles pourront être ses propositions au sortir du congrès, sinon de s'engager sur la voie déjà ouverte par les reconSTRUCTEURS : celle de la fraction publique.

Pourtant, cet apparent *statu quo* ne saurait s'éterniser. L'unanimité, qui autrefois était de règle, est aujourd'hui fini : Fiterman était un dirigeant de premier plan, son audience est importante dans des secteurs entiers du parti, en particulier parmi les élus. Or, dans les structures mêmes de ce parti, rien ne change et il semble que plus rien ne puisse jamais changer !

L'onde de choc des séismes à l'Est ouvre une nouvelle ligne de faille au sein du PCF, qui cette fois fracture au cœur même de son identité. Dans un premier temps, la direction Marchais a joué la carte consistant à prétendre qu'elle a été gorbatchévienne avant l'heure, et qu'il eut mieux valu que ses critiques concernant les « limites de la démocratie » dans les sociétés du « socialisme réellement existant » soient entendues plus tôt.

Mais, à l'occasion de la crise du Golfe, le PCF a pris ses distances avec l'URSS, et les thèses pour le XXVII^e Congrès signent la rupture avec Gorbatchev. Tout le débat apparaît polarisé par la question de l'évaluation des rapports de forces mondiaux, qui est étroitement imbriquée à celle du positionnement par rapport à Gorbatchev. Fiterman et ses amis refondateurs, au nom de la défense du gorbatchévisme, sont amenés à expliquer que la situation mondiale n'est pas si catastrophique que l'affirme la direction. Cette dernière, au contraire, ne craint pas de noircir le tableau : à l'Est, c'est la restauration du capitalisme, en URSS même, c'est l'effondrement, dans le Golfe, c'est une offensive de grande ampleur de l'impérialisme.... Dans tous les cas, les responsabilités de la direction gorbatchévienne sont écrasantes !

Les effets de la dynamique ainsi engagée ne sont pas mesurables aujourd'hui. Ils ne peuvent être que considérables. Cette prise de distance se fait sans bilan réel du stalinisme, et dans une situation d'assez complet isolement à l'échelle internationale et européenne, la rupture avec le PCI, par exemple, est consommée.

L'isolement existe aussi au plan national. Glissement à droite de la société ou non, il est clair que la social-démocratie occupe maintenant une place prépondérante à gauche. Sa reconversion de parti du changement en parti assurant une gestion moins sauvage du capitalisme que les libéraux lui assure le créneau du « moindre mal », fort lucratif au plan électoral.

Quant à l'efficacité pratique du PCF dans la défense des intérêts des « gens », elle décroît en proportion de ses reculs successifs face au PS. Par ailleurs, cette direction qui, à la différence du PCI et de « l'Eurogauche », maintient ses références anticapitalistes, apparaît bien incapable de proposer aujourd'hui la moindre perspective de changement social, ne serait-ce qu'à titre symbolique. Le texte du XXVII^e Congrès est, de ce point de vue, symptomatique dans la juxtaposition d'une analyse de la situation mondiale et d'un programme revendicatif de type syndical, qui fait l'économie de l'orientation politique.

Le PCF ne peut donc plus espérer jouer jamais le rôle central qui fut le sien autrefois. En revanche, dans certaines municipalités, dans beaucoup d'entreprises par le biais de la CGT, voire dans une partie de la jeunesse, comme on l'a vu à l'occasion du dernier mouvement lycéen, le PCF peut espérer gérer l'espace que le PS, compte tenu de sa politique, laisse libre sur sa gauche, ce qui implique aussi de nouveaux rapports avec l'extrême gauche.

Une telle ambition n'est porteuse ni d'une stratégie de changement social ni d'un avenir. Elle peut permettre de durer, à condition de maîtriser l'implacable logique de la marginalisation.

Novembre 1990

1. Cf. Jean Ranger, « Le déclin du Parti communiste français », in *Revue française de science politique*, vol. 36, n° 1, février 1986.

2. Georges Labica, *les Etudes marxistes*.

3. Voir, en particulier, le travail aux dimensions monumentales de Jeanine Verdès-Leroux, *le Parti communiste, les intellectuels et la culture* (tome 1 : « Au service du parti (1944-1956) », tome 2 : « Le réveil des somnanbules (1956-1985) »), éditions Fayard.

4. *Kremlin-PCF, conversations secrètes*, Olivier Orban, 1984.

5. Cf. les travaux de Paul Boccard sur les « nouveaux critères de gestion » et, dans la continuité de ceux-ci, les livres de Philippe Herzog : *l'Economie à bras-le-corps et la Nouvelle Economie à bras-le-corps*, aux Editions sociales.

LIVIO MAITAN

Le nouvel avatar du Parti communiste italien

Dans un mois environ, le Parti communiste italien aura tenu son congrès et, sauf surprise de la dernière heure, une majorité aura sanctionné le changement de son nom et, partiellement, de son symbole : le Parti démocratique de la gauche (PDS) aura vu le jour.

Ce serait le moment de dresser un bilan historique de ce parti, qui a été, des décennies durant, le parti communiste le plus fort des pays capitalistes et qui, encore aujourd'hui, reste hégémonique dans le mouvement ouvrier italien, malgré son déclin, plus ou moins constant, depuis 1978-1979. Il va de soi que nous ne pouvons pas le faire dans le cadre de cet article ¹. Nous allons essayer quand même de répondre, d'une façon synthétique, aux questions que de nombreux militants se posent aujourd'hui, dans le PCI et en dehors de ses rangs : par quelle trajectoire le parti a pu atteindre ce rivage ? Est-ce que des choix alternatifs auraient été possibles à différentes échéances ? Si le projet de transformation prôné par son secrétaire Occhetto se concrétise, quelles seront les perspectives du nouveau parti ou du parti refondé ?

Une trajectoire sans précédent

Le PCI représente incontestablement le cas extrême d'un phénomène politique qu'il était très difficile de prévoir dans toute sa portée au moins jusqu'au milieu des années cinquante : la transformation d'un parti, né comme parti révolutionnaire en opposition au réformisme et devenu par la suite parti stalinien, en parti néo-réformiste de type social-démocrate.

Pour expliquer les changements successifs et l'aboutissement actuel, ses dirigeants et ses intellectuels avancent des explications, dans une très large mesure, apologétiques. Dans le contexte actuel, ils ne peuvent pas échapper à une contradiction majeure : d'une part, ils mettent l'accent sur le caractère radical du « nouveau » et sur la rupture avec le « socialisme réel » et le mouvement communiste qui s'en réclamait, de l'autre, ils ne peuvent renier leur passé ni briser toute continuité. Pour se tirer d'affaire, ils combinent des autocritiques, qui parfois frisent le masochisme et dont le but est de prouver qu'ils n'ont plus rien à voir avec le stalinisme, et des interprétations « historicistes », en dernière analyse, justificatrices. Selon ces interprétations, dans le contexte national et international donné, on n'aurait pu agir autrement et, tout ce qui a été fait, y compris dans la période stalinienne la plus noire, au cours des années trente et quarante, a permis, en fin de compte, la construction et la croissance d'une organisation aux racines sociales très profondes et capable de jouer un rôle majeur dans la vie politique du pays. Une telle entreprise aurait été possible, par ailleurs, grâce aux spécificités du parti et à l'œuvre clairvoyante de ses dirigeants principaux, en premier lieu, Togliatti et Berlinguer.

Notre approche est radicalement différente. Tout d'abord, nous estimons que pour comprendre comment un tel parti a pu se construire et se développer il faut partir d'une vue d'ensemble des processus qu'a connus la société italienne depuis le début du siècle. Après son unification, l'Italie avait connu un développement capitaliste inégal (il suffit de rappeler l'arriération du Mezzogiorno). Ses institutions parlementaires étriquées ne pouvaient refléter que d'une manière très partielle et extrêmement déformée les exigences de la grande majorité de la population. Dans le contexte très conflictuel qui en découlait, le mouvement ouvrier avait enregistré une croissance assez rapide et s'était organisé dans un Parti socialiste, sous plusieurs aspects, assez différents des partis sociaux-démocrates classiques. Qui plus est, dans les années qui ont immédiatement suivi la Première Guerre mondiale, l'Italie a été bouleversée par une crise sociale et politique beaucoup plus profonde que celle d'autres pays d'Europe occidentale (à l'exception, bien entendu, de l'Allemagne). Le Parti socialiste lui-même se radicalisa : dans sa grande majorité, il se réclama de la révolution d'Octobre et, le courant réformiste proprement dit ne pouvait compter que sur une minorité restreinte des membres.

C'est, d'ailleurs, ce contexte de crise révolutionnaire ou pré-révolutionnaire non exploitée à temps par le mouvement ouvrier qui explique pourquoi l'Italie a été le premier pays, où s'est développé un mouvement fasciste, capable de prendre le pouvoir trois ans après sa fondation. Ce sont, ensuite, les vingt ans de

dictature qui déterminent, dans une large mesure, la nature et les formes des luttes et des mobilisations qui éclatent lors de la crise du régime de Mussolini. La prise de conscience sociale et politique très rapide à partir de 1943 et la désagrégation de l'armée, lors de l'armistice en septembre de la même année, sont à l'origine du développement très important de la lutte clandestine et du maquis. N'oublions pas que c'est en Italie qu'ont lieu, au printemps 1943 et une année plus tard, les grèves de loin les plus massives de l'Europe sous l'occupation nazie.

L'âpreté de la lutte et de la guerre civile en 1943-1945 et la participation ouvrière et populaire très large à une telle lutte ont laissé leur empreinte sur les décennies suivantes, y compris au-delà de la phase la plus cruciale de l'immédiat après-guerre. Même après que la bourgeoisie ait réussi à imposer une stabilisation relative, le mouvement ouvrier a maintenu ses forces organisées et son influence sans subir aucune défaite comparable, par exemple, à celle qu'a subi la classe ouvrière française lors de l'avènement de la V^e République en 1958.

Enfin, si l'Italie n'a pas connu, à la fin des années soixante, une explosion concentrée comme Mai 68, en revanche, elle a été frappée, beaucoup plus profondément et plus longtemps, par une crise généralisée des rapports sociaux et des institutions politiques, avec une radicalisation sans précédent de très larges couches sociales.

Bref, c'est toute l'histoire du pays pendant soixante-dix ans qui explique pourquoi le mouvement ouvrier italien a pu acquérir une telle force et une telle autorité et pourquoi a pu s'affirmer en son sein un parti communiste si puissant. Evidemment, il ne s'agit pas de donner une interprétation mécaniste. La construction, la croissance et le maintien du PCI ont été possibles, dans un tel contexte, puisque ce parti a pu agir pendant un demi-siècle sans rupture de continuité. Il a été le seul parti à survivre pendant la dictature fasciste, malgré la répression et en dépit de ses erreurs, notamment celles commises lors de la troisième période (1930-1934). Il a pu aborder la phase finale — décisive — de la guerre avec un potentiel de militants et de cadres dont aucun autre parti ou mouvement ne disposait, en jouant un rôle de premier plan dans la résistance et dans la lutte des partisans. Il a pu ainsi exercer une énorme force d'attraction sur tous ceux qui voulaient lutter non seulement contre le nazisme, mais pour construire une Italie socialiste et, le plus souvent, interprétaient la politique d'unité antifasciste, c'est-à-dire de collaboration avec les partis bourgeois, comme une manœuvre tactique temporaire. Après la guerre, dans la mesure où le Parti socialiste s'affaiblissait sensiblement à cause de sa politique d'abord suiviste par rapport au stalinisme et ensuite incohérente et encore plus à la suite de la scission de 1947, il apparaissait comme la seule force politique capable de s'opposer aux attaques des classes dominantes, comme le seul instrument un tant soit peu efficace pour arracher des conquêtes partielles.

Pendant toute une période, aussi bien des dirigeants du PCI que des « historiens » et des commentateurs, non seulement italiens, ont essayé de défendre l'idée que le PCI n'avait jamais été un parti stalinien au sens strict. Ce sont des contes de fées. Depuis la fin des années vingt, ce parti a accepté sans réserve le stalinisme, c'est-à-dire la subordination aux intérêts de la caste

dominante de l'Union soviétique, directement ou par le truchement du Komintern bureaucratise. N'en déplaie à tous ceux — sont-ils encore trop nombreux — qui ne cessent d'en chanter les louanges, le principal responsable de cette subordination a été Togliatti. Ainsi, le PCI a accepté la troisième période, au prix de l'exclusion de la moitié des membres de son bureau politique, a opéré, par la suite, le tournant des fronts populaires, a avalé le pacte russo-soviétique et a lancé lui aussi la chasse aux « trotskystes » et autres « rénégats ». Il a même accepté sans broncher en 1939 — ce qui est moins connu — la dissolution de son comité central sans que ses dirigeants, hormis le noyau très restreint se trouvant à Moscou, ne soient non seulement consultés, mais pas même informés. Nous avons à peine besoin d'ajouter que la thèse selon laquelle le PCI et Togliatti auraient fait preuve d'originalité et d'indépendance en adoptant le cours « démocratique » et « constitutionnel » depuis 1944 est également dépourvue de tout fondement. En effet, ils n'ont fait qu'appliquer dans leur propre pays l'orientation que le Komintern avait esquissé avant de se dissoudre et qui était prôné par Staline et la bureaucratie soviétique. Y compris le tournant vers la « déstalinisation » n'a été opéré par le PCI et son chef, avec une très grande prudence et non sans recul, qu'après le XX^e Congrès du PCUS et le rapport Khrouchtchev.

L'abandon de toute référence stalinienne et les prises de distances décisives par rapport à la bureaucratie soviétique ne se réaliseront qu'un quart de siècle après 1956. Nous ne revenons pas ici sur les racines de ce changement : notre revue a eu maintes occasions d'en parler ². A partir du moment où il était devenu un parti de masse qui ne pouvait plus, sans en payer un prix extrêmement lourd, sacrifier les intérêts et les exigences de sa base sociale aux besoins de la bureaucratie de Moscou et où ces besoins allaient de plus en plus à l'encontre même des intérêts de sa propre bureaucratie « nationale », intégrée de plus en plus dans les mécanismes et les institutions de la société bourgeoise, il entamait une transformation progressive qui rapprochait son néo-réformisme du réformisme social-démocrate.

Ce processus de social-démocratisation, dont on pourrait faire remonter l'origine lointaine à 1935, c'est-à-dire au tournant du front populaire et du VII^e Congrès de l'Internationale communiste, a connu, *grosso modo*, trois phases :

— une première phase allant de 1956 (XX^e Congrès du PCUS et VIII^e Congrès du PCI) au mois d'août 1968. Le parti développe une critique, somme toute timorée du stalinisme, en ne remettant pas en question ses liens avec l'URSS. Mais lorsque les armées du pacte de Varsovie étouffent le printemps de Prague, il condamne pour la première fois ouvertement la politique de Moscou.

— une deuxième phase, « berlinguérienne », allant du début des années soixante-dix à la « déchirure » opérée lors du coup d'Etat de Jaruzelski en Pologne (décembre 1981). Le PCI prend définitivement ses distances par rapport à l'URSS et aux « pays socialistes ». Déjà avant, il avait reconnu la présence de l'Italie dans l'OTAN. Son évolution est inspirée essentiellement par le souci de faire apparaître crédible, sur le plan national, son projet de compromis historique (1973) et ensuite sa politique d'unité nationale (1976-1978) et d'alternative démocratique (à partir de 1979) et, sur le plan international, son projet

eurocommuniste. Pourtant, il veut toujours se différencier, théoriquement et politiquement, des partis sociaux-démocrates (c'est dans ce but que Berlinguer projette l'idée d'une «troisième voie»).

— une troisième phase symbolisée par les deux premiers congrès qui ont lieu après la mort de Berlinguer, le XVII^e et le XVIII^e, qui prennent acte de la faillite du projet eurocommuniste, laissent tomber toute velléité de « troisième voie » et affirment que le parti est désormais « *partie intégrante de la gauche européenne* » (son organisation de jeunesse adhère à l'Internationale socialiste à titre consultatif)³.

Le résultat de ce processus est une sorte de paradoxe historique : le PCI se transforme en parti de type social-démocrate à une époque où les partis sociaux-démocrates les plus représentatifs sont sensiblement différents de ce qu'ils étaient à leur apogée. Nous n'avons pas besoin de rappeler que, déjà entre les deux guerres, certains de ces partis avaient été, pour reprendre l'expression tout à fait pertinente de Léon Blum, les « *gérants loyaux du capital* ». Mais la nouveauté des dernières décennies — anticipée, pour des raisons très spécifiques, dans l'expérience suédoise — réside dans le fait que des partis sociaux-démocrates ont assumé et assument la direction de gouvernements dans des pays capitalistes pendant des périodes prolongées et parfois deviennent même le seul instrument politique possible de gestion du système.

Cela est allé de pair avec une transformation de la composition même de ces partis. Les salariés constituent encore la grande majorité de leurs électeurs, mais ce n'est plus le cas en ce qui concerne leurs membres. Quant à leurs cadres et à leurs groupes dirigeants, ils sont le plus souvent d'origine petite-bourgeoise, sinon bourgeoise. Qui plus est, les partis en tant que tels sont imbriqués d'une façon de plus en plus inextricable aux appareils de l'Etat et des administrations locales de même qu'à différents organismes économiques, publics et privés. Leur contradiction principale — peut être synthétisée dans les termes suivants : d'une part, s'ils ne veulent pas renoncer complètement à leur identité et perdre leur base sociale — plus prosaïquement, leur clientèle électorale — ils ne peuvent pas ignorer tout à fait les intérêts et les besoins de la classe ouvrière, d'autres couches populaires et de secteurs de la petite bourgeoisie frappés à leur tour par l'onde longue de stagnation, d'autre part, en tant que gérants du pouvoir — ou même candidats « responsables » de cette gestion — ils acceptent le cadre actuel du système avec ses impératifs économiques, en s'engageant à faire retomber sur leurs propres électeurs le fardeau de la politique de centralisation, de concentration et d'austérité (naturellement à sens unique).

Etant exclu du gouvernement depuis 1947, le PCI n'est pas encore frappé de plein fouet par cette contradiction. Sa contradiction a résidé plutôt dans le fait qu'il a avancé pendant de longues années une perspective réformiste sans être en état de la concrétiser. Mais il a commencé à payer à son tour le prix de l'approche social-démocrate surtout à l'époque de l'unité nationale lorsqu'il a soutenu des gouvernements dirigés par la Démocratie chrétienne et qu'il est devenu l'avocat d'une politique d'austérité en jouant un rôle de frein dans les luttes, soit

directement soit par l'intermédiaire de ses dirigeants syndicaux. Ainsi, son identité elle-même s'est de plus en plus estompée.

C'est dans un tel contexte que, sous l'impact des événements internationaux de 1989, Occhetto a avancé, il y a treize mois, sa proposition de transformation radicale du parti et du changement du nom. C'était l'aboutissement d'un processus de plusieurs décennies et des transformations majeures qui avaient déjà eu lieu auparavant.

Des choix alternatifs étaient-ils possibles ?

Nous avons vu que, même lorsqu'ils se sont placés sur le terrain de l'autocritique, les dirigeants du PCI ont eu tendance à prétendre qu'en dernière analyse, dans le contexte national et international donné, ils n'auraient pu faire d'autres choix que ceux qu'ils ont fait surtout aux moments cruciaux. Maintenant, ils semblent être, pour les besoins de la cause, moins péremptoirs, mais, sur le fond, ils continuent de justifier leur passé en prétendant qu'il n'existait aucune autre alternative.

Une telle approche s'apparente à celle de tous ceux qui ont défendu et défendent l'idée selon laquelle la bureaucratisation de l'URSS était inévitable. Nous avons toujours rejeté une telle appréciation. A plus forte raison, nous la rejetons au moment où tout le monde peut constater les catastrophes provoquées par les choix soi-disant réalistes. Nous la rejetons également en ce qui concerne le mouvement ouvrier italien et son parti communiste.

Quelques exemples pour expliquer notre propre appréciation que, par ailleurs, notre mouvement a déjà exprimé à maintes reprises sans avoir besoin d'être foudroyé par le XX^e Congrès, l'invasion de la Tchécoslovaquie ou par le tremblement de terre de 1989.

Prenons le tournant de 1929-1930.

Personne ne défendra aujourd'hui les analyses faites à l'époque par l'Internationale communiste ni l'attitude criminellement sectaire adoptée par les partis communistes à l'égard des partis « sociaux-fascistes ». En Italie, le tournant avait eu pour conséquence, en plus du pas en avant dans la bureaucratisation du fonctionnement du parti, une politique aventuriste d'investissement de forces insensé dans le pays, qui provoqua la chute d'un nombre considérable de cadres et de dirigeants, mis hors combat pour de longues années. Il aurait été parfaitement possible, tout d'abord, en partant d'une appréciation beaucoup plus sobre sur les possibilités d'action à ce moment-là d'organiser d'une façon beaucoup moins précipitée et irréaliste le retour aux pays de militants émigrés à l'étranger et donc de créer des prémisses beaucoup plus solides pour une relance de l'organisation et son activité. De même, sans les ravages provoqués par la gestion bureaucratique du parti dans la deuxième moitié des années trente et sans la chasse aux sorcières lancée à la traîne de Moscou, le parti aurait pu arriver à l'échéance de la guerre dans des conditions beaucoup plus favorables.

Deuxième exemple : la politique du PCI pendant la guerre et au moment de la chute du fascisme. A ce sujet, des débats assez vifs ont eu lieu à l'époque dans le mouvement ouvrier, y compris dans le Parti communiste : la stratégie d'unité nationale antifasciste et de « démocratie progressive » s'est heurtée à des résistances multiples. L'argument fondamental qu'ont toujours avancé les partisans de la ligne officielle — qui était, rappelons-le, commune à tous les partis communistes —, c'est qu'il était impossible de faire la révolution en avril-mai 1945 et que toute tentative dans ce sens aurait été écrasée par les armées anglo-américaines.

Or, le problème ne se posait pas strictement dans ces termes. Personne n'a prétendu que la classe ouvrière aurait dû prendre le pouvoir en Italie au lendemain du 25 avril 1945, date de la libération du pays de l'occupation nazie. Mais de cela il ne découle guère qu'il fallait rechercher une alliance stratégique avec les partis bourgeois, les aider à remettre sur pied l'ancien appareil d'Etat à peine rénové et demander aux travailleurs de renoncer à créer ou à maintenir des organes d'auto-organisation et de contrôle ouvrier et de serrer la ceinture pour que soit reconstruite l'économie sur une base capitaliste. Il était parfaitement possible d'aborder la situation de crise économique, sociale et politique sous un angle tout à fait différent, de développer les éléments embryonnaires existants de dualité de pouvoir et d'auto-organisation, de miser non sur les structures de collaboration de classe au sommet mais sur les organisations de masse, de lutter pour des revendications démocratiques plus conséquentes, bref, d'esquisser une perspective anticapitaliste favorisant la prise de conscience et la radicalisation de masse de plus en plus larges : ce qui était parfaitement possible. Personne n'aurait pu dire *a priori* quand le problème du pouvoir serait à l'ordre du jour. Mais l'essentiel était de se doter d'une telle perspective stratégique, indépendamment des échéances et des formes de lutte, en y adaptant la lutte pour des revendications immédiates et pour des objectifs de transition.

On peut faire des considérations analogues en ce qui concerne l'énorme mobilisation ouvrière et populaire du 14 juillet 1948 qui, en riposte à l'attentat contre le secrétaire général du PCI Togliatti, a bouleversé pendant quelques jours la péninsule avec des mouvements presque insurrectionnels. On peut être d'accord que les conditions d'une lutte révolutionnaire pour le pouvoir n'étaient pas réunies. Mais, encore une fois, il ne fallait pas en tirer la conclusion que le mouvement devait être bloqué, canalisé et arrêté le plus rapidement possible. Entre une grève de protestation et une insurrection, il existe toute une gamme de possibilités à exploiter. On aurait pu, en l'occurrence, fixer des objectifs politiques (par exemple, épuration des fascistes qui avaient refait surface, arrêt immédiat de toute poursuite contre des militants de la Résistance inculpés pour des faits de guerre, instauration de conseils de gestion dans les entreprises, de conseils d'usine et de ferme avec un pouvoir de contrôle, etc.). On aurait pu fixer en même temps des objectifs économiques en partant des luttes syndicales en cours (assez de licenciements, réembauchage des travailleurs licenciés, révision généralisée du système de salaires, etc.). Le mouvement n'aurait pas dû s'arrêter avant que ces objectifs soient atteints. Un succès éventuel aurait constitué une

riposte majeure aux attaques contre le mouvement ouvrier déclenchées depuis quelques années en permettant de créer les prémisses d'une relance des luttes à une échelle plus générale.

Troisième exemple : l'Italie était secouée plus que d'autres pays par une crise sociale et politique profonde qui devait prendre en 1969-1971 les traits d'une crise pré-révolutionnaire. Le PCI a abordé la situation, avec son doigté tactique habituel, en s'efforçant d'intégrer les nouveaux mouvements dans sa stratégie politique néo-réformiste. Son opération a eu un succès sur le seul terrain pour lui fondamental, celui des élections. Mais, justement, le grand mouvement s'est arrêté avec la réalisation de conquêtes partielles — supprimées par la suite l'une après l'autre — et avec un changement relatif du rapport de forces à l'échelle électorale. Le système peut, quand même, surmonter sa crise et, depuis la fin des années soixante-dix, l'économie capitaliste peut mener à bien des opérations systématiques de restructuration et de restauration avec des résultats que dix ans plus tard, on ne saurait contester.

Dans ce cas aussi, la politique suivie n'était pas la seule possible. On aurait pu impulser une dynamique de luttes visant à approfondir la crise du système, à développer des organes démocratiques à la base, au lieu de s'efforcer d'institutionnaliser ceux qui étaient apparus, avancer un projet de reconstruction de la société italienne sur des bases anticapitalistes. Avec une telle perspective, il était possible à l'époque de réaliser un large front de forces sociales — et non seulement de la classe ouvrière — en stimulant une prise de conscience à une échelle de masse de la nécessité de solutions révolutionnaires.

Les dirigeants du PCI et leurs partisans rejettent toutes les critiques allant dans le sens des nôtres et ne sont pas prêts aujourd'hui plus que dans le passé à admettre que des choix radicalement différents des leurs étaient possibles et que le mouvement ouvrier italien aurait pu connaître une toute autre évolution. Ils ne peuvent, toutefois, nier que les perspectives stratégiques qu'ils ont successivement avancées sont tombées à l'eau et que leur parti se trouve depuis des années dans un cul-de-sac. C'est pourquoi ils ont esquissé, dans leur majorité, un nouveau tournant spectaculaire qui pourrait être le dernier du PCI en tant que tel.

Le tournant de novembre 1989

Rappelons de quoi il s'agit. Pour l'essentiel, le projet d'Occhetto vise à dépasser y compris les conceptions classiques des partis sociaux-démocrates : l'opposition traditionnelle entre partis ouvrier et partis bourgeois devrait être remplacée, selon lui, par l'opposition entre « progressistes » et « conservateurs ». Les références, par ailleurs très vagues, au rôle qui appartiendra aux travailleurs dans la nouvelle organisation, ne changent rien à la substance. Occhetto semble renoncer, en effet, à l'idée primordiale d'indépendance politique des travailleurs en tant que classe sociale luttant pour sa propre hégémonie. Le concept même

d'hégémonie — qui avait été, dans les variantes les plus disparates, un leitmotiv de tous ses prédécesseurs, disparaît de sa problématique.

Dans le domaine de l'idéologie, Occhetto et la majorité qui le soutient développent davantage ce qu'ils avaient esquissé en partie lors du XVIII^e congrès, en 1989⁴ : en fait, ils parachèvent leur rupture avec les conceptions marxistes ou tout simplement matérialistes. Ils mettent beaucoup plus l'accent sur les thèmes politico-idéologiques que sur les thèmes socio-économiques. Ils diluent à l'extrême leur critique de la société existante et même l'opposition entre les différentes forces politiques. Pour compléter le tableau, ils concrétisent leur conception de l'intégration dans « la gauche européenne » en déclarant explicitement que le nouveau parti demandera d'être admis dans l'Internationale socialiste.

Cette approche d'ensemble ne pouvait pas ne pas avoir des implications en ce qui concerne la conception du parti. Déjà à son XVIII^e congrès, le parti avait, pour reprendre les termes d'un titre de son journal, fait ses adieux au centralisme démocratique. Bien entendu, il n'avait pas renoncé, à ce moment-là non plus, à la vieille mystification qui confond, délibérément ou par ignorance grossière, le centralisme démocratique de l'époque de Lénine et le centralisme « démocratique » stalinien. Mais l'essentiel était qu'on visait à estomper, sinon à nier explicitement, la nature de classe du parti et son rôle : on le concevait désormais selon les besoins de l'intégration complète dans les institutions parlementaires bourgeoises. Maintenant, il faut envisager la formation d'« un parti des citoyens », explique-t-on. Tout le monde comprend aisément ce qui se cache derrière une telle terminologie.

Tous ces motifs sont repris, sous une forme plus synthétique⁵, dans le projet de résolution de la majorité pour le prochain congrès qui aura lieu fin janvier 1991. Ainsi on y reprend l'idée que l'« économie de marché » est irremplaçable, on prône la cogestion au sein des entreprises, on réitère sa disponibilité à « réformer » le système politique italien et tout d'abord le système électoral⁶ et on réaffirme l'objectif de transformation de la CEE en une fédération européenne. La seule différence par rapport à des textes de la dernière année réside dans le fait suivant : dans le but d'échapper aux critiques de ses opposants, la majorité a éprouvé le besoin d'expliquer dans une courte introduction que le nouveau parti maintiendra « le grand objectif du socialisme » et « l'idée de la démocratie comme voie au socialisme ». Cela n'engage absolument à rien, mais laisse entrevoir la difficulté qu'Occhetto et les siens rencontrent dans leur projet de rupture avec la tradition du parti.

Comme l'on sait, le projet d'Occhetto s'est heurté à une opposition assez large, en provoquant dans le parti des débats houleux. Au congrès de mars 1990, les opposants étaient divisés en deux courants, celui du vieux dirigeant Pietro Ingrao et de l'ancien secrétaire Alessandro Natta et celui d'Armando Cossutta, caractérisé couramment, d'une façon trop sommaire, il est vrai, comme provisoïque. Ingrao et Natta réaffirmaient, fondamentalement, les conceptions qui avaient caractérisé le parti à l'époque aussi bien de Togliatti que de Berlinguer, exprimaient un jugement favorable sans réserve à Gorbatchev et ne rejetaient

pas l'idée d'adhésion à l'Internationale socialiste. Cossutta avançait ses critiques dans des termes plus drastiques, mais revendiquait lui aussi le passé du parti et sa stratégie réformiste gradualiste et, en matière de politique internationale, s'alignait sur les positions de Gorbatchev.

Pour le prochain congrès, les deux courants présentent une motion unifiée qui reprend les motifs de leurs textes précédents sans changements un tant soit peu importants. Des divergences existent sur l'attitude à prendre dans l'éventualité — tout à fait probable — qu'Occhetto gagne le congrès. Formellement, on ne parle pas de scission, au contraire on l'exclut, mais il y a certainement des gens qui voudraient quitter le parti pour donner naissance à une autre organisation, à une espèce de parti communiste maintenu.

Quelle perspective ?

Finalement, une question se pose : quel sera le futur du nouveau parti qui sera appelé désormais *Partito democratico della sinistra* (PDS) (Parti démocratique de la gauche) ?

Comme toujours, il faut distinguer entre ce qui est projeté et ce qui se passera dans la réalité. Tout d'abord, il est bien difficile, sinon exclu, que puisse surgir une organisation complètement nouvelle (comme l'impliquait l'idée de constituante avancée au départ). Le nouveau parti ne sera, pour l'essentiel, qu'un nouvel avatar du PCI, avec des traits idéologiques libéraux-socialistes ou démocratiques-radicaux et avec un profil politique plus éclectique que celui d'aujourd'hui. En fait, il continuera à jouer un rôle analogue à celui que les partis sociaux-démocrates jouent dans d'autres pays d'Europe occidentale, en accentuant une dynamique de parti « progressiste ». Au delà des variations quantitatives possibles, sa base sociale restera fondamentalement celle traditionnelle du PCI, ouvrière et populaire.

Le PDS sera marqué dès le début par la coexistence de positions et courants divers. Indépendamment de ce que feront les partisans de la motion d'opposition unitaire, il y aura des militants et des regroupements qui s'efforceront de défendre, bien que dans des termes mitigés, une perspective d'« antagonisme » par rapport à la société capitaliste, en relançant, par exemple, le discours de Berlinguer sur la « troisième voie » (un regroupement allant dans ce sens s'est déjà formé autour d'Antonio Bassolino, qui, tout en acceptant le changement de nom du parti, a présenté, jusqu'ici avec peu de succès, sa propre motion pour le congrès). Au pôle opposé, il subsistera une tendance qui s'est déjà dessinée au sein de la majorité et qui prône une convergence, sinon une unification avec le Parti socialiste (Giorgio Napolitano est le porte-parole le plus connu de ce courant).

Un tel parti n'échappera pas, en tous les cas, à la contradiction propre des partis sociaux-démocrates dans cette phase, qui, nous l'avons vu, d'un côté, assument de plus en plus des responsabilités directes dans la gestion du système, d'un autre côté, doivent se préoccuper de ne pas perdre le soutien des masses

ouvrières et populaires qui constituent toujours la base de leur force. Une telle contradiction deviendrait beaucoup plus aiguë si le PDS devenait parti de gouvernement. Il ne faut pas être des prophètes pour imaginer ce qu'il ferait dans une telle éventualité. Il ferait, en gros, ce qu'ont fait, par exemple, depuis le début des années quatre-vingt, le Parti socialiste français et le Parti socialiste ouvrier espagnol, deux partis dont la stratégie, les programmes politiques et l'idéologie sont substantiellement partagés par le PCI et qu'à plus forte raison partagera le PDS.

Même s'il réussissait — ce qui n'est pas donné d'avance — à arrêter un déclin commencé depuis assez longtemps et à éviter d'être déchiré par des tendances centrifuges, le parti transformé se heurtera, donc, à des obstacles majeurs, qu'il pourra bien difficilement surmonter, sur le terrain même sur lequel il va se placer. Ce n'est pas de lui qu'on pourra attendre ce renouveau dont le mouvement ouvrier italien a absolument besoin.

10 décembre 1990

1. A ce sujet, nous allons publier un petit livre dont le titre provisoire est *La lunga marcia del Partito comunista italiano*. Une version française sera publiée dans la série de cahiers del'IIRF d'Amsterdam.

2. Voir, entre autres, nos articles « l'Eurocommunisme dans l'impasse », nn. 6 et 7, nouvelle série, de notre revue (octobre-novembre-décembre 1981 et janvier-février-mars 1982) et « PCI : Exception ou cas typique », *Inprecor*, n. 295 (16 octobre 1989).

3. Voir à ce sujet, nos articles « la Longue marche du PCI », *Inprecor*, n. 211 (20 janvier 1986) et « le PCI parachève sa social-démocratisation », *Inprecor*, n. 219 (12 mai 1986).

4. Voir notre article « Cours nouveau pour le PCI ? », *Inprecor*, n. 286 (17 avril 1989).

5. Contrairement à l'habitude, les textes pour le congrès sont assez brefs du fait que la limite fixée est précise.

6. On discute en Italie depuis un certain temps sur les réformes institutionnelles à introduire. La tendance serait d'accroître les pouvoirs de l'exécutif et de limiter, sinon supprimer, le système électoral proportionnel. Le PCI, loin de contrecarrer cette tendance, s'est même associé à des entreprises assez douteuses.

7. Au mois d'octobre, les militants du PCI appartenants à la CGIL, toutes tendances confondues ont décidé de dissoudre leur courant (qui était majoritaire).

HANS-JÜRGEN SCHULTZ

Du SED au PDS : du stalinisme au réformisme

La République démocratique allemande (RDA) prétendait être « *une société socialiste développée* », dans laquelle existeraient les conditions « *d'une transition graduelle au communisme* » et où « *l'exploitation de l'homme par l'homme et les sources d'une restauration du capitalisme seraient supprimées à tout jamais* ».

Dans son cadre, « *il n'y avait aucune base objective, politique et sociale pour une opposition du fait que la classe ouvrière était au pouvoir*¹ ». Selon le ministre de la Défense, ceux qui se rangeaient dans l'opposition, ne pouvaient être que « *des agents soudoyés, des éléments asociaux, des artistes aux idées confuses, des jeunes fourvoyés sinon des bourgeois conservateurs ou des terroristes fascistes*² ».

Beaucoup de gens pensaient vivre dans une société stable où aucune force au monde ne pourrait remettre en question des rapports ossifiés. La plupart d'entre eux se soumettaient aux normes de ce système social qui formait des citoyens mis sous tutelle et incapables d'assumer leurs propres responsabilités.

Au départ, la RDA avait un handicap par rapport à l'Allemagne occidentale capitaliste dans la mesure où elle était moins développée et devait supporter le fardeau de lourdes réparations et les conséquences de la guerre froide. Le niveau économique était inférieur d'un quart environ par rapport à celui de la RFA. De plus, la classe ouvrière devait d'abord apprendre à diriger et à gérer la société.

Des forces productives enchaînées

Pour toutes ces raisons, il fallait accepter des difficultés temporaires. Mais on prétendait que, grâce à un système supérieur au capitalisme, elles seraient surmontées assez rapidement : en 1958, le V^e Congrès du SED se fixait pour objectif de dépasser en trois ans la RFA du point de vue de la consommation individuelle des biens de consommation les plus importants. Pourtant, au mois d'août 1961, on a dû construire le Mur pour éviter l'effondrement ! Historiquement, le problème n'était que repoussé et allait s'aggraver. Pour défendre le système, on mettait sur pied un appareil de sécurité puissant qui comptait 420 000 hommes dans l'armée, la police et la police secrète et absorbait 10 % du revenu national. Par ailleurs, l'hypercentralisation et la bureaucratisation engendraient une administration pléthorique. Déjà en 1975, selon Rudolf Bahro, sur huit heures de travail par jour trois, tout au plus, étaient employées à des buts de production³. Mais même ce temps de travail n'était exploité qu'à 70 % à cause du manque d'intérêt des travailleurs (ce que les technocrates appelaient *Leistungszurückhaltung* (peu d'enthousiasme dans les prestations)⁴. En outre, il n'y avait pas dans le bloc soviétique une division rationnelle du travail. Ainsi, on s'efforçait au maximum de produire tout à l'intérieur de chaque pays et, pour parer à l'incertitude des livraisons, même à l'intérieur de chaque combinat. Une production irrationnelle à des coûts très élevés, caractérisée, entre autres, par de mauvais investissements (surtout dans le domaine de l'énergie et de la microélectronique) a été le résultat d'un tel national-communisme.

Ainsi le fossé entre cette économie et le capitalisme se creusait davantage. A la fin, le niveau de vie en RDA était inférieur au moins d'un tiers à celui de l'Allemagne occidentale et la productivité du travail ne représentait que la moitié. Ces résultats n'étaient, toutefois, possibles que parce que tous les moyens étaient concentrés dans la production et la consommation industrielles. Les logements et les moyens de transport étaient dans un grand état de délabrement et l'environnement pollué sans merci. Le système d'éducation et de santé était en crise et lentement le niveau de vie commençait à baisser.

Les investissements ont chuté depuis le début des années quatre-vingt. Tout cela a pu être masqué jusqu'à la fin dans la mesure où, comme dans tous les pays du bloc soviétique, les résultats annoncés officiellement étaient falsifiés à la hausse⁵. La direction a continué, donc, à travailler comme avant, tout en sachant que le déluge pourrait déferler à courte échéance. En septembre 1989, un

mémorandum secret annonçait une banqueroute financière rapide à moins que le capital financier ne vole au secours de la RDA ⁶.

Tout cela ne pouvait plus être expliqué par les difficultés inévitables d'une phase de transition. Le système assurait moins de biens et moins de liberté que les pays capitalistes comparables. Ainsi il perdait toute force d'attraction — les chômeurs d'Allemagne occidentale préféreraient rester au chômage plutôt que d'aller travailler dans de telles conditions —, toute crédibilité, de même que l'enthousiasme de ses fidèles et finalement l'espoir des masses dans toute amélioration substantielle.

Cette formation sociale s'est effondrée parce que les forces de production ne pouvaient plus se développer ni créer des rapports de production réellement socialistes, parce qu'il n'y avait aucune alternative révolutionnaire autonome et que l'ancienne société était si stérile que rien ne pouvait sortir de ses entrailles.

« Parti du peuple »

« Le SED est le parti de la classe ouvrière et de tout le peuple, il vient du peuple, il appartient au peuple », avait déclaré le secrétaire général, Erich Honecker, au dernier congrès « ordinaire » du parti. Il avait 2 300 000 membres, le cinquième de la population active. Du point de vue statistique, les trois quarts des membres étaient des travailleurs, mais cela signifiait seulement qu'avant d'avoir adhéré au parti ils avaient été provisoirement dans la production.

L'appartenance au SED ou à l'un des quatre partis qui faisaient partie du bloc, avec leurs quatre cent cinquante mille membres, était la condition — mais non la garantie — pour faire carrière. Au moins un tiers des membres ne tirait aucun avantage — ou ne tirait qu'un avantage très limité — de leur appartenance au parti. Cela vaut pour une grande partie de l'intelligentsia, qui représentait plus que le cinquième des membres, pour des centaines de milliers de simples travailleurs et pour une bonne partie des jeunes.

En réalité, le parti était forgé par la couche dominante, qui exerçait son pouvoir sur l'appareil d'Etat et sur tous les postes de direction. Ces postes de la nomenklatura ne pouvaient être occupés qu'avec l'accord des dirigeants du parti. Le système leur octroyait pouvoirs, honneurs et privilèges. Les différences de revenus étaient relativement limitées. Légalement, un membre de la nomenklatura touchait deux à quatre fois plus qu'un simple travailleur. Mais il dépendait de lui de s'en contenter ou pas.

En fait, il y avait des louables exceptions, comme le Premier ministre Modrow qui n'a pas profité de sa situation. Mais, dans la banlieue de Berlin où vivaient vingt membres du bureau politique, ceux-ci avaient à leur disposition des marchandises occidentales pour un total de six à huit millions de marks. Le président des syndicats, Tisch, aussi corrompu que son homologue occidental, le multimillionnaire Vetter, allait à la chasse dans un bois de deux mille cinq cents hectares, où il avait une datcha de la valeur de quatre millions et demi de marks. Honecker disposait de trois terrains de chasse personnels, dont l'un de

cent quinze mille hectares. Dans l'une des résidences secondaires (avec une surface de cent quarante mètres carrés) du secrétaire d'Etat Schalck-Golodkowski, ont été confisqués des objets d'art d'une valeur d'environ trois millions de marks, c'est-à-dire l'équivalent de soixante ans de son salaire.

On ne connaît pas encore toute l'étendue du marais et quelle partie de la bureaucratie y était impliquée et dans quelle mesure. Il y avait des variantes assez sensibles. Une partie considérable du parti et de l'appareil d'Etat était composée de gens qui ne vivaient que de leur salaire. Les bureaux du parti, y compris ceux du comité central, étaient assez simplement meublés.

Cette nomenclatura transmettait ses directives, par les cadres de direction au niveau inférieur, aux organisations de masse, à l'appareil de l'Etat, aux institutions économiques, aux savants et à l'aristocratie du travail. Elle se faisait légitimer par l'intelligentsia alors qu'il appartenait aux forces armées et aux forces de sécurité de garantir que ses ordres soient exécutés.

Cette couche auxiliaire incluait environ un million de personnes, soit un bon dixième de la population active. Presque tous ces gens étaient des membres du SED ou, du moins, d'un des partis du bloc. En général, ils avaient un revenu au dessus de la moyenne. Toutefois, leur niveau de vie était le plus souvent au dessous de la moyenne ouest-allemande. Leur intérêt matériel au maintien du système n'était pas grand.

De surcroît, tous les gens étaient intégrés dans des organisations de masse qui modelaient et contrôlaient la vie sociale⁸. Des millions de personnes participaient à des assemblées, à des commissions permanentes, à des comités d'inspection de travailleurs et de paysans ou à des commissions d'arbitrage.

« *Un citoyen sur trois assume des fonctions honorifiques dans la direction de l'Etat et de la société* », a déclaré Kurt Hager. Mais ces fonctions étaient accomplies à contrecoeur parce qu'elles ne permettaient d'exercer aucune influence. Avec de telles mises en scène on perdait beaucoup de temps de travail.

En réalité, tout était organisé et contrôlé par l'intermédiaire du parti avec ses 80 000 organisations de base, ses 300 000 permanents à titre bénévole et 44 000 professionnels. Il faut y ajouter 150 000 permanents des organisations de masse, des écoles de formation idéologique et des instituts scolaires ou officiers de police (dont 5 000 dans les forces armées, c'est-à-dire 3 % de tous les soldats). Presque tous les moyens matériels nécessaires pour ces activités — bâtiments pour les bureaux, instituts de formation, presque toutes les maisons d'édition, imprimeries et la plupart des journaux — étaient propriété du parti⁹. Cela représentait un patrimoine d'environ quinze millions de marks¹⁰.

Certes, les rentrées annuelles de 710 millions de marks étaient relativement élevées. 756 millions provenaient d'entreprises appartenant au parti (en 1989). Beaucoup de dépenses étaient financées de manière courante par le budget de l'Etat. Ainsi, à elles seules, les subventions à la presse équivalaient à 350 millions de marks. Pour couvrir les besoins du parti en devises étrangères on percevait des provisions régulières sur le commerce extérieur avec les pays capitalistes, qui annorntaient aux caisses du parti. chaque année. jusqu'à 240 millions de marks.

Ces contributions étaient accrues par le versement de profits d'entreprises de la RDA dans le monde capitaliste¹¹. Le volume exact de ces opérations financières et l'utilisation de cet argent ne peuvent être vérifiés. En effet, tout cela échappait, dans une large mesure, à tout contrôle et, de surcroît, le jour même de la chute du Mur les pièces justificatives ont été détruites¹².

Le SED était dirigé comme une armée traditionnelle. Selon ses propres descriptions, le bureau politique décidait de « *toutes les questions fondamentales* » et l'appareil « *se chargeait de l'application des instructions de la direction du parti en contrôlant l'activité des organismes de base du parti et du pouvoir de l'Etat de même que des directions centrales des organisations de masse et des directions des entreprises* ».

Les membres n'avaient qu'à suivre les instructions. Dans le cas de l'armée, les soldats étaient tenus par la loi « *d'accomplir leur service avec un esprit d'initiative (...) Cela devait se traduire, en premier lieu, par l'accomplissement minutieux et créatif des ordres... Le cas échéant, il ne doit pas y avoir de limites à la créativité et à l'initiative* »¹³. C'était la même chose pour tous les autres domaines. Les membres du parti se considéraient comme des soldats : ils attendaient les ordres pour les exécuter avec discipline. Toutes les décisions, importantes ou non, étaient prises « en haut ».

Cette centralisation faisait de la direction « *un conseil de dieux... intouchable, impénétrable et inaccessible* »¹⁴. Mais ses membres n'étaient pas des dieux et ne travaillaient pas comme un conseil. Dès qu'ils perdaient leur poste, les anciens membres du bureau politique se plaignaient de l'absence d'activité collective. En fait, c'est le secrétaire général Honecker qui prenait arbitrairement les décisions avec l'aide de l'appareil. « *Tout dépendait de lui* » (Sinderman). Les autres recevaient des papiers de centaines de pages la veille de la séance et ils ne pouvaient donc décider que formellement. Ainsi, « *le bureau politique n'avait qu'une fonction décorative* » (Mückenberger). « *Je n'ai jamais osé entreprendre quoi que ce soit d'original* », voilà la conclusion de Margarete Müller, membre du bureau politique pendant vingt-six ans. Dans cet organisme il n'y a jamais eu aucune discussion de fond sur des questions théoriques et il était impossible de prendre des décisions stratégiques sur des bases scientifiques. Par exemple, la question de l'écologie n'a jamais été abordée (Kurt Hager). Celui qui a recueilli ces propos ajoute qu'on savait depuis des années que la situation économique de la RDA amènerait à une catastrophe. Mais personne n'a rien fait¹⁵.

Après la guerre, les membres de la vieille génération s'étaient engagés avec enthousiasme dans la construction d'une nouvelle société. Ils étaient des idéalistes, disciplinés et solidaires, et ils faisaient confiance inconditionnellement à la direction. Vingt-cinq années plus tard, un journaliste bourgeois pouvait encore écrire qu'en RDA, « *il y avait beaucoup d'honnêteté au travail, beaucoup de dévouement et, incontestablement, beaucoup de force de volonté* »¹⁶. Le système a fait de ces gens des bureaucrates sans cœur, même dans le cas où leur comportement était inspiré par des convictions et un attachement à des idéaux.

Un mouvement ne peut vivre qu'aussi longtemps qu'il dispose d'une couche large de gens qui croient à leurs idées et luttent pour elles. Une telle génération pouvait aussi se reproduire. Mais elle se heurtait à des rapports pétrifiés. La conviction profonde, la confiance et la discipline ont commencé à se transformer d'abord en doute, ensuite en méfiance et en critique à peine cachés et enfin en participation sans joie. Les gens étaient de plus en plus résignés.

Depuis longtemps, par ailleurs, on avait vu apparaître le type de gens qui veulent faire carrière par l'intermédiaire du parti. Ces gens-là ne s'intéressaient guère aux questions théoriques ni aux discussions politiques ; ils ne se souciaient que de leurs chances professionnelles. Ils n'avaient aucun idéal ni aucune véritable conviction. Ils resteront fidèles aussi longtemps qu'ils croiront à la stabilité du système.

Dans les dernières années, la direction du parti a tout fait pour détruire le peu de confiance qui subsistait. Elle a expliqué brutalement qu'en RDA il n'y aurait aucun changement, aucune perestroïka, ni quelque glasnost que ce soit. En novembre 1988, la vente du journal soviétique *Sputnik*, qui permettait aux gens de s'informer sur ce qui se passait en URSS, a été suspendue.

La situation devenait sans espoir.

Il y avait à l'intérieur des débats assez vifs, les démissions et les exclusions se multipliaient¹⁷. Mais il n'y avait rien d'organisé ni aucun programme. Le service secret lui-même donnait un avertissement à la direction : l'opposition dans le pays devenait une marée montante et de nombreux membres du parti partageaient les opinions des gens sans parti¹⁸. Le jour même de l'ouverture du Mur, des membres du service secret organisaient une manifestation dans la cour du ministère de la Sécurité de l'Etat pour qu'une nouvelle direction du parti soit mise en place et que leur tâches changent.

Le système s'écroule

En RDA, les gens étaient des sujets commandés « à l'édification socialiste », manipulés de l'extérieur et privés de tout droit. C'est le désir de sortir de cette galère qui les a poussés à se mobiliser. C'est un progrès historique que soit tombé un système dont personne ne voulait plus et qui, à la fin, n'a été défendu par personne.

A la mi-octobre, Honecker a été chassé par une révolte de palais et la nouvelle direction a tenté de se mettre à la tête du mouvement populaire. Il y a « une volonté de changement jamais connue auparavant et le mouvement populaire a déclenché le processus (...) de changement », déclarait le nouveau secrétaire général, Egon Krenz. Le SED « se mettra à la tête du mouvement pour un tournant qualitatif dans la société ». Les nouveaux dirigeants organisaient publiquement des débats critiques et présentait comme « un pas en avant vers le renouveau » un programme d'action qui promettait beaucoup plus que ce que le mouvement populaire n'avait demandé jusqu'alors. Par de telles attitudes ils

ne pouvaient gagner personne, mais ils se disqualifiaient davantage aux yeux de leur propre base. Les permanents ne savaient à quel saint se vouer. Le parti et les organisations de masse n'avaient plus aucune activité et l'appareil de l'Etat piétinait. Le mouvement populaire surmontait toutes les barrières et perçait le Mur. Les jours suivants, le SED perdait 200 000 membres, presque tous de simples travailleurs, mais aussi les premiers bureaucrates qui commençaient à comprendre ce qui allait se passer.

Echec de la perestroïka

Pendant un moment, il semble qu'une alternative révolutionnaire se dessine. Le soir de l'ouverture du Mur, des milliers de membres du parti se rendent à la réunion du comité central avec les mots d'ordre : « *Séance publique !* », « *En finir avec le stalinisme !* », « *Election de la direction par un nouveau congrès du parti* ». Puisqu'on veut que les gens rentrent tranquillement à la maison, dans un coin on entonne avec peu d'enthousiasme l'Internationale. Les manifestants font irruption et jettent aux dirigeants déconcertés leur carte du parti : « *à partir d'ici et d'aujourd'hui commence le renouveau du parti* », c'est l'espoir d'un orateur, « *le peuple de la RDA nous a donné une nouvelle chance historique* ».

En réalité, c'était la dernière flambée. De ce parti ne pouvait plus sortir aucun noyau révolutionnaire. Il ne pouvait plus produire aucun partisan sincère du communisme, aucun Havemann, aucun Bahro et aucun chanteur comme Biermann.

Pourtant, tout ne semblait pas perdu. Selon un sondage d'opinions, 60 % des personnes interrogées étaient favorables à « un système socialiste fondamentalement réformé » et 20 % étaient pour l'unité allemande. On estimait encore que la RDA était supérieure à la RFA dans des domaines importants — la sécurité sociale, l'égalité des droits pour les femmes, la protection contre la criminalité, la formation et le logement. En réalité, la révolution politique était déjà à bout de souffle parce qu'il n'y avait pas d'alternative révolutionnaire et le socialisme ne pouvait avoir aucun avenir dans un petit pays divisé. Toujours est-il que 17 % des interrogés se prononçaient encore pour le SED qui semblait rester la force la plus importante, aucun autre parti ne dépassant 7 % (pour la CDU ne se prononçant que 4 % des personnes alors que trois mois plus tard elle atteindra 41 %). Environ la moitié des gens (48 %) étaient encore indécis. Mais le vieux système était rejeté sans hésitation : 90 % des personnes interrogées estimaient que les permanents du parti avaient commis des abus dans l'exercice de leurs fonctions. Personne n'avait plus confiance.

L'ancien Premier ministre, membre de la CDU, De Maizière, a déclaré à un moment donné : « *La RDA est un Etat socialiste souverain. Nous devons réfléchir comment rendre le socialisme attrayant dans le futur. Quant à la question de l'unité allemande, laissons s'en occuper nos fils ou nos petit-fils* ²⁰. » En d'autres termes, l'opposition était d'accord sur un point : « *on ne pouvait pas gouverner le pays sans le SED* ²¹ ».

Le vieil appareil a réagi d'une façon consciente et conséquente. En l'espace de quelques jours, il transformait le vieux parti d'Etat stalinien en un parti qui se présentait comme réformiste, socialiste et démocratique. Sans aucun débat, le SED était transformé par un traitement brusque. Il acceptait l'idée que les « questions humaines » ne pouvaient être résolues que par une collaboration avec le capitalisme²². Il faut dire qu'en RDA l'opinion dominante était, avant que les communistes des pays capitalistes ne puissent mener dans un avenir prévisible, qu'une politique réformiste.

Le nouveau gouvernement Modrow s'est efforcé de sauver la RDA par l'adoption d'une perestroïka allemande. Des principes dans ce sens — droits démocratiques limités, intégration dans le marché mondial, économie de marché et capitalisme populaire — avaient été fixés au cours des derniers mois par des technocrates réformateurs. On croyait sérieusement que le capitalisme d'Allemagne occidentale assurerait son aide et que le parti et l'Etat seraient rapidement assainis²⁵.

En l'espace d'un mois, la transformation était accomplie même formellement. A la mi-décembre 1989, un congrès extraordinaire du parti approuvait les nouveaux principes programmatiques. La révolution, qui avait eu lieu en octobre, avait été « *un mouvement populaire pour le renouveau du socialisme* », expliquait-on. « *Nous rompons avec le stalinisme d'une manière irrévocable. Le socialisme centraliste et administratif nous a amené à la crise... Il s'est démontré incapable de donner une contribution réelle à la solution des problèmes de l'humanité.* » Conclusion : « *La crise (...) ne pourra être surmontée que si la RDA s'achemine vers une troisième voie, distincte du socialisme stalinien et de la domination des monopoles transnationaux (...)* Nous voulons un nouveau parti (...) *Ce parti socialiste moderne n'est pas (...) un parti de classe ni un parti de masse*²⁶. »

Les deux mille sept cents délégués ont été unanimes contre la dissolution du SED, parce qu'ils voulaient garder les biens de celui-ci. Ils ont élu un praesidium de cent membres, qui n'incluait que deux membres de l'ancien comité central, mais était quand même assez sérieusement marqué par la vieille nomenklatura. Le nouveau président était Gregor Gysi, l'incarnation idéale et crédible du nouveau cours. Depuis lors, Gysi a explicitement présenté le Parti du socialisme démocratique (PDS) comme le successeur du SED.

Dans les semaines qui ont suivi le congrès, on s'est efforcé d'activer le parti par des campagnes. En fait, on a mobilisé cent mille personnes à plusieurs reprises²⁸. Mais c'était le dernier sursaut du vieil appareil. Le fait décisif a été que l'état d'esprit du pays avait changé et le gouvernement était à la traîne des événements sans pouvoir réagir. Environ deux semaines plus tard, il n'était plus que l'administrateur d'une faillite, s'efforçant de délivrer aux ennemis de classe une entreprise en banqueroute.

Six mois plus tard, l'inspirateur de cette ligne, l'ancien Premier ministre, Modrow, déclarait que ni sa politique ni la RDA n'avait plus aucune chance du point de vue historique²⁹.

La désagrégation du vieux parti

Cette conviction a été vite partagée par la bureaucratie. Le 21 janvier 1990, tout le comité directeur de Dresde avec son président Berghofer démissionnait du PDS. Ils avaient subitement découvert que « *le vieux SED (avait) (...) ruiné la RDA* » et devait donc se dissoudre. La plupart de ceux qui jusqu'alors avaient été les représentants de la RDA dans l'appareil de l'Etat, dans les institutions militaires et auxiliaires, dans l'économie, la science et la société, désertaient. La couche dominante se désagrégait et le gouvernement en place perdait sa base sociale. La fin approchait.

Ce n'étaient pas seulement les carriéristes et les opportunistes qui quittaient le navire en train de couler pour se mettre au service des nouveaux seigneurs. Partaient également beaucoup de gens qui avaient été dégoûtés par le comportement arbitraire et la corruption de la vieille direction. Ils avaient honte de leur propre naïveté et attitude non critique, et, en tout cas, étaient démoralisés par l'effondrement et ne savaient pas quoi faire. Une partie de ces gens peuvent constituer encore un potentiel progressiste, même s'ils choisissent éventuellement le PDS.

Restaient dans le parti seuls ceux qui étaient vraiment convaincus ou conscients de leurs responsabilités, ceux qui estiment qu'il faut un parti pour développer une activité politique organisée et ne voient aucune autre alternative, le plus souvent aussi parce qu'ils gardent d'une manière quelconque un idéal socialiste. Parmi eux, il y avait des staliniens, mais aussi des gens qui étaient les meilleurs éléments du vieux parti et qui acceptaient l'idée d'avoir été « *non seulement des victimes, mais aussi des coupables* » (Helga Adler).

Le parti semblait quand même s'effondrer. Dans certains des quatorze districts, dans de nombreuses circonscriptions et localités, il n'existait plus d'organisation³⁰. Dans les mois suivants, on a sauvé quelque chose grâce au travail obscur et obstiné de la partie de l'appareil qui était restée intacte et qui rassemblait et réorganisait les gens à toute épreuve. Cela s'était accompli tant bien que mal au mois de mai. Trois cent cinquante mille membres, environ le septième, étaient restés.

Dans cette phase, où toutes les énergies sont mises en œuvre pour sauver le parti, aucun débat programmatique ne peut se développer. Les rénovateurs lancent des attaques au vitriol à propos de la situation du parti : toutes les décisions importantes sont toujours prises à huis clos ; l'appareil continue à tout contrôler ; le parti est irréformable et doit se dissoudre pour être fondé à nouveau.

Tout cela était juste. Mais personne ne voulait en discuter parce qu'une dissolution aurait eu pour conséquence la liquidation. Frustrés, les rénovateurs s'en vont et constituent de nouveaux partis, qui pourtant ne vont pas au-delà des assemblées de fondation.

Le nouveau programme

Dans les semaines où le parti risque de se dissoudre et où tout espoir de maintenir la RDA est perdu, c'est par en haut que le nouveau programme est élaboré et, donc, la nature politique du parti définie. Il n'y a pas de discussion. Un congrès donne sa bénédiction au programme presque sans opposition (le 25 février 1990)³¹.

L'acquis le plus important est la démocratisation du parti. Les statuts prévoient une organisation, soudée et contrôlable, d'activistes auxquels on demande de croire au programme, de donner une contribution financière et de travailler dans une organisation de base. Les élus peuvent être révoqués.

Le travail dans les instances du parti doit pouvoir être contrôlé. Du matériel important doit être publié dans la presse du parti avant les congrès. Les membres peuvent constituer des communautés d'intérêts et de travail ou des plates-formes et utiliser dans ce but « les locaux et les moyens du parti » — ce qui s'est réalisé dans le cas des deux regroupements les plus importants, celui des camarades jeunes (environ mille cinq cents militants actifs) et de la Plate-forme communiste³². Toutefois, la représentation des minorités dans les organismes de direction n'est pas garantie.

Du point de vue programmatique, le PDS se veut « *un parti socialiste de gauche proche de la social-démocratie* ». La RDA avait été une société non capitaliste, mais n'était pas socialiste non plus. Le SED était « *depuis longtemps réactionnaire car il avait empêché le socialisme* ».

Le socialisme est conçu assez vaguement comme « *l'expression d'un idéal séculaire de l'humanité (...), une idée aussi immortelle que le christianisme* ». La nécessité du socialisme ne peut se fonder que sur le fait que le capitalisme n'est plus capable de résoudre les problèmes de l'humanité. Le PDS prétend avoir ses racines dans le mouvement ouvrier socialiste, communiste et social-démocrate. Il se réclame notamment de Marx et d'Engels, des deux Liebknecht, de Bebel et de Rosa Luxemburg, de Lénine et de Gramsci, mais aussi de Bernstein et de Kautsky³³. Ainsi, il annonce d'entrée la couleur : il veut mettre ensemble ce qu'on ne peut pas mettre ensemble. En tout cas, il revendique toutes les valeurs les plus générales, comme l'individualisme, la solidarité, la justice ou la démocratie.

On ne dit rien sur la tactique et la stratégie et très peu sur les buts. Le PDS veut une économie de marché sous contrôle démocratique, qui puisse être réformée. Il en découle une série de revendications semblables à celles qui sont avancées par les syndicats et les mouvements sociaux. Des revendications radicales comme la dissolution des blocs militaires ou la suppression des armes atomiques sont esquivées. En fait, il s'agit d'une liste de vœux à tonalité démocratique, humaniste et sociale, pas d'un programme. Sur cette base seront élaborés les différents programmes électoraux qui compléteront cette liste.

Donc, du point de vue programmatique, le PDS est conçu par sa direction comme un parti réformiste et parlementaire. Ce n'est pas par hasard qu'il

n'avance concrètement aucune idée socialiste en revendiquant les conseils, l'auto-organisation et l'activité, etc.

Toutes les déclarations programmatiques qui sont venues après n'ont fait que confirmer cette appréciation³⁴. Au-delà du socialisme et du capitalisme réels on veut esquisser, comme nous l'avons mentionné, une troisième voie. Selon Gysi, il s'agit « *d'une voie au socialisme démocratique, inconnue et jamais tentée* ». On ne sait pas ce que cela signifie exactement. Mais ce qui est clair, en tout cas, c'est que le marxisme révolutionnaire est rejeté. « *La conception du parti et de la politique* » qui avait déjà des racines dans « *la conception léniniste du rôle et de la nature d'un parti communiste* » (Helga Adler) est rejetée comme incompatible avec l'idée d'un parti du socialisme démocratique. Cela vaut aussi pour le rôle historique de la classe ouvrière, le rapport entre réformes et révolution où toute conception basée sur les intérêts de classe (A.Brie). Selon Gysi, « *le marxisme-léninisme s'est avéré ne pas être la base spirituelle du socialisme* ».

Les seules chances de changement sont les réformes. « *Pour nous, affirme Gysi, le socialisme démocratique représente la seule voie pour bâtir de nouvelles structures sociales* », et il ajoute qu'il faut « *le réaliser par des moyens pacifiques* ». Par conséquent, « *l'action politique du PDS... [vise] seulement à saisir le potentiel progressiste de la société capitaliste* » (A. Brie). Cela signifie aussi « *prendre des responsabilités politiques au niveau de l'Etat, à travers des actions de masse menées par les travailleurs et par les forces critiques du capitalisme et capables d'exercer une forte pression* » (Alexandra Wagner). Evidemment, c'est une démarche qui n'exclut ni l'adaptation ni la participation au gouvernement. Gysi voulait carrément apparaître comme le porte-parole d'une force modérée. Des mesures éventuelles contre le PDS détruiraient tous les efforts qu'il avait déployé afin d'empêcher une radicalisation.

Les revendications sont énumérées de manière très concrète : « *l'économie de marché représente à nos yeux le moyen... pour satisfaire des besoins sociaux et écologiques croissants* ». Donc, « *les revendications sociales doivent être prioritaires par rapport à la recherche du profit* » : cela doit apparaître clairement grâce à « *la participation au pouvoir politique... [et à] la forte représentation des intérêts populaires* » (cité de « *Les positions fondamentales du PDS en matière de politique économique* »). Pour relancer l'économie, la fraction parlementaire du parti a proposé des subventions par l'Etat et des crédits supplémentaires aux entrepreneurs privés, ainsi que la détaxation des profits réinvestis.

Il est tout à fait évident, dans ces circonstances, qu'il ne s'agit absolument pas d'une réflexion critique sur l'expérience historique du réformisme.

La base sociale

La base sociale du parti n'est ni déterminée par son programme ni par sa politique, mais plutôt par son passé. Elle est composée par des couches sociales

différentes. Ce qui a été un élément décisif, c'est que de larges secteurs de l'ancien appareil du SED et des organisations de masse défendaient le parti, entre autre parce qu'ils n'avaient aucune autre perspective politique et professionnelle. Ces gens constituent un cinquième des membres dans leur ensemble, ce qui correspond à environ soixante quinze mille personnes. Un certain nombre d'entre eux ont trouvé un travail, les autres, en revanche, se sont retrouvés au chômage. Pour l'instant, ils représentent l'essentiel des forces susceptibles de s'organiser et de se mobiliser. Mais il s'agit d'une couche en déclin, qui est fortement frappée par les mutations sociales et dans laquelle la démoralisation et la résignation se répandent de plus en plus.

Les anciens permanents sont plus de 40 % (cent cinquante mille) et constituent la base de masse la plus importante. Ce sont eux qui ont permis au parti de se renouveler. Ils gardent un attachement émotionnel au « Parti » qui remonte à l'époque de la lutte pour la construction de la RDA, mais leur activité est très faible. Ils continuent de participer aux groupes de base, craignent les jeunes et entravent l'intégration de nouveaux membres. Puisque le PDS ne désire pas perdre ses anciens membres, il essaie de les activer dans les associations professionnelles et dans les groupes de travail.

Les ouvriers ne représentent même pas un dixième des membres (trent mille), y compris parmi les jeunes au-dessous de trente ans. Un nombre relativement important d'entre eux occupe indirectement des positions élevés dans les entreprises, mais probablement ils modéreront leur politique afin de s'adapter à la nouvelle situation.

Le secteur le plus important du parti est celui de l'intelligentsia, progressiste mais encore très confus. Sous l'ancien système, elle n'avait pas de privilèges substantiels. Elle a été fortement influencée par la révolution d'octobre 1989 et par les mouvements sociaux, autant à l'Est qu'à l'Ouest, et reste attachée aux idéaux du socialisme. Elle représente le noyau fondamental des rénovateurs mais, en même temps, se montre sceptique, manifeste des doutes et des réserves et sa liaison avec le parti est souvent assez floue.

Dans ces conditions défavorables, le parti ne peut recruter qu'un nombre relativement limité de nouveaux membres (deux mille trois cents jusqu'à la fin août 1990) et, par conséquent, son caractère social demeure inchangé. Plus de 99 % des membres proviennent encore du SED.

Ces couches constituent aussi la base électorale du parti. Lors des élections pour le Parlement au mois de mars dernier, il a été voté tout d'abord par les intellectuels (31 % de son électorat avec un pourcentage de 16,3 % sur le vote global) et par les employés (19 %), mais par un nombre relativement restreint d'ouvriers (11,9 %). En octobre, lors des élections régionales (pour les *Länder*), ce pourcentage est tombé à 6 %. Aujourd'hui, sur le plan idéologique, la majorité de la classe ouvrière subit l'influence des démocrates-chrétiens. Cela aura inévitablement des répercussions au niveau des luttes et de l'orientation des activités syndicales. Dans les entreprises, le PDS rencontre de grandes difficultés à trouver des candidats pour les élections des conseils. Nulle part il ne rencontre une réaction de rejet aussi forte. Il y a quelques mois, des structures ont été créées

afin de réorganiser le travail. Elle ne peut pas espérer obtenir des résultats dans un futur proche. Même les arguments les plus favorables se révèlent très peu efficaces. Les gens disent : « *Vous avez raison, mais [nous n'irons] plus jamais avec vous !* »

Tout au moins à brève échéance, le PDS sera isolé au sein de la classe ouvrière. Dans la mesure où il se fonde sur l'appui de l'ancienne bureaucratie et de l'intelligentsia progressiste, il prendra un caractère assez contradictoire.

Déclin ou consolidation ?

En l'espace de six mois, la base électorale du PDS s'est dramatiquement réduite. De plus, en général, la participation a fortement chuté. Entre les élections de mars pour le Parlement et celles d'octobre pour les régionales, l'électorat du PDS s'est réduit d'un tiers. Dans l'ancienne RDA, il n'a obtenu le vote que d'un million d'électeurs. Ce déclin s'est poursuivi lors des élections pour le *Bundestag* du 2 décembre, au point de remettre en cause l'existence même du parti³⁵.

La stabilisation de l'organisation du parti se révèle assez illusoire. Sur le plan financier, il s'appuie sur son patrimoine accumulé plutôt que sur ses revenus actuels, ce qui le rend vulnérable et l'expose aux attaques du gouvernement. Ses biens, ainsi que ceux de tous les partis et associations de la RDA, sont soumis au contrôle d'une société mandataire et donc, concrètement, du gouvernement. Gregor Gysi a remarqué à juste titre que « *le gouvernement gère les biens de l'opposition* ».

Il va de soi qu'il faut défendre toute opposition démocratique contre la répression de l'Etat, mais il est incontestable que les énormes biens du PDS proviennent d'une confiscation arbitraire de la propriété publique. Il a cédé volontairement 6,5 milliards et a donné quelques centaines de millions sous forme de prêts, qui cependant, demeurent sous réserve de propriété³⁶. Il lui reste environ 2,3 milliards. Cela devrait lui permettre d'indemniser ses anciens permanents. Mais il ne s'agit là que d'une partie de la vérité. Il aurait pu déclarer ouvertement quels étaient ses besoins et destiner le reste à des buts politiques. En revanche, il a essayé de sauver en secret ce montant et s'est montré extrêmement maladroit lorsqu'il a été découvert. Cet épisode lui a coûté la perte d'un grand nombre d'adhésions et surtout de sa crédibilité politique³⁷.

Dans le troisième trimestre de 1990, seulement 5 % des salaires des membres et 15 % de ceux des anciens membres du parti ont été payés, essentiellement par des contributions de l'Etat. Le reste a été placé sous réserve. Cette situation ne peut pas se maintenir longtemps.

Le nombre élevé d'adhérents cache en réalité des faiblesses intrinsèques. L'existence du parti est complètement dépendante de sa direction, c'est-à-dire du praesidium autour de Gregor Gysi. Dans l'ancienne RDA, même les membres des comités directeurs doivent travailler. Le parti peut s'appuyer sur le soutien de dix mille élus dans les communes et dans les régions (*Länder*). Le quotidien *Neues Deutschland* peut toujours compter sur un public de 290 000 lecteurs

(septembre 1990). La réduction de l'appareil, de 44 000 à 3 600 permanents, aurait dû être réalisée en début novembre 1990. Mais l'appareil demeure un élément important pour le fonctionnement du parti.

Cela explique pourquoi on ne peut pas parler d'une consolidation du parti, dont les signes d'une crise sont déjà très visibles. Les réunions de la direction, composée de cent membres, ne sont suivies que par cinquante ou soixante responsables, appartenant pour la plupart à l'appareil. Plusieurs organes dirigeants fonctionnent souvent avec un nombre réduit de cadres. Sur le papier, le parti peut compter sur 346 000 membres (fin août 1990) actifs dans 15 356 organisations de base. Environ un tiers ne paie aucune contribution et les autres seulement des cotisations symboliques de cinq marks par mois (avant le tournant, le chiffre était de 27,50 marks). Beaucoup craignent pour leur emploi, sont démoralisés et pensent ne pouvoir exercer pratiquement aucune influence.

Ainsi, la passivité se répand et la vague de démissions est encore loin de s'arrêter. « *Il n'y a que quelques groupes qui réussissent à développer une politique effective.* » (A. Brie) « *Les communications entre la base et la direction ne fonctionnent pas.* » (Modrow)

Par conséquent, la direction ne peut pas appliquer sa politique et la base n'arrive pas à se mobiliser. Les militants s'identifient de moins en moins avec le parti. « *Le programme... ne joue pas un rôle important dans la vie du parti* » et, par conséquent, « *beaucoup de membres hésitent à... franchir réellement le pas du SED au PDS.* » (Modrow)

Les discussions internes, pour ne rien dire des débats théoriques ou programmatiques, demeurent sporadiques. Le parti se replie sur lui-même, ne s'enracine nulle part et ne joue aucun rôle dans les luttes et dans les mouvements. Mais la base n'a pas encore compris qu'un changement est nécessaire. Aujourd'hui, le PDS est davantage un cartel électoral qu'un parti de masse politiquement actif.

En Allemagne de l'Ouest

Puisque le PDS était représenté dans la seule RDA, après la réunification allemande il devient un parti régional. Cependant, son but déclaré est « *un élargissement de l'influence du PDS dans le territoire de la RFA...* » afin de créer « *dans l'ensemble de l'Allemagne un parti à la gauche du SPD* » (A. Wagner). Selon les mots de Gregor Gysi, « *le PDS est sur la voie de l'Allemagne* ».

Mais pour réaliser cette perspective, le PDS n'a pas de membres. De plus, il n'y a ni luttes ni mouvements à partir desquels il pourrait essayer de se construire. Les seuls qui se soient intéressés à lui sont les restes du DKP³⁸, quelques sociaux-démocrates frustrés et un petit nombre de socialistes radicaux et de révolutionnaires, authentiques ou démoralisés. Mais ces derniers n'intéressent guère le PDS, car, comme l'explique Gysi, « *nous voulons créer un parti d'opposition démocratique, ce qui n'a rien à voir avec les illusions révolutionnaires et gauchistes* ». Mais, le travail de construction à l'Ouest n'étant pas strictement contrôlé, il ajoute ceci : « *Je garantis... que ceux qui collaborent activement sont*

contrôlé, il ajoute ceci : « *Je garantis... que ceux qui collaborent activement sont tous issus des milieux gauchistes, voire des organisations spartakistes et trotskistes.* » Il y en a effectivement quelques-uns, mais ils n'épouvantent personne.

Dans de telles conditions, la construction du PDS était possible seulement à partir d'un rassemblement des forces déjà existantes. Le PDS s'est adressé surtout aux Verts, aux sociaux-démocrates de gauche, aux rénovateurs du DKP et à quelques secteurs inorganisés. Il a « promis » de s'intégrer dans « *un large mouvement de gauche, sans pour autant abandonner [son] identité* » (Gysi). Beaucoup de ceux qui n'ont pas considéré la solidarité avec la révolution en RDA comme une occasion pour se mêler de ses affaires, ont regardé avec espoir l'élargissement du PDS à l'Ouest et rêvé en même temps d'un regroupement de la gauche.

En fait, le PDS a tout conçu, organisé, financé, a choisi les dirigeants et délimité le cadre politique. La Liste de gauche/PDS a été une association de personnalités choisies, mais pas par les organisations. De plus, la constitution interdisant les alliances électorales entre listes différentes, toute apparence d'indépendance a disparu. Par conséquent, le projet de construction d'une ligue « indépendante » s'est transformé en création des représentations locales du PDS. Après les élections pour le *Bundestag*, il n'est plus question de parler d'une possibilité de regroupement. Gregor Gysi a précisé que même en Allemagne occidentale, l'adhésion au PDS était incompatible avec toute autre appartenance politique.

Le résultat a été un déclin catastrophique en Allemagne de l'Ouest. Avec 109 000 voix, il n'atteint qu'un pourcentage de 0,3 %. Un tout petit peu plus que l'ancien DKP (*Deutsche Kommunistische Partei*) stalinien. Il reste à savoir s'il réussira, dans l'avenir, à créer un parti pour l'ensemble de l'Allemagne. Vue la tactique politique suivie jusqu'à présent, cela ne semble guère possible.

Un parti agonisant ?

Le PDS souffre d'un handicap majeur, celui d'être issu d'un parti d'Etat stalinien qui a complètement échoué sur le plan politique. Cela ne veut pas dire qu'il n'était composé que de staliniens irréformables. Ces derniers sont encore nombreux, mais ils ne constituent qu'un secteur passif et « souterrain ».

Le PDS en tant que tel n'est pas un parti stalinien. Du point de vue de son programme et de sa politique, il est un parti totalement nouveau, dans plusieurs domaines plus avancé que les Verts et que tous les autres partis qui se situent à leur droite.

Toutefois, il ne peut s'appuyer sur aucune tradition positive encore vivante, il est accusé de tous les péchés de SED et se trouve dans une situation d'isolement total. Sa critique en profondeur du stalinisme n'est que la prémisse d'un changement. Il peut devenir crédible seulement par son action et par la mobilisation de ses militants. Mais pour cela, il faut qu'il arrive à sortir de sa passivité actuelle.

voué à l'échec. Les anciens membres de la bureaucratie qui risquent de devenir des chômeurs semblent s'orienter davantage vers la résignation que vers la révolte et souvent ne participent même pas au vote. Ainsi, le PDS perd une partie de sa base sans pouvoir la remplacer. Certaines couches de l'intelligentsia semblent attirées par les Verts ou par la social-démocratie. Il n'est pas évident que le PDS puisse apparaître comme une force réformiste meilleure et plus crédible que les autres.

Ce parti en déclin peut se maintenir tout d'abord grâce à son appareil, à ses ressources financières et à la fidélité de beaucoup de ses membres. A longue échéance, les chances de succès dans sa lutte pour la survie sont tout à fait limitées.

Ses chances pourraient augmenter soit s'il y avait un changement imprévu et inattendu de la situation, soit s'il s'opérait un tournant vers une politique plus radicale et plus combative. Pour l'instant, la direction et la majorité de ses membres n'ont pas encore trouvé le courage d'amorcer un tel tournant. Ils craignent des interdictions et se sentent menacés par une forte répression. Un autre élément modérateur est représenté par ses élus, qui exercent leur influence dans le parti surtout à travers la politique municipale.

Par conséquent, il n'aurait pas de sens, pour les révolutionnaires en Allemagne, de créer un parti avec le PDS. La dérive réformiste de ce parti est irréversible. En vérité, il y a quelques potentialités parmi des jeunes camarades et, d'autre part, il existe des regroupements effectivement révolutionnaires (la Plate-forme communiste) avec lesquels nous pouvons certainement avoir une discussion programmatique ouverte et sans *a priori*.

Mais cette discussion aura des résultats seulement si, au lieu de nous limiter à débattre, nous sommes capables de développer une stratégie révolutionnaire alternative et de construire une politique commune à travers des actions unitaires.

1. Erich Honecker, *Protokoll des X. Parteitag*, 1981, vol. 1, p. 31.

2. Heinz Hoffmann, *Sozialistische Landesverteidigung*, Berlin, 1983, p. 52. L'opposition organisée demeurerait encore très faible. Dans un document secret de juin 1989, les bureaux de renseignements estimaient à 2 500 le nombre des opposants organisés contre le régime. Le « noyau dur... des ennemis irréductibles du socialisme » n'aurait compté que 60 personnes. Voir Armin Mitter et Stefan Wolle, *Ich liebe Euch doch alle ! Befehle und Lageberichte des MfS Januar-November 1989*, Berlin, 1990, p. 47.

3. Sur 8 millions de travailleurs actifs, seulement 2,9 étaient des ouvriers dans la production. Voir Rudolf Bahro, *Die Alternative. Zur Kritik der real existierenden*

Sozialismus, Frankfurt/M, 1977, p. 504 (traduction française, *l'Alternative*, Stock, Paris, 1978).

4. Rainer Land (Hrsg.), *Das Umbaupapier (DDR). Argumente gegen die Wiedervereinigung*, Berlin, 1990, p. 98.

5. Wladimierz Bruz, Kazimierz Laski, *Von Marx zu Markt*, Marburg, 1990, p. 40 (éd. orig. angl., *From Marx to the Market*, Oxford, 1989).

6. Un document secret du chef de la planification Schürer daté du 28 septembre 1989 avait informé le bureau politique que « *pour respecter nos obligations de paiement, nous sommes dépendants des crédits capitalistes, dont le montant annuel est d'environ 8-10 milliards de marks (Valutamark)* ». Il en déduisait la nécessité de « *réduire la consommation sociale et... individuelle* ». Voir Hannes Bahrmann, Peter Michael Fritsch, *Sumpf. Privilegien, Amtsmissbrauch, Siebergeschäfte*, Berlin, 1990, p. 11.

7. Il s'agissait de l'Union démocrate-chrétienne (CDU, octobre 1989 : 132 000 membres) ; du Parti libéral-démocratique allemand (LDPD, 96 000) ; du Parti national-démocratique allemand (NDPD, 102 000) ; et du Parti paysan démocratique (DBP, 110 000). Pris dans leur ensemble, ces partis comptaient 15 000 permanents.

8. Les plus importants étaient les Jeunes Pionniers (1,3 millions de membres), la Libre Jeunesse allemande (2,3 millions), la Ligue des syndicats libres d'Allemagne (9,6 millions), l'Association pour l'amitié germano-soviétique (6 millions), la Ligue des femmes allemandes (1,5 millions) et la Ligue culturelle démocratique (268 000). Les groupes de lutte d'entreprise, pratiquement une milice de parti, comptaient 400 000 adhérents.

9. Les entreprises appartenant au parti avaient le monopole de la distribution du papier et, de fait, des imprimeries, ainsi que de 90 % de la presse et de 3/4 de la littérature. Voir *Die Zeit* du 15 juin 1990.

10. Déclaration du PDS citée dans la *Frankfurter Rundschau* du 12 octobre 1990.

11. En 1988, il s'agissait de 52,9 millions de marks. Voir *Sumpf...*, cité, p. 118.

12. Voir les déclarations de Gregor Gysi lors du congrès extraordinaire du SED en novembre 1989, *Außerordentlicher Parteitag der SED/PDS*, Berlin, Dezember 1989, p. 19.

13. Heinz Lindner, *Fragen und Antworten zum Wehrdienst*, Berlin, 1984, pp. 155, 157.

14. Franz Löser, *Die ungläubwürdige Gesellschaft. Quo Vadis DDR ?*, Köln, 1984, p. 48.

15. Peter Kirshew, *Wandlitz/Waldisierung — geschlossene Gesellschaft*, Berlin, 1990, pp. 32, 55, 75, 80, 91. L'auteur est un journaliste de *Neues Deutschland*. Le travail était rendu encore plus difficile par le vieillissement des membres du bureau politique. En 1984, sur 25 membres permanents il n'y en avait qu'un seul qui avait adhéré au SED après 1955 et seulement quatre étaient membres de cette instance depuis moins de dix ans. Voir Hermann Weber, *Geschichte der DDR*, München, 1985, p. 482.

16. *Die Zeit* du 22 avril 1964.

17. Chaque année, environ 7 000 citoyens étaient expulsés du SED. En octobre 1989, leur nombre avait déjà atteint 18 000.

18. Mitter/Wolle, *Ich liebe...*, p. 148.

19. Erich Honecker démissionna le 17 octobre 1989 avec Günter Mittag (ministre de l'Economie) et Joachim Hermann (Propagande et Agitation). Début novembre, la plupart des autres responsables furent relevés de leurs fonctions. Les nouveaux nommés démissionnèrent fin novembre.

20. *Bild am Sonntag* du 19 novembre 1989.

21. *Der Spiegel* du 27 novembre 1989.

22. Voir la troisième partie, paragraphe III du programme adopté par le XXVII^e Congrès du PCUS (1986).

23. Dieter Klein, *Chancen für einen friedensfähigen Kapitalismus*, Berlin, 1988.

24. Land, *Umbaupapier...* Ces positions ont été actualisées dans le document pour le congrès extraordinaire du SED « Was wir vom außerordentlichen Parteitag der SED erwarten », *Frankfurter Rundschau* du 9 décembre 1989.

25. Des mesures contre l'ancienne direction stalinienne du SED ont été amorcées fin novembre 1989 et se sont soldées par l'exclusion. Dans la Constitution, le rôle dirigeant du SED a été supprimé (1 décembre), les armes des fonctionnaires du SED retirées (11 décembre) et les groupes de lutte d'entreprise dissous (15 décembre).

26. *Außerordentlichen Parteitag...*, pp. 125-127, 41-56, 13-16, 141.

27. Dans la nouvelle direction, il n'y avait que 16 femmes. 27 membres appartenaient à l'ancien appareil et 23 étaient des cadres dirigeants. Les activités professionnelles des autres (17 intellectuels et ouvriers, 8 employés et 4 officiers) ne permettaient aucune coordination. L'ancienne nomenclatura a donc obtenu la majorité sans difficultés. Voir *Außerordentlichen Parteitag*, pp. 153-157.

28. Dans les jours suivant la chute du Mur, 150 000 personnes sont descendues dans les rues de la république pour rénover la RDA et en décembre ils étaient encore 50 000 à Berlin pour revendiquer une RDA souveraine. 250 000 citoyens protestaient contre la profanation du monument en honneur des soviétiques à Berlin-Treptow (3 janvier 1990) et des centaines de milliers dans toute la RDA célébraient l'anniversaire de la mort de Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht (14 janvier).

29. Hans Modrow, « Ende und Aufbruch », in Gregor Gysi (Hrsg.), *Wir brauchen einen dritten Weg. Selbstverständnis und Programm der PDS*, Hamburg, 1990, pp. 27-29.

30. Robert Weiß, *Chronik eines Zusammenbruchs*, Berlin, 1990, p.

31. PDS, *Programm und Statut*, Berlin, 1990.

32. La Plate-forme communiste a été fondée le 31 décembre 1989. Elle compte plus de 25 000 adhérents, dont environ 12 000 sont des militants actifs. Son orientation est antistalinienne ; elle se réclame des positions léninistes et affirme vouloir « se confronter de manière critique avec les idées de Léon Trotsky et d'autres ». Cependant, elle voit en Boukharine l'alternative historique à Staline. Sa brochure programmatique (*Auskunfte von und über die kommunistische Plattform*) a été imprimée à 3000 exemplaires.

33. La maison d'édition du parti *Dietz Verlag* a publié des livres de Trotsky (*Ma vie, les Crimes de Staline*), d'Isaac Deutscher (la biographie de Staline), le « discours secret » de Khroutchtchev et plusieurs textes sur le système stalinien.

34. Voir l'ébauche des thèses pour la conférence de renouvellement de PDS du 8-9 septembre 1990, *Neues Deutschland* du 17 juillet 1990.

35. En dehors de Berlin, où il tourne autour de 12%, le pourcentage des voix du PDS a baissé de 16,3% (Parlement) à 14,6% (municipales) et 11,3% (régionales). La participation au vote a baissé de 93,2% à 69,5% des électeurs. Lors des élections régionales, le PDS a remporté 880 000 voix. Avec un score d'environ 200 000 voix à Berlin-est (250 000 lors des municipales), il pensait pouvoir atteindre globalement 1 million de voix. Lors des élections politiques (*Volkskammerwahl*) il avait obtenu 1,9 million de voix. A l'occasion des dernières élections pour le *Bundestag*, en revanche, il n'a obtenu que 824 000 voix. Grâce à une participation au vote plus élevée (74,5%), son pourcentage atteint 9,9%. Il a recueilli les voix de 170 000 électeurs à Berlin-Est, où Gysi a été élu.

36. Voir *Neues Deutschland* du 14 juin 1990.

37. Afin de payer de prétendues dettes contractées avec le PCUS, 107 millions de marks (DM) ont été placés dans des banques occidentales. L'opération a été vite découverte et l'argent séquestré. Le responsable financier du PDS a déclaré avoir agi de

manière totalement indépendante, en essayant ainsi de blanchir la direction du parti. Or, si cela est vrai, le parti a perdu tout contrôle sur l'appareil ; si cela se révèle être faux, alors le parti s'est montré politiquement irresponsable.

38. A la fin de 1987, le DKP et le SEW (Parti socialiste unitaire de Berlin-ouest) avaient environ 45 000 membres et leurs organisations de jeunesse et étudiante presque 25 000. Il reste seulement un peu plus de 10 000 membres. Les rénovateurs du DKP qui avaient quitté le parti à la fin de 1988 ont connu un déclin rapide et ne comptent plus que quelques centaines de membres actifs.

KIM MOODY

Les Etats-Unis sous le reaganisme et après Reagan

Les changements économiques surprenants intervenus aux Etats-Unis pendant la période reaganienne sont, dans une large mesure, le résultat de la rencontre des deux principales forces motrices du capitalisme depuis les années soixante : la crise de rentabilité et l'internationalisation intensive de l'activité économique. La chute du taux de profit dans les secteurs traditionnellement les plus forts de l'économie américaine, notamment l'industrie pour la production de masse, a engendré une série de stratégies d'entreprise visant à compenser la forte baisse des investissements.

Nous pouvons mentionner les stratégies suivantes : une croissance de l'investissement financier et industriel à l'étranger ; des déplacements et des réductions à l'intérieur du pays ; des innovations qualitatives aussi bien dans la production que dans la technologie ; des stratégies de réduction du coût de la main-d'œuvre et de la structure commerciale ; des formes nouvelles de spéculation financière ; une réorganisation presque constante de la propriété des grandes sociétés par des fusions, des rachats et des désinvestissements ; enfin, une

politique gouvernementale visant à transférer le revenu de la classe ouvrière vers le capital et les couches les plus riches.

L'économie nord-américaine dans l'économie mondiale

La recherche d'une augmentation des profits moyens à l'étranger a intensifié le processus d'internationalisation économique amorcé après la Seconde Guerre mondiale. Le commerce international a presque doublé entre 1965 et 1980 et, en même temps, son contenu s'est déplacé des secteurs traditionnels tels que l'alimentation, les combustibles et les biens de consommation vers les machines, d'autres produits de l'industrie lourde et des produits de haute technologie.

L'investissement direct à l'étranger (FDI) a aussi augmenté. Après 1983, alors que le volume du commerce mondial augmentait de 5% par an, le FDI global connaissait une croissance annuelle de 20% en termes réels. Dans plusieurs domaines fondamentaux de l'industrie manufacturière, le processus de production lui-même a atteint un niveau d'intégration internationale jamais connu auparavant. Des développements similaires se sont produits dans le secteur des services et de l'administration. De plus, les années 1980 ont connu une intégration globale accélérée des marchés financiers.

Alors qu'on assistait à un transfert significatif de la production industrielle de plusieurs régions nord-américaines et de l'Europe, cette internationalisation avait lieu essentiellement dans les pays industriellement développés et dans quelques régions limitées d'Amérique latine et d'Asie orientale. 75% du FDI mondial provient de cinq pays (Etats-Unis, Japon, Grande-Bretagne, France et Allemagne) et se dirige vers eux. Plus de la moitié du FDI mondial concerne les Etats-Unis et la CEE, et 46,5% le reste du monde. Dans le tiers monde, seules les nations de l'Asie orientale ont connu une participation accrue au FDI pendant les années quatre-vingt. Les exportations du tiers monde ont été concentrées de façon similaire. A partir de la fin des années quatre-vingt, 90% des exportations de marchandises du tiers monde provenaient de dix pays.

Loin de donner naissance à un monde homogène fondé sur le développement du capitalisme, l'internationalisation a d'une part, renforcé l'économie mondiale à deux vitesses et, d'autre part, produit la compétition la plus intense et la plus oscillante de l'histoire. Alors que chaque nation et groupe capitaliste important essayait de rendre sa propre industrie plus productive et plus compétitive, se développait une surcapacité à l'échelle internationale dans plusieurs secteurs (automobile, acier, électronique).

En dépit de la flexibilité géographique attribuée au capitalisme dans les années quatre-vingt, ses marchés de consommation viables demeurent géographiquement limités au « Premier Monde » et à un petit nombre de nations satellites. Entre 1965 et 1987, la production manufacturière a augmenté quatre fois plus vite que la consommation privée à l'échelle mondiale. Malgré la

prospérité des affaires en Amérique du Nord, en Europe et dans une grande partie de l'Asie, le taux de croissance de la consommation privée a diminué pendant les années quatre-vingt dans presque toute la planète. Le capital se nourrit lui-même et alimente sa propre crise. Le « keynésianisme global » demeure un rêve.

Pendant, dans le nouveau cercle de la production globale il n'y a pas de corrélation géographique entre la consommation finale et le lieu de la production. Vers la fin des années soixante-dix et durant les années quatre-vingt, lorsque l'industrie lourde fut restructurée au niveau international, l'Amérique du Nord fut balayée par une vague de désindustrialisation. La destruction du capital moins efficace, qui normalement est accomplie pendant les périodes de récession, a continué au milieu du cycle expansif le plus long de ce siècle (1983-1990).

Par conséquent, en dépit d'une croissance en pourcentage de l'investissement privé brut par rapport au produit intérieur brut (PIB) pendant les années 1980, l'investissement privé net (après dépréciation) a connu un déclin en pourcentage. Cela a déterminé à la fois un appauvrissement accru de certains secteurs de la classe ouvrière aux Etats-Unis et le transfert de travailleurs de secteurs industriels aux salaires élevés à des secteurs moins rémunérés des services.

A l'intérieur, c'est surtout par la *deregulation* qu'on a visé à stimuler la restructuration internationale. Amorcée pendant les années soixante-dix sous l'administration Carter, la *deregulation* dans les transports, les finances, les télécommunications et ailleurs a introduit la compétition dans des secteurs qui jusqu'alors n'avaient pas été complètement soumis à la domination de la loi du marché. Les résultats furent similaires à ceux de l'industrie de base : fusions, restructurations, mesures de réductions des coûts, etc.

Naturellement, les nouvelles forces du marché ont eu un impact important sur les conditions des travailleurs. L'exemple le plus instructif est celui des compagnies aériennes, où les négociations des syndicats traditionnels devinrent totalement inadaptées aux conditions nouvelles. Mais, même là où le syndicalisme industriel était plus fort, comme par exemple chez les camionneurs, les attaques patronales et les opérations anti-syndicales se sont rapidement développées. Ainsi, la *deregulation* a touché la société dans son ensemble.

Pendant les deux dernières décennies, les forces du marché internes et internationales ont de plus en plus contribué à « renforcer » les politiques économiques conservatrices et néolibérales. La réduction de l'aide fédérale aux Etats et aux villes s'est combinée à une politique générale de ceux-ci assurant aux entreprises des prêts et des réductions massives d'impôts afin de les attirer ou de les garder dans leurs zones. A travers ce pillage des trésoreries locales et étatiques pour aider les milieux des affaires, les politiciens de tous bords ont appris à imposer l'austérité à la classe ouvrière et aux couches minoritaires de la population. La tendance presque universelle de « rénovation des centres-villes » et d'extension des entreprises vers les banlieues s'est accélérée, en plongeant les minorités habitant les centres dans un abîme économique et social.

Bien que cette expansion économique, qui a duré sept ans, soit normalement attribuée au « keynésianisme militaire », il faudrait aussi la considérer comme le résultat de la destruction de capitaux qui a été la conséquence d'une baisse des

taux moyens de profit, ainsi que de l'énorme réorganisation économique qui a amené beaucoup d'entreprises des Etats-Unis à se regrouper autour d'opérations internationales plus efficaces (souvent au prix d'un gonflement de la dette publique et privée), et enfin des aides massives à l'économie octroyées par le gouvernement à tous les niveaux. Il n'est pas surprenant que, pendant la deuxième moitié des années quatre-vingt, la plupart des entreprises soient revenues à des taux de profit comparables à ceux des années soixante-dix, sinon des années cinquante et soixante.

Il est intéressant d'examiner les formes dans lesquelles l'économie américaine a dépensé son argent dans les années quatre-vingt. Pour comprendre l'importance relative de l'investissement outre-mer, la réorganisation économique et les investissements réels, il faut prendre en compte le fait que pendant les années quatre-vingt, alors que l'économie américaine investissait plus d'1 trillion de dollars à l'étranger et dépensait 1,3 trillions de dollars en fusions et rachats, les privés non résidents augmentaient leurs investissements de 43,4% en moyenne dans les années soixante à 63,9% dans les années quatre-vingt.

Au début de la nouvelle décennie, s'esquisse une réorganisation du capital global encore plus concurrentielle. On assiste à la formation de trois blocs économiques : l'Europe d'après 1992 dominée par l'Allemagne réunifiée, l'Asie orientale dominée par le Japon et l'Amérique du Nord dominée par les Etats-Unis. Dans chacun de ces blocs il y a des nations développées et « en voie de développement », avec leurs deux vitesses. En même temps, chacun de ces blocs est profondément lié aux autres à travers les principaux secteurs capitalistes qui essaient d'intervenir dans les trois blocs.

En Amérique du Nord, l'accord de libre commerce entre les Etats-Unis et le Canada et la possibilité d'un accord similaire avec le Mexique pourraient créer un marché commun nord-américain qui soumettrait la classe ouvrière des trois pays à une nouvelle concurrence puissante, non seulement au sein de ce marché commun mais aussi avec les autres blocs. Cependant, ce marché commun trinational n'est que la première étape vers un seul marché allant « du cercle polaire à la Tierra del fuego », selon l'expression de George Bush.

Toutefois, cette apparente triple division de l'économie mondiale se distingue par rapport à la fragmentation de l'économie mondiale dans la période de l'entre-deux-guerres (1919-1939), quand trois blocs en compétition coexistaient avec le protectionnisme national et avec une contraction du commerce international. Les trois blocs d'aujourd'hui sont totalement interpénétrés par les investissements des sociétés multinationales agissant dans les trois sphères, par les marchés financiers qui les traversent et par un haut niveau d'échange commercial entre eux. La rivalité des principales nations impérialistes se déroule aussi bien à l'intérieur qu'entre ces trois blocs et s'ajoute au caractère compétitif de l'internationalisation.

Si l'intensification des forces concurrentielles semblait empêcher la réalisation de progrès sociaux importants et limiter les possibilités pour les mouvements sociaux d'arracher des conquêtes coûteuses pour les patrons, la fin de la guerre froide a apporté l'espoir des « dividendes de la paix ». Cette « paix »

ne concerne que la scène européenne. Tandis que les Soviétiques se préparent à diminuer et même à évacuer leurs forces conventionnelles d'Europe orientale et à réduire considérablement leur armement nucléaire dans cette région du monde, la raison d'être de l'OTAN et les cent cinquante milliards de dollars (la moitié du budget de la Défense) que les Etats-Unis y dépensaient, sont remis en question. Tous les secteurs de la société nord-américaine pourraient gagner quelque chose, si une partie des dividendes de la paix étaient mis au service de leurs programmes respectifs.

Cependant, il y a plusieurs barrières qui entravent la distribution de ces dividendes. D'une part, l'administration Bush ainsi qu'un secteur important du grand capital n'y voient qu'un moyen pour réduire le déficit budgétaire et baisser les taux d'intérêt. D'autre part, depuis longtemps il n'y a plus aucune liaison entre les « nécessités » et les dépenses militaires ; l'énorme budget du Pentagone n'a pas de relation étroite avec les besoins de la Défense nationale. Il s'agit plutôt d'une économie planifiée et financée par l'Etat dans laquelle les officiers du Pentagone et les fournisseurs de la défense puisent copieusement. Par ailleurs, la réduction de main-d'œuvre et la fermeture de bases engendrent des « frais de paix », dans le cadre de ces dividendes, exactement comme le passage d'un type de dépenses pour la Défense à un autre.

Une autre pression visant à limiter les réductions budgétaires pour la Défense est exercée par plusieurs alliés. La Corée du Sud et d'autres nations asiatiques ont déjà manifesté leur inquiétude concernant un éventuel transfert au Japon des charges pour la défense de l'Asie, alors que le Japon lui-même préfère consolider ses positions économiques plutôt que de s'affirmer comme une puissance militaire. Certaines nations européennes ne regarderaient pas d'un bon œil la possibilité que les Etats-Unis abandonnent leur rôle de gendarme global. Après tout, la passivité soviétique n'est pas une garantie de paix dans certaines régions du tiers monde que plusieurs puissances européennes considèrent comme leurs domaine particulier. Il faut bien que quelqu'un ait le pouvoir du dernier recours dans ce monde hiérarchique, pensent certaines nations qui s'enrichissent mais n'ont pas la force nécessaire pour jouer un rôle de puissance militaire. Les Etats-Unis, en revanche, semblent à l'aise dans ce rôle. En 1990, les guerres limitées (mais toujours très coûteuses) paraissent encore efficaces et personne ne semble en condition de les mener mieux que l'« Oncle Sam ».

La fin de la guerre froide pourrait effectivement garantir des dividendes sociaux, si des mouvements sociaux luttent pour cela. Ces mouvements doivent créer un front capable de dénoncer la guerre comme politiquement coûteuse. Les enjeux sont importants des deux côtés. Cependant, puisque le hiatus entre la réalité de la « défense » dans une situation postguerre froide et les prétentions du grand capital et de l'industrie militaire demeurent considérables, l'idée qu'il y ait maintenant une flexibilité majeure dans la politique fédérale peut aider les mouvements sociaux et pacifistes, y compris le mouvement ouvrier, à s'unir dans le cadre d'une action politique combative pour la justice sociale. Les « dividendes de la paix » ne naissent pas spontanément : il faut qu'une reconversion soit imposée.

Changements et crise dans la classe ouvrière

Aux Etats-Unis, les coûts de la force de travail ont été réduits de façon spectaculaire pendant les années quatre-vingt à la fois par la suppression d'emplois et la diminution des salaires. Les salaires réels sont retournés au niveau de 1973 et même au-dessous, tandis que 1,2 millions d'emplois étaient perdus dans l'industrie entre 1973 et 1986. Harrison et Bluestone estiment que, en 1986, les entreprises payaient vingt-deux millions de dollars de moins de l'heure par rapport à 1973, alors que la production avait augmenté de 37% en termes réels. La productivité dans l'industrie est revenue vers le milieu des années quatre-vingt aux taux inconsidérables de l'après-guerre, à savoir environ 3% par an.

Une conséquence majeure de la restructuration de l'économie a été un déplacement vers les services et l'emploi temporaire avec une croissance constante des bas salaires. A la fin des années quatre-vingt, les travailleurs temporaires (*part-time*, à terme, etc.) constituaient un tiers de la force de travail. Les femmes représentent plus de deux tiers du travail temporaire et *part-time*. Les ouvriers immigrés et des minorités ethniques constituent le secteur le plus important dans le travail temporaire et dans les nouveaux services. Si l'on prend en compte les tendances mentionnées ci-dessus, on constate un déclin des revenus qui concerne les deux tiers des familles américaines, en dépit de l'augmentation des familles avec deux emplois et de la prolongation de la semaine de travail chez les ouvriers à plein temps. Pour les foyers où le seul revenu est celui de la femme, les conséquences ont été encore pires.

De plus, le réseau de l'assistance sociale, déjà très faible, a été durement frappé pendant les années quatre-vingt. Le nombre d'ouvriers au chômage touchant une allocation a chuté de 75% à la fin des années soixante-dix à moins d'un tiers à la fin des années quatre-vingt. Les dépenses pour la Sécurité sociale ont été massivement réduites et dès la fin de la décennie les démocrates libéraux ont introduit son système de paiement par les travailleurs eux-mêmes (*workfare*). Seule la crainte d'une carence de main-d'œuvre (par exemple, d'ouvrières touchant des bas salaires) a poussé à adopter une législation pour l'assistance aux enfants à partir de la fin des années quatre-vingt. La crise du système national de l'assistance publique a été le produit des réductions des dépenses gouvernementales, des privatisations, alors que l'augmentation des prix empêchait un nombre croissant de citoyens de bénéficier d'une assistance médicale décente.

Vers la fin de la décennie, la classe ouvrière s'est trouvée au milieu d'une crise sociale qui, en dépit de la croissance constante de l'économie, présentait toutes les caractéristiques d'une phase de dépression. Les conséquences de cette crise sont allées d'une diminution limitée du niveau de vie de beaucoup d'ouvriers à revenu moyen à un appauvrissement catastrophique et à une décomposition sociale au sein des communautés urbaines noires. L'arrivée massive de travailleurs immigrés a ajouté des tensions sociales énormes chez plusieurs communautés asiatiques et latino-américaines qui subissaient déjà les effets généraux de la crise sociale et de la chute des revenus.

Bref, la classe ouvrière a connu des changements considérables qui ont touché sa composition raciale et ethnique, sa structure familiale, les emplois de ses membres occupés, le double fardeau du travail féminin, le type et le lieu de travail dans beaucoup d'anciennes et de nouvelles industries, le niveau du revenu que l'on pouvait obtenir ou prévoir et les services sociaux dont les travailleurs pouvaient bénéficier. Ces tendances, ainsi que les pressions exercées par des forces économiques extérieures, ont provoqué des changements dans la politique et les organisations traditionnelles de la classe ouvrière d'après la Seconde Guerre mondiale.

La crise de la société urbaine et de la politique

En dépit du nombre croissant des gratte-ciel postmodernes dans le paysage de l'Amérique urbaine des années quatre-vingt, les villes des Etats-Unis ont progressivement glissé vers une crise économique, sociale et politique, qui allait bien au-delà des déficits budgétaires ou des scandales municipaux. L'ensemble des facteurs, qui sont à l'origine de la crise au sein de la classe ouvrière, ont eu leurs effets également sur des villes déjà confrontées au déclin industriel et à un malaise social profond dans les ghettos et les quartiers des immigrés. La crise de la société urbaine a été de plus en plus déterminée par des choix d'investissements qui étaient faits dans des bureaux lointains, à l'abri de toute influence politique locale.

Aux Etats-Unis, la croissance économique de l'après-guerre avait déjà créé une schizophrénie économique et sociale au sein des centres urbains et des banlieues. Même avant que la crise des profits ou la restructuration industrielle n'apparaissent à l'horizon, la décadence des villes avait été révélée de manière éclatante par les révoltes urbaines de la fin des années soixante. Les centres urbains étaient pauvres et de plus en plus peuplés par des Noirs et des Latinos. Dans les banlieues blanches, les conditions étaient bonnes ou du moins meilleures. Certes, les riches, les classes moyennes et la classe ouvrière avec sa stratification ethnique et raciale ont toujours habité des quartiers différents dans la plupart des villes. Mais aujourd'hui ils vivent dans des unités politiques différentes, avec des écoles, des services, des infrastructures et un système d'impôts distincts.

La dispersion internationale de la production et de la finance, ainsi que l'augmentation des services ont arraché le centre de plusieurs villes américaines à leur fonction traditionnelle dans le système économique nationale. Le clivage entre ce qui reste ou sur la base de choix politiques a laissé les centres-villes dans un état encore pire qu'avant. Quelques enclaves riches y demeurent, par exemple à Manhattan, Chicago ou San Francisco, dans la mesure où leurs destins sont encore liés à des fonctions de direction et d'administration des sociétés multinationales ou régionales. Mais le centre de ces fonctions s'est aussi déplacé vers les banlieues (avec ou sans industrie), vers d'autres régions ou à l'étranger. Alors que certaines banlieues ouvrières ont suivi le sort des centres-villes, la

plupart des banlieues demeurent des lieux relativement prospères, politiquement éloignés de la crise des quartiers centraux.

Aussi bien la politique à l'égard de la classe ouvrière que celle à l'égard des Noirs (toutes classes confondues) ont été remaniées avec la fin de la « ville keynésienne ». Le système d'assistance du New Deal et les programmes antipauvreté, créés pendant la période Kennedy-Johnson, sur lesquels se fondaient les anciennes municipalités et les coalitions transitoires (surtout noires) qui les ont remplacées, se sont désintégrés. La classe ouvrière blanche a été fragmentée géographiquement et politiquement dans les anciens quartiers urbains et les nouvelles résidences de banlieue.

Dans les deux cas, les vieilles formes de mobilisation politique et l'ancienne machine électorale des centres urbains, inégale mais multiraciale, souvent appuyée par les syndicats (entre 1936 et les années soixante) sont entrées en crise et ont disparu. Rien ne reste, ni les programmes d'assistance commune du passé, ni les anciennes coalitions politiques soutenues par la classe ouvrière blanche et noire dans un cadre politique commun (en dépit des inégalités et de la subordination aux intérêts bourgeois du Parti démocratique). Les pauvres et la classe ouvrière noire ont « hérité » de la plupart des espaces résidentiels des centres-villes. Souvent, ils sont devenus la majorité ou la majorité relative des électeurs.

La « ville keynésienne », née après la Seconde Guerre mondiale, et les coalitions politiques sur lesquelles elle s'était fondée, ont reçu leur coup de grâce sous Reagan, lorsque l'aide fédérale aux villes fut radicalement réduite. Dans la « ville néolibérale » des années soixante-dix et quatre-vingt, les centres d'affaires étaient prospères dans la mesure où le capital international les utilisait : les quartiers riches des *yuppies* se sont agrandis parallèlement à cette prospérité, alors que le reste de la ville était en proie à la destruction physique et à l'implosion sociale.

Dans de nombreuses villes, ce processus a été accéléré par une immigration massive en provenance d'Amérique latine et d'Asie. Dans la plupart des cas, ces nouveaux pauvres se sont disputés l'espace limité déjà occupé par les Noirs et par ce qui restait de la classe ouvrière blanche. Là où les nouveaux immigrés ont réussi à remplacer la sous-petite bourgeoisie noire, comme par exemple les Caldéens à Detroit et les Coréens à New York, de nouveaux conflits raciaux ont surgi. Cette lutte pour des espaces limités et des ressources diminuées (ainsi que pour les emplois et les revenus) entre l'« aristocratie » des nouveaux immigrés, les communautés des Latinos, des Noirs et les restes de la classe ouvrière blanche, a créé les conditions pour les vagues de violence raciale urbaine qui ont caractérisé les années quatre-vingt.

Cette conflictualité dans les espaces fermés des centres-villes a aussi été l'une des causes principales de la carence de logements. Si cette dernière est la conséquence de la crise sociale qui touche la classe ouvrière, elle est beaucoup plus grave dans les villes où la rénovation des bâtiments a fait grimper les prix des immeubles et des loyers, en jetant à la rue un nombre croissant de pauvres exclus du « marché ». Dans les villes côtières qui jouent un rôle financier important, ce processus d'exclusion a fortement limité les options spatiales de

la population pauvre. Dans le Centre-Ouest, la crise simultanée des fermes à condition familiale et la vague de fermeture des entreprises a produit une masse de dizaines de milliers de familles à la recherche d'un emploi et d'un logement, ce qui a exercé une pression encore plus forte sur les marchés immobiliers de certaines régions.

Les taux d'intérêt élevés ont restreint le marché des logements des classes moyennes, qui traditionnellement — au moins en principe — rendait disponible de vieilles maisons dans des quartiers traditionnellement habités par les pauvres. Aucune politique ne fut adoptée pour compenser ces « carences » du marché et créer des logements pour ceux qui sont en bas de l'échelle sociale. Le spectacle honteux d'administrateurs locaux, qui octroyaient de l'argent à leurs amis riches alors que le nombre de sans abri se comptait par millions, ou du Congrès, prêt à voter un budget de centaines de millions par an pour sauver les Caisses d'épargne en se plaignant en même temps des coûts prétendument exorbitants d'un programme national pour le logement, témoignent de l'état dans lequel est tombée la politique bourgeoise américaine.

Par effet de la fragmentation, de la dispersion et de la décadence de la vie urbaine, la classe ouvrière, aussi bien blanche qu'appartenant aux minorités, a perdu toute présence politique distincte (en dehors des réflexes de défense raciale) en disparaissant progressivement, dans sa majorité, de la scène électorale. L'expression politique de la classe ouvrière blanche a été submergée par le milieu social de la vie suburbaine et par la désorganisation des partis politiques qui a marqué la plupart des zones métropolitaines depuis les années soixante. La désorganisation et le rétrécissement de la base de masse fondamentale du Parti démocratique expliquent partiellement pourquoi ce parti a pu abandonner si facilement le libéralisme des réformes pour s'orienter vers le néolibéralisme de l'austérité.

Même avant la crise économique générale, la désorganisation de l'appareil de direction et de la politique des partis a débouché sur une période de « coalition » gestionnaire dans laquelle les organismes d'élite pour la planification ont commencé à prendre des décisions concernant les centres urbains, qui, jusqu'alors, relevaient des villes elles-mêmes. La « coalition » était toujours composée de l'élite capitaliste locale, des membres de la classe dominante au niveau national agissant dans la région, des leaders noirs considérés dignes de confiance et enfin, là où elles subsistaient, de quelques couches de leaders syndicaux. Durant sa phase montante (entre la fin des années soixante et le milieu des années soixante-dix), cette « coalition » prenait de préférence la forme d'une administration libérale blanche. Ensuite, les mairies noires ont essayé de garder le pouvoir de « planification » sur les villes, tout en laissant le pouvoir formel et les projecteurs des médias à une nouvelle génération de politiciens noirs (au détriment des radicaux blancs).

La formation de ces coalitions dans les années soixante prouve que la plupart de la bourgeoisie attribuait encore une grande importance aux centres urbains pour le développement du capitalisme. La transition de la ville à l'aire métropo-

litaine ou à la mégalopole et la dispersion de plusieurs activités productives dans les aires extra-urbaines ou rurales n'a pas changé la nature essentiellement urbaine du processus d'accumulation. La dispersion des activités productives était une solution viable grâce aux innovations technologiques et aux changements dans le système des transports qui reliaient les usines « rurales » avec les « centres des cerveaux » urbains. De plus, l'extension et la multiplication des services et les besoins de réseaux de transport et de communication du capital transnational non seulement exigeaient la concentration urbaine, mais imposaient aussi son expansion.

Les coalitions des élites ont essayé de sauver ou de transférer les districts centraux des affaires afin de préserver ou d'adapter le rôle de leur ville dans le cadre du nouvel ordre capitaliste international. Il n'y a pas eu de conspiration sur ce point. Grâce à leur pouvoir (qu'elles conservent dans une large mesure), ces coalitions se sont dirigées en même temps vers des forces économiques plus importantes et vers les réalités politiques locales, en essayant de les harmoniser en fonction des intérêts du capital local et régional. Dans la plupart des cas, elles ont accepté à contrecœur l'arrivée des politiciens noirs à la direction des mairies, mais ont collaboré avec eux pour réaliser leur projet de renouveau et de stabilité urbaine. Cependant, à l'exception des quartiers des affaires et de quelques autres projets, aucun plan de rénovation des centres-villes n'a été pris en considération.

Dans le vide économique et social créé par le capital et la politique métropolitaine néolibérale, une véritable politique noire s'est dessinée pour la première fois dans l'histoire américaine. A la fin des années quatre-vingt, on comptait neuf maires noirs à la tête des vingt villes les plus importantes du pays (il y en avait dix avant la mort de Harold Washington) et de trente-quatre villes avec une population supérieure à cinquante mille habitants. Dans la plupart des cas, les mairies noires ont vu le jour après le déclin non seulement des vagues insurrectionnelles urbaines mais aussi du vaste réseau d'organisations communautaires et de services sociaux des années soixante. Les communautés noires, sur lesquelles ces mairies s'appuient, ne possèdent plus la cohésion sociale de l'ancien ghetto, à cause de la destruction de la petite bourgeoisie noire et de la migration de ses membres professionnellement qualifiés vers d'autres quartiers noirs plus intégrés.

Là où existait une classe ouvrière noire stable et importante, comme par exemple à Detroit, Chicago ainsi que dans d'autres villes de la « ceinture de la rouille » (*rust belt*), les effets se sont enchaînés. Au cœur du ghetto il ne reste plus qu'une classe ouvrière appauvrie avec un nombre croissant de résidents au chômage permanent, une armée de réserve de force de travail dont personne ne semble avoir besoin.

Par conséquent, la base sociale des mairies noires était faible, sur le plan organisationnel, par rapport à l'« establishment blanc » et à ses concurrents des environs, qui demandaient de participer au partage des ressources des grandes agglomérations urbaines. Le résultat a été que, en dépit du pouvoir noir dans les mairies, la crise urbaine a touché de manière inégale les centres-villes et les zones périphériques.

La même constellation social a frayé le chemin à l'économie « informelle » (basée essentiellement sur le marché de la drogue) qui s'est développée dans un grand nombre de villes pendant les années quatre-vingt. Le phénomène de la drogue n'est pas nouveau pour les couches les plus démunies, mais son extension et ses conséquences économiques présentent des caractéristiques nouvelles. Dans certaines villes comme Los Angeles, Detroit et Washington, une partie significative de la population est aujourd'hui économiquement dépendante (directement ou indirectement) de la vente de la drogue pour atteindre un revenu régulier. Puisqu'il n'y a aucune source alternative de revenu, cette dépendance économique ne peut pas être brisée par la police ou à travers des programmes de réhabilitation des drogués.

De plus, ce trafic de stupéfiants est lié à une économie internationale de la drogue qui non seulement enrichit les narco-trafiquants, mais constitue aussi une source de revenu pour un grand nombre de pauvres de plusieurs régions du tiers monde, comme par exemple les paysans de la coca en Bolivie et au Pérou. Il s'agit d'une économie internationale qui se fonde beaucoup plus sur des nécessités (de revenu, non pas de drogue) que sur des désirs malsains. Dans ce contexte et au-delà des intentions, la « guerre contre la drogue » se transforme en un moyen supplémentaire de contrôle sur les pauvres (à l'intérieur et à l'extérieur) et n'est guère efficace pour arrêter le trafic international de la drogue.

Les administrations noires ont hérité non seulement ces incroyables problèmes sociaux, mais aussi le système traditionnel de gouvernement des villes américaines. Les appareils avaient disparu ou s'étaient réduits aux enclaves ethniques blanches, mais le système qu'ils avaient créé demeurait intact. Malgré tous les efforts de générations entières de réformateurs des services sociaux, de partisans du New Deal à la Roosevelt et de fonctionnaires actifs contre la pauvreté, le système américain d'administration des villes demeure sous la férule de la corruption institutionnalisée. La distribution de ressources financières par l'octroi de postes et de contrats lucratifs reste la pratique courante de la politique des municipalités. En fait, lorsque les maires noirs placent leurs associés dans les postes les plus importants et stipulent des contrats avec le capital noir qui les soutient, ils ne font rien d'illégal ou de nouveau.

Cependant, un tel système s'expose beaucoup à la corruption. Vu le pouvoir de l'argent gagné par la drogue dans plusieurs villes, il n'est pas du tout surprenant que l'économie « informelle » déborde les secteurs malfamés de la ville et commence à avoir une influence directe sur les campagnes électorales. Peu importe que les politiciens concernés soient des purs de cœur ou ne visent que leur intérêt personnel : le système implique le favoritisme, les magouilles et l'usage du pouvoir afin d'élargir la base politique.

La faiblesse sociale et politique croissante du ghetto noir pousse toute administration noire qui souhaite garder le pouvoir à se renforcer par le truchement de distributions de postes et des contrats généreux. C'est ainsi qu'on a assisté à la naissance d'une classe moyenne noire. L'importance de cette classe est directement liée à la durée d'une administration noire et à la dimension de la ville. Il s'agit d'une classe née au sein de la politique urbaine. Elle fait preuve

d'une loyauté noire, mais non pas à l'égard du ghetto dont ses membres souvent sont issus. Sa loyauté s'adresse plutôt aux administrations noires desquelles dépend son avenir. Mais, en suivant l'exemple des administrations noires elles-mêmes, la loyauté de la nouvelle classe moyenne noire s'adresse ensuite aux forces politiques appuyant les mairies noires : les coalitions des élites locales et, au niveau national, le Parti démocrate.

La crise actuelle du pouvoir urbain noir est donc liée à plusieurs éléments : 1) la nature extérieure des forces économiques décisives et, par conséquent, l'impossibilité de parvenir à une solution locale de la crise économique et sociale (y compris le problème de la drogue) ; 2) le système institutionnel corrompu de l'administration politique hérité par les maires noirs ; 3) la faiblesse sociale et le caractère artificiel de leur base politique ; 4) enfin, leur dépendance, en dernière analyse, des organisations locales et nationales de la classe dominante blanche.

Il n'y a rien de nouveau dans la vague actuelle de révélations de scandales, à l'exception du fait que des Noirs y sont impliqués. Il était inévitable que les secteurs de l'Amérique blanche, méprisant les Noirs, les découvrent ; il suffisait d'y faire attention, car la corruption est l'essence de la politique municipale américaine depuis plus d'un siècle. Si on ajoute à cela le cynisme qui découle de l'incapacité à soigner un tant soit peu la crise de plus en plus profonde du ghetto, alors on peut comprendre pourquoi la corruption devient une tentation tellement forte. Dans certains cas, la recherche a été difficile : dans le cas du maire de Washington, Marion Barry, les choses ont été plus simples.

Cela ne veut pas dire que tout maire noir tombera dans le piège inhérent au système américain de l'administration municipale. Mais la combinaison de la faiblesse de leur base sociale avec la nature du système américain de gouvernement des villes explique pourquoi certains leaders noirs, y compris ceux qui ont un passé et qui sont soutenus par des mouvements de gauche, ont fait ce que les politiciens blancs font depuis des générations.

Toutefois, la crise actuelle de la politique urbaine ne découle pas des scandales dont les médias sont tellement gourmands, mais de l'holocauste social très profond qui en constitue l'arrière-plan. La vraie crise réside d'une part, dans la destruction de l'ancien ghetto et dans la désagrégation des communautés pauvres et de la classe ouvrière noire par les forces économiques et les décisions de la politique nationale, d'autre part, dans l'incapacité des directions noires à mener une autre politique. Le groupe dirigeant qui s'est formé dans la période du mouvement pour les droits civiques a épuisé sa force créatrice, aussi bien à cause du travail de Sisyphe mené au sein des administrations des villes en ruine qu'à cause de l'absence d'un mouvement de masse comparable à celui dans lequel il s'était formé.

Jesse Jackson a affronté ce dilemme de telle façon que la communauté noire dans son ensemble s'est identifiée avec lui. La politique qu'il proposait n'avait rien à voir avec les pratiques cyniques des politiciens rompus au compromis avec des forces plus puissantes. Le message de Jackson était celui de bâtir un nouveau pouvoir capable de combattre ces forces. La coalition arc-en-ciel gagnait de l'influence puisqu'elle proposait une nouvelle alliance plébéienne qui, en

utilisant les armes du mouvement social, briserait les barrières de la politique nationale et imposerait la solution des problèmes urbains comme une tâche prioritaire.

Le populisme de Jackson était exactement le contraire de la politique urbaine au jour le jour. La politique noire pouvait à nouveau se combiner avec une stratégie d'alliance visant à reconstituer l'ancienne coalition du New Deal sur des bases politiques beaucoup plus audacieuses. L'orgueil de race pouvait s'affirmer en remplaçant à la fois la mentalité de groupe assiégé de la classe moyenne noire et le désespoir des pauvres, car c'était un leader noir qui montrait à toute l'Amérique plébéienne la voie pour sortir de la crise. On pouvait garder l'espoir, car il y avait un programme et une direction capable de lui donner une substance politique.

Si Jackson et l'espoir qu'il a engendré demeurent un élément important de la scène politique, surtout s'il décide de se représenter aux élections de 1992, le contenu de la stratégie de Jackson n'a pas été réalisé. Vu le contexte général, cela était impossible. Le projet de lancer la coalition arc-en-ciel comme une force politique de masse, ce qui constituait l'aspect organisationnel de cette stratégie, a été clairement abandonné et remplacé par une opération de style beaucoup plus traditionnel au sein du Parti démocrate. La mobilisation de masse, que l'on avait projetée, s'est réduite à l'enregistrement des ayants droit au vote.

L'argument, selon lequel Jackson n'aurait pu ni polariser l'attention ni obtenir une large influence de masse s'il n'avait pas lancé sa campagne dans le cadre du Parti démocrate, est sans doute valable. Mais le fait que sa croisade s'enlisa prouve que, dans ce cadre, aucune organisation de masse n'aura jamais de chances. Les pressions des membres « normaux » du Parti démocrate et la tentation d'agir comme les autres politiciens (bien qu'avec un programme différent) afin d'être « pris au sérieux », ont fait échouer le projet. Pour donner à la stratégie de la coalition arc-en-ciel l'espace qui lui aurait permis de se développer, il aurait fallu créer un mouvement de masse et rompre avec le Parti démocrate.

Les démocrates et l'impasse politique nationale

La crise de la politique urbaine et l'incapacité de Jesse Jackson à construire une véritable coalition arc-en-ciel dans le cadre du Parti démocrate reflètent l'impasse qui a marqué la politique aux Etats-Unis pendant plusieurs années.

La « révolution reaganienne », qui en réalité avait déjà été amorcée sous l'administration Carter, s'est limitée, après tout, à favoriser l'adaptation aux forces du nouvel ordre économique international. La *deregulation*, la paralysie de certaines organisations de protection telles que EPA et OSHA, le recul des initiatives sur le terrain de la lutte antirasciste et pour la libération des femmes, le « nouveau fédéralisme » qui a obligé les Etats à mener leurs propres programmes d'austérité, la détaxation des hauts revenus : tous ces éléments ont ouvert les portes au marché.

Il faut ajouter à ces mesures l'accord de libre commerce entre Etats-Unis et Canada réalisé par Reagan et Bush et la proposition d'un accord similaire avec le Mexique. En stimulant la création de marchés à l'échelle internationale, les Etats-Unis se sont orientés vers une *deregulation* globale dans le cadre du GATT.

Le paradigme de la politique sociale des démocrates, vieux de cinquante ans, le keynésianisme, n'a pas grand chose à dire à l'époque des marchés globaux et des multinationales qui agissent en dehors de tout contrôle national. Ses recettes sont devenues inefficaces et sa théorie n'est plus considérée comme un remède valable pour le capitalisme. Faute d'une théorie de rechange, les démocrates ont fait preuve, depuis la fin des années soixante-dix et pendant toutes les années quatre-vingt, d'une paralysie et d'une grande confusion programmatiques.

A l'origine de cette crise des démocrates il n'y a pas une disparition d'objectifs libéraux traditionnels. L'administration conservatrice a laissé en héritage une montagne de problèmes économiques et sociaux qui s'aggravent et demandent une solution. Il n'y a pas non plus une absence de ces expérimentations au niveau local et des Etats, qui normalement ont précédé des projets nationaux, comme dans le cas du New Deal. Mais les mesures industrielles de l'Etat, sur le terrain industriel, ont eu des résultats auxquels on ne s'attendait pas et qui ont provoqué des crises.

Sans doute, la principale conséquence a été d'exercer une forte pression sur les budgets locaux et les Etats, ce qui a reproduit au niveau des Etats le processus de création de la dette fédérale. Cependant, tandis que le déficit fédéral devenait de plus en plus évident, les effets de la politique industrielle des Etats ne sont apparus au grand jour que dans les dernières années. Dans un Etat après l'autre, des années de réductions fiscales, des contrats favorisant les industries et des concessions illégales aux entreprises, ont empêché le financement de programmes sociaux.

De plus, puisque tous ces programmes visaient la promotion des investissements privés, l'éthique de la concurrence est devenue une partie importante de la politique industrielle du Parti démocrate, ainsi que l'exaltation du marché pour les républicains. De même que dans l'industrie privée, dans le secteur public, les investissements locaux attribuaient une place de moins en moins importante aux programmes sociaux. Ainsi, le libéralisme social d'un Kennedy, d'un Cuomo ou d'un Dukakis a été englouti par leur néolibéralisme en matière de politique économique.

La participation bien connue de la plupart des démocrates à la politique médiatique dominée par l'argent, ainsi que les contributions des entreprises au parti, sont d'autres éléments qui expliquent la priorité donnée à une politique de marché plutôt qu'à des programmes sociaux. Par conséquent, alors que le système national de la santé connaît une crise aussi importante que celle des Caisses d'épargne, pour surmonter celle-ci on trouve des fonds, tandis qu'en ce qui concerne la première, on explique qu'elle doit être étudiée plus attentivement. Même les porte-parole des lobbys de l'AFL-CIO se plaignent au Congrès de

l'absence de véritables mesures législatives dans les domaines de l'assistance médicale nationale et de la reconversion industrielle.

On pourrait tracer toute une série de tendances économiques et sociales vers un nouvel ordre économique international, mais le système de la santé aux Etats-Unis (dans laquelle il faut inclure la montée et l'acceptation de nouvelles maladies d'origines différentes telles que le SIDA et le Carpal Tunnel Syndrome) présente des caractéristiques quasi uniques dans le cadre des pays industriels développés. L'explosion des coûts pour les soins médicaux (les prix des services médicaux ont augmenté de 250% depuis 1970) et la négligence consciente à l'égard des problèmes de la santé et des nouvelles épidémies qui menacent la vie ont une portée politique nationale. Dans le cas du SIDA, l'homophobie confère un aspect idéologique aux arguments des représentants du pouvoir qui se limitent à prêcher l'abstinence et l'usage des préservatifs.

De son côté, la recherche médicale a diminué, dans l'ensemble des dépenses globales pour la santé, de 2,6% en 1970 à 1,8% en 1986. Evidemment, on peut toujours invoquer le déficit fédéral pour justifier l'incapacité à faire face sérieusement à ces problèmes. Mais il s'agit là d'un cas exemplaire, car il est évident qu'une politique sociale de santé nationale, combinée avec la recherche et la prévention, aboutirait à une réduction des coûts.

Puisqu'au Parlement ils sont apparemment à l'abri de l'opposition républicaine et jouissent d'une majorité sûre au Sénat, les démocrates seraient censés faire preuve de beaucoup plus d'initiative dans le cadre du Congrès. Cependant, ils agissent comme des otages des républicains, qui possèdent un double avantage : le droit de veto présidentiel et le déficit fédéral. Les lois sont élaborées de façon à éviter le veto et à attirer des voix. Par conséquence, même avant d'être présentées au Congrès elles risquent d'être vidées de toute substance. Seules les lois qui doivent faire face à ce qui, selon le capital, représente un danger de carence de main-d'œuvre (par exemple, dans les crèches), ont quelques chances d'être approuvées et, si elles le sont, de trouver des financements. Les radicaux à toute épreuve montrent leur héroïsme par des actes de courage bon marché tels que l'opposition à l'interdiction constitutionnelle de brûler le drapeau national.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y ait pas de différence entre la majorité des démocrates du Nord et leurs collègues républicains. Ils maintiennent leur radicalisme dans plusieurs domaines sociaux, comme par exemple les droits civiques et le droit à l'avortement. Il va sans dire que cela peut avoir une certaine importance lorsque ces droits sont remis en cause. Cependant, les démocrates ne sont pas unis pour revendiquer le financement du droit à l'avortement, encore moins de programmes plus larges concernant le droit à la libre reproduction. Leur radicalisme social résiduel demeure prisonnier de l'orientation conservatrice qu'ils adoptent sur le plan fiscal chaque fois qu'il s'agit de traduire l'affirmation abstraite des droits dans des mesures concrètes pour favoriser les pauvres.

Dans le système gouvernementale américain, une paralysie de l'activité du président ou du Congrès est facilement surmontable : il suffit d'attribuer au

même parti le contrôle des deux chambres, comme en 1932 et en 1960. Cependant, les démocrates semblent avoir raté l'occasion de conquérir la Maison-Blanche, même s'ils ont été capables de garder le contrôle du Congrès. Ils ont créé eux-mêmes ce dilemme.

Tout d'abord, ils ont pris l'habitude de gagner des sièges en encourageant les abstentions, en évitant les vrais problèmes et en finançant leurs campagnes avec l'argent des grandes groupes capitalistes. Cela rend difficile (sinon dangereux) de renverser le processus à l'occasion des présidentielles. De plus, la division des électeurs ouvriers traditionnels entre villes et banlieues a entraîné une désagrégation et une démobilisation de la coalition électorale des démocrates née à l'époque du New Deal.

La ville, qui a été à une époque le terrain principal de ce bloc électorale, a perdu aujourd'hui beaucoup de son importance à la faveur des zones suburbaines, dans lesquelles l'électorat des classes moyennes joue un rôle disproportionné à sa force réelle. La schizophrénie géopolitique américaine entrave les efforts des démocrates pour retrouver une majorité électorale à l'échelle nationale. Jusqu'à ce que l'électorat soit dominé par les 2/5 plus aisés de la population adulte, les républicains continueront à gagner tous les quatre ans leur marathon médiatique national.

D'autre part, l'argent des entreprises, qui afflue dans les caisses des démocrates lors des campagnes électorales, les a convaincus de prendre en considération les limites à la dépense imposées par la situation économique. La prise du capital sur le processus politique est devenue tellement forte non seulement à cause de ses contributions aux campagnes électorales, mais aussi à cause des restrictions multiples imposées par les priorités du capital international et ses pillages sur les budgets locaux, des Etats et fédéraux. Partiellement favorisées par les réductions fiscales qui sont l'une des causes du déficit fédéral, les sociétés ont augmenté leur taille et leurs ressources en amplifiant leurs perspectives. Elles font du chantage non seulement en exploitant l'argument du déficit, mais aussi en utilisant la menace de la mobilité que le déficit lui-même avait contribué à financer. Il ne s'agit pas simplement d'une menace de « grève du capital ». Pendant les deux dernières décennies, elles ont « fait la grève » plusieurs fois, soit en transférant le capital ailleurs soit en l'investissant dans la spéculation. Les politiciens chargés de nettoyer les déchets ont entendu la leçon.

Si les paramètres économiques de l'impasse politique et de la paralysie du Parti démocrate apparaissent très contraignants, le contexte social et politique apparaît extraordinairement fragile. Après tout, l'édifice ne se fonde que sur une minorité de l'électorat, dans lequel un nombre croissant de personnes ne s'identifie plus ni avec l'un ni avec l'autre parti. Dire que la coalition traditionnelle des démocrates n'a plus d'avenir ne signifie pas qu'aucune autre force politique, capable de susciter une mobilisation de masse de type nouveau, ne puisse surgir et relancer le jeu. On ne peut envisager qu'avec inquiétude l'émergence éventuelle d'un « réaligement blanc » néofasciste à base populaire autour de la droite évangélique qui pourrait briser, avec son élan, le bloc républicain.

Les deux campagnes de Jesse Jackson se fondaient sur une prise de conscience de la fragilité des pratiques électorales actuelles. Comme nous l'avons déjà souligné, Jackson représentait la perspective d'un soulèvement plébéien multiracial qui aurait pu ramener les démocrates au gouvernement sur la base d'un programme populiste. L'appel de Jackson à ceux qui ne votent pas était explicite. L'enregistrement aux bureaux de vote était un élément clé de sa stratégie, mais au fond, c'était le message populiste qui amenait les pauvres noirs et blancs à voter.

Bien qu'obligés de le respecter après ses succès lors des primaires, les élus et les notables du Parti démocrate n'étaient pas convaincus qu'il fallait l'appuyer. Au centre de leur politique demeurerait la conquête des cœurs et des esprits des couches relativement riches. Occasionnellement, ils pouvaient déployer une rhétorique populiste, en général en matière de protectionnisme commercial, afin de gagner le vote de monsieur tout le monde, ce qui nous donne une idée de l'attitude de ces gens envers les électeurs ouvriers. Mais la substance de leur politique consiste toujours à se montrer responsables en matière fiscale.

L'incapacité de Jackson à mobiliser les leaders blancs était liée à la nature contradictoire des forces noires organisées au sein du parti. L'orientation de la politique urbaine noire ne contribuait certainement pas à provoquer une révolte contre la direction du parti. La faiblesse de la base sociale des administrations noires dans les villes favorisait plutôt une attitude loyale de la plupart des administrateurs noirs à l'égard du parti à l'échelle nationale, sinon de toute sa direction, dans l'espoir d'être aidés dans le cas d'une entrée des démocrates à la Maison-Blanche. Ils pouvaient être plus ou moins d'accord pour exercer des pressions sur le parti, mais ils agissaient aussi comme une force visant à orienter Jackson plutôt vers les notables noirs (et blancs) que vers les pauvres. L'argument selon lequel leurs supporters (les Noirs urbanisés) représentaient la base démocrate la plus fidèle, se retournait contre eux. En effet, il amenait à conclure qu'il fallait essayer de gagner les voix de ceux qui ne représentent pas cette base, à savoir les fameux « voix oscillantes » de l'électorat blanc.

Dès que Jackson a commencé à s'acheminer de plus en plus clairement dans la voie du compromis à l'intérieur du parti, l'espoir qu'il continuerait à suivre son projet originel s'est épuisé. Cela ne veut pas dire qu'il abandonnera son programme populiste ou qu'il cessera de représenter un message d'espérance pour le ghetto. Cependant, reste le fait qu'il a bloqué tout chemin organisationnel qui concrétiserait ce programme et ce message, c'est-à-dire le chemin d'une alliance arc-en-ciel organisée. Il devient tout à fait clair qu'il n'a aucune intention de rompre avec le parti auquel il a donné son adhésion totale.

La rupture de l'impasse politique ne viendra pas de l'intérieur du système du bipartisme. Elle aura besoin d'une force gigantesque provenant de l'extérieur, voire d'un soulèvement social de masse. Il est difficile de prévoir si cela débouchera sur la répétition du cycle américain mouvement social de masse — nouvelle génération de politiciens radicaux — sauvetage des démocrates ou si l'on débouchera sur la création d'une nouvelle force politique basée sur les

mouvements de masse. Ce qui est certain c'est que les politiciens d'aujourd'hui ne céderont pas à la tactique de pression traditionnelle.

Les socialistes des Etats-Unis n'ont pas la force pour créer un nouveau parti politique, mais nous pouvons contribuer à sa naissance en appuyant tous les efforts authentiques et progressifs vers une action politique indépendante qui se sont déployés dans la période actuelle.

Il ne faut pas oublier que, dans la mesure où les partisans outranciers du « libre commerce » franchissent un pas en avant important vers la création d'un marché commun « du cercle polaire à la Tierra del fuego », les tendances à l'austérité et la décomposition sociale seront accélérées. Il est impossible de prévoir avec précision les traits de la dislocation économique qui découlerait d'un tel mouvement, mais il est certain que les effets négatifs sur la classe ouvrière, les villes et plusieurs régions du pays seraient énormes. En particulier, cela impliquerait une décomposition encore plus forte du réseau de la protection sociale et un déclin de la force des syndicats.

Dans ce contexte, on peut quand même concevoir une certaine rupture de la paralysie politique et électorale actuelle. Une alternative de gauche étant inexistante, la polarisation des deux partis entre un pôle pour le libre commerce et un pôle protectionniste pourrait certainement produire une recomposition électorale, à savoir un transfert des voix ouvrières et des classes moyennes vers les démocrates dans l'espoir de défendre les conquêtes économiques qui subsistent. Le potentiel réactionnaire « nationaliste chauvin » d'une telle polarisation autour du protectionnisme et de tout ce que le racisme peut entraîner avec lui (en dépit de l'appui des Noirs au protectionnisme commercial) est effrayant. Le sentiment populiste qui existe aujourd'hui dans l'électorat se réduirait à sa pire composante nationale chauvine.

La gauche, y compris ses regroupements électoraux indépendants qui existent aujourd'hui à l'état embryonnaire (le membre du parlement Sanders de tendance socialiste, le Wisconsin Labor Farm Party, le New York Unity Party, le PA Consumer Party, etc.), doivent développer une position claire, inspirée des critères d'un programme de transition, aussi bien sur l'accord entre les Etats-Unis et le Mexique que sur la question plus générale d'un marché commun au niveau de l'hémisphère, une position qui ne prône ni le protectionnisme ni le libre commerce. Un tel programme devrait souligner l'importance de la protection sociale et de la création d'emplois, non pas revendiquer des restrictions au commerce. Les impôts, qui actuellement ont l'effet de pousser aux investissements directs à l'étranger, devraient être perçus sur les profits et sur les revenus des investissements outre-mer. On devrait prôner à nouveau la commercialisation des produits agricoles par les coopératives.

Toutefois, le développement d'une pratique internationaliste au niveau syndical et politique est plus important que les programmes législatifs. Nous devons nous préparer à travailler concrètement avec toutes les forces progressistes disposées à combattre les effets du libre commerce, tout d'abord au Canada et au Mexique. Au niveau politique, la revendication de l'annulation de la dette du

tiers monde prend une signification nouvelle pour les militants politiques aux Etas-Unis et au Canada. L'annulation de la dette ne représente aucune garantie de développement, mais constitue la condition nécessaire pour toute amélioration des conditions de vie en Amérique latine et dans les Caraïbes.

Vue la faiblesse de la gauche politique dans les trois pays, la plus grande chance pour une action unitaire se trouve dans les mouvements syndicaux de base. De ce point de vue, les développements récents dans le mouvement ouvrier mexicain sont extrêmement importants car ils représentent un pas en avant vers un mouvement syndical indépendant. Comme dans la plupart des pays, la possibilité d'une solidarité et d'une action ouvrières internationales ne réside pas dans les contacts officiels entre les directions et les appareils bureaucratiques, mais plutôt dans les liaisons entre les regroupements et les mouvements de base au-delà des frontières et au sein de chaque mouvement ouvrier national.

Le mouvement ouvrier en crise

Les organisations bureaucratisées se fondaient essentiellement sur un ensemble d'institutions dépendantes du bon vouloir des patrons et d'une interprétation libérale de la législation du travail. La crise économique et l'internationalisation des années soixante-dix et quatre-vingt ont fait disparaître ces conditions et provoqué la démobilisation des syndicats, qui ont accepté de plus en plus les exigences des patrons. A partir de la moitié des années quatre-vingt, les concessions en matière de salaires et de profits on fait tâche d'huile dans toutes les branches industrielles et se sont poursuivies dans les années suivantes. Plusieurs institutions de négociation collective ont été entamées ou dissoutes.

Depuis les années cinquante, les travailleurs syndiqués ont connu un déclin par rapport à l'ensemble de la force de travail, mais ce n'est qu'à partir de la fin des années soixante-dix que cela s'est traduit par une diminution en termes absolus du nombre d'inscrits. Si les transferts vers les services explique le déclin proportionnel, la diminution en termes absolus est le résultat du nombre croissant de secteurs non syndiqués dans pratiquement toutes les branches industrielles. La sous-traitance est devenue l'une des causes principales de ce déclin pendant les années quatre-vingt et demeure un moyen stratégique du capital pour baisser les coûts de la force de travail.

A la fin de la décennie, les membres des syndicats ne constituaient plus que 10% de la force de travail du secteur privé, ce qui revient au même niveau que dans les années vingt. Seuls les syndicats du secteur public ont pu conserver leur base au cours des années quatre-vingt. Cependant, cette situation est menacée par la croissance des privatisations dans presque tous les secteurs des services publics, une tendance qui s'accélénera certainement dans la décennie actuelle.

La bureaucratie syndicale se trouve confrontée à l'alternative de reculer sur toute la ligne ou d'accepter les règles du marché afin de défendre les emplois des travailleurs les plus âgés. Les programmes de coopération à la restructuration des

entreprises ont fait leur entrée dans la plupart de l'industrie et commencent à envahir le secteur public et celui des services. Dans l'industrie cela s'est traduit par une accélération dramatique des rythmes de travail, qui a entraîné une épidémie d'accidents et de maladies. Dans les entreprises et dans les bureaux, l'accélération des rythmes et l'introduction de nouvelles technologies a provoqué des maladies (dues surtout à la monotonie du travail) dont le pourcentage a triplé vers la fin des années quatre-vingt.

En combinaison avec la sous-traitance, les schémas de coopération entre les travailleurs et les managers, visant à sauvegarder des emplois des travailleurs plus âgés, ont contribué au développement d'une force de travail à deux niveaux dans les industries où ces phénomènes n'existaient que marginalement. Le nouveau deuxième niveau sera presque certainement composé dans une très grande proportion de femmes et d'ouvriers des minorités ethniques. S'il est accepté par les syndicats, un tel changement ne peut que remettre en cause la base du syndicalisme industriel en faveur du « syndicalisme d'entreprise ».

Une résistance à la base a marqué chaque phase de recul dans les années quatre-vingt, mais dans la plupart des cas elle a été écrasée ou contrôlée. Des grèves débouchant sur la perte de l'emploi, à cause du remplacement des grévistes, sont réapparues après une absence de presque cinquante ans. Les statistiques indiquant un bas taux de chômage cachent un large surplus de chômeurs aussi bien dans les villes que dans les campagnes, ce qui a été la conséquence de l'utilisation des briseurs de grève (comme par exemple chez Phelps Dodge dans le Sud-Ouest, chez Hormel dans le Minnesota rural ou encore dans le cas du quotidien *Chicago Tribune*). Le nombre des grèves a aussi considérablement baissé.

Dans ce contexte nouveau, l'organisation est devenue difficile même dans les secteurs économiques non exposés à la concurrence. La prévision selon laquelle les années quatre-vingt marqueraient une montée impétueuse de la syndicalisation des employés s'est révélée fautive. Les tentatives d'organisation coordonnée faites dans certains endroits (par exemple à Huston, Baltimore), de même que des tentatives à l'échelle nationale (Beverly and Blue Cross-Blue Shield), ont échoué ou n'ont obtenu que de faibles résultats. Il y a eu des victoires importantes comme à Yale et à Harvard, mais, ainsi que dans la plupart des autres secteurs de l'économie, la proportion des travailleurs syndiqués dans les services a décliné pendant les années quatre-vingt.

Cependant, la défaite des formes d'organisation et des grèves traditionnelles a aussi amené, au début de la décennie, à une plus large expérimentation des tactiques de résistance. Les « stratégies de l'intérieur » (*inside strategies*), les campagnes d'entreprise (*corporate campaigns*), les coalitions de travailleurs communautaires, les comités de solidarité intersyndicaux, les nouvelles formes de mobilisations des membres et de soutien des grèves ainsi que la désobéissance civile de masse sont apparues dans un nombre important de grèves, parfois gagnées et parfois perdues, pendant toute la deuxième moitié de la décennie. A partir de la fin des années quatre-vingt, un nouvel esprit combatif s'est manifesté à la base de plusieurs syndicats. Très significative, à cet égard, a été la lutte de

Pittson, en 1989, qui a connu la plus importante « grève sauvage » depuis le début des années soixante-dix et a été l'un des mouvements les plus importants de désobéissance civile depuis le mouvement des années soixante. En 1989, les travailleurs de Boeing, Pittson, Eastern, de plusieurs « Baby Bells », des écoles de Los Angeles et des hôpitaux de New York sont descendus dans les rues et le nombre des grèves a commencé à remonter.

Mais la fin des années quatre-vingt a connu aussi, dans le mouvement ouvrier, deux phénomènes, qui vont au-delà de l'augmentation des actions militantes et novatrices. Une partie significative de la bureaucratie syndicale « d'affaires » s'est orientée vers la coopération avec les patrons conçue comme une stratégie impliquant la concurrence parmi les travailleurs et la conservation de l'emploi par l'augmentation de la productivité, la limitation des prérogatives syndicales en matière de travail, des concessions ou des conquêtes salariales modestes, et une force de travail à deux vitesses dans les secteurs qui auparavant étaient organisés selon les critères du syndicalisme industriel. Les reculs pragmatiques ont laissé la place à une nouvelle idéologie des relations de travail qui se préoccupe de contrecarrer la concurrence interne et étrangère. Autrement dit, le syndicat devrait se plonger lui aussi dans le marché.

Au-delà de la résistance croissante des années quatre-vingt, on a assisté aussi à la naissance d'une nouvelle tendance de base contre l'abandon des revendications ouvrières traditionnelles pour favoriser les patrons. On peut dégager cette tendance de différentes luttes et expériences : des grèves gagnées et d'autres perdues, des mouvements de réforme au sein des syndicats, une opposition à la politique étrangère des Etats-Unis et de l'AFL-CIO, des mobilisations sociales des travailleuses et des ouvriers appartenant à des groupes nationaux minoritaires, des campagnes de solidarité au niveau local et international. Tout en n'ayant pas un programme clair ou commun, ces luttes ont exprimé une orientation qui considère que les intérêts du travail et du capital sont conflictuels et que les syndicats doivent mobiliser leurs membres et élargir les luttes contre les patrons. Cette tendance rejette les normes du syndicalisme bureaucratique traditionnel ainsi que ses tendances plus récentes à la coopération.

Les exemples les plus représentatifs de ce cours nouveau sont le New Directions Movement (NDM) (Mouvement pour des nouvelles directions) dans le United Auto Workers (UAW) et le Teamsters for a Democratic Union (TDU) chez les camionneurs. Chacune de ces organisations a ses origines dans un grand nombre de luttes sur les lieux de travail, lors des campagnes pour les contrats et d'autres initiatives de base. Ces expériences ont souligné la nécessité d'établir un pouvoir des militants de base par des méthodes démocratiques. Elles ont rejeté les concessions et les schémas coopératifs en essayant en même temps de proposer des alternatives. Mais, surtout, elles ont fourni aux activistes de base un cadre organisationnel dans lequel les idées, les orientations tactiques et les pratiques ont pu se développer, ce qui aurait été beaucoup plus difficile dans le cadre d'un réseau plus large mais moins militant.

Le TDU, qui a été fondé en 1976, a aidé à briser une politique despotique et de corruption à travers une campagne de plusieurs années contre une direction

vendue aux patrons et même prête à piller les fonds des retraites et des caisses d'assistance. Le tournant s'est amorcé en 1988, lorsque le TDU a coalisé de larges forces pour rejeter la plupart des contrats nationaux stipulés par la direction. Ces désaveux de masse ont préparé la base pour arracher l'une des principales revendications du TDU, à savoir le droit de décider à majorité simple lors des contrats.

Dans le UAW, la naissance du New Directions Movement (NDM) est le produit de la résistance aux concessions, aux nouveaux schémas coopératifs et aux conditions intolérables qui s'étaient créés. L'élection de Jerry Tucker à la direction de la Région 5, en 1988, a lancé le mouvement (de même que les campagnes de Tucker et Don Douglas, dans les Régions 1 et 1B, en 1989). La défaite électorale de ces campagnes n'a pas détruit le NDM, car les conditions qui l'avaient engendré, demeurent au sein des industries représentées par l'UAW. Lorsque Chrysler et General Motors ont annoncé la fermeture de plusieurs usines en violation du contrat, l'incapacité de la direction du syndicat est apparue plus clairement. La fraction du comité administratif du UAW a essayé d'étouffer le débat et d'étendre son organisation au niveau local afin de limiter l'influence du NDM, mais ce dernier s'est maintenu pendant les négociations pour les contrats de 1990.

Dans plusieurs syndicats, des sentiments et des propositions similaires à ceux qui animent le TDU et le NDM n'ont pas encore trouvé une expression organisée au niveau national. Plus souvent, ils se sont traduits dans la formation de réseaux ou de coalitions de dirigeants locaux, comme, par exemple, dans les syndicats des postiers et dans le syndicat de l'industrie du papier. Dans quelques cas, cette tendance a trouvé des dirigeants à un niveau plus élevé des structures syndicales elles-mêmes, comme chez les travailleurs du pétrole, de la chimie et de l'industrie atomique, ainsi que, sous certains aspects, dans l'United Auto Workers. Mais en général, les réseaux et les comités populaires se révèlent insuffisants à long terme. Les organisations de base fournissent une force plus puissante et durable pour le changement et créent les conditions pour les conquêtes futures, par exemple en organisant ceux qui ne le sont pas.

Cette tendance est de plus en plus influencée par les événements et par des mouvements sociaux au niveau international. Les événements en Europe de l'Est, au Mexique, en Afrique du Sud et en Asie stimulent, chez beaucoup de militants, une nouvelle façon de penser qui ouvre la possibilité d'une perspective véritablement internationaliste. Le battage énorme sur la « fin du socialisme » n'a pas produit beaucoup de démoralisation dans les rangs d'une classe ouvrière qui n'avait jamais adhéré au « socialisme ». D'autre part, la fin de la guerre froide réduit la possibilité d'une chasse aux sorcières.

Aujourd'hui, cela ne peut pas mettre les idées socialistes au centre des préoccupations du mouvement ouvrier américain ; toutefois, les mutations soudaines que le monde est en train de connaître, notamment la demande universelle d'une véritable démocratie, une demande qui traverse à la fois les sociétés bureaucratées et les pays du tiers monde, est une source d'inspiration

pour la classe ouvrière de notre pays. Notamment, la naissance de mouvements ouvriers indépendants dans plusieurs pays « en voie de démocratisation » peut stimuler les « dissidents » ouvriers et d'autres forces qui suivent cette nouvelle tendance dans les syndicats des Etats-Unis.

Des événements nationaux ont aussi une influence positive sur cette nouvelle tendance dans le mouvement ouvrier. Sur le plan programmatique, le cours conservateur est à bout de souffle et l'administration Bush ne peut qu'aller à la dérive. D'autre part, la campagne de Jesse Jackson et ses idées populistes ont eu une grande influence aussi bien sur les ouvriers noirs que sur les ouvriers blancs. De plus, la référence au thème des droits démocratiques a donné une nouvelle légitimité au modèle de la désobéissance civile reprise du mouvement des années soixante.

Elle a donné aussi un élan nouveau à des idées tactiques et stratégiques concernant les alliances nécessaires entre le mouvement ouvrier et les mouvements communautaires ou sociaux afin d'atteindre des buts multiples : gagner des grèves, lutter contre les privatisations, arrêter et empêcher la diffusion de la drogue dans la classe ouvrière et dans les quartiers des minorités ethniques, résister contre la destruction des services sociaux au niveau local, expérimenter des formes nouvelles d'action sociale (pas forcément indépendantes). Ceux qui se réclament du socialisme, en dépit de leurs appréciations sur telle ou telle autre action ou initiative, doivent reconnaître leur potentiel positif, pour la classe ouvrière et les communautés opprimées, dans une période d'expérimentation.

Aujourd'hui, cette nouvelle tendance de base dans les syndicats est encore trop faible pour remporter des victoires décisives contre les patrons et au sein des structures syndicales. Cependant, ses idées, son caractère offensif, sa capacité d'apparaître à certaines occasions et sa croissance ne peuvent que mener vers un affrontement politique à l'intérieur du mouvement ouvrier, surtout si la situation économique de la classe ouvrière se détériore davantage et si l'orientation collaborationniste des bureaucraties syndicales se démontre inefficace pour défendre l'occupation. Dans l'immédiat, une récession peut étouffer la combativité contre les patrons, mais ne peut pas renverser une tendance interne qui est née comme réaction au déclin du pouvoir des syndicats et à ses difficultés.

Un renversement du déclin du mouvement ouvrier, comparable à celui qui propulsa en avant le CIO dans les années trente, demanderait une accélération du mouvement parmi les inorganisés, qui peut être le résultat soit d'une action officielle soit de quelques expériences au sein de la classe ouvrière, comme par exemple celles des Black Workers for Justice en Caroline du Nord ou de la Mujer obrera au Texas. L'expérience prouve que, si l'on veut avancer dans le processus d'organisation, il faut donner aux facteurs représentés par la race et le sexe la même importance qu'aux intérêts économiques. Il est tout aussi important d'utiliser les militants syndicaux de base pour contacter les inorganisés. La transformation des syndicats actuels en organisations plus démocratiques les rendra plus attrayants à l'égard de nouveaux secteurs et des travailleurs inorganisés, en augmentant la force syndicale et donc en amorçant un « tournant ».

Dans la situation actuelle, la tâche la plus importante d'une organisation socialiste est celle d'élaborer une analyse des forces agissant dans les syndicats et d'indiquer les tendances générales. Notre vision des syndicats ne se limite pas à déployer des efforts pour une amélioration des conditions économiques. Nous prônons plutôt la vision d'un mouvement social de masse avec ses propres organisations économiques, sociales et politiques capables de combattre contre la classe capitaliste et contre ses priorités. Nous affirmons la nécessité d'un mouvement ouvrier nouveau, capable d'organiser de manière démocratique l'ensemble de la classe pour mener avec plus de force les batailles décisives.

Un mouvement syndical renforcé est un pas en avant dans cette direction, au même titre que la formation d'un parti politique basé sur la classe ouvrière dans lequel les socialistes pourraient lutter pour leur programme. En même temps, le travail quotidien pour construire la nouvelle tendance dans les syndicats et contribuer au développement des mouvements sociaux, des coalitions et des expériences à l'étranger, doit être considéré comme un élément d'une perspective plus vaste de réorganisation de la classe ouvrière, des lieux de travail jusqu'à la sphère politique.

Juillet 1990

Enzo Traverso

les Marxistes et la Question juive

préface de Pierre Vidal-Naquet, 320 pages, 140 francs



Peut-il y avoir une synthèse entre judéité et socialisme ? Pendant un siècle, le mouvement ouvrier et la pensée marxiste essaient de répondre à cette interpellation majeure. De l'émancipation au génocide, de Karl Marx à Abraham Léon, leur réflexion n'est pas univoque mais plurielle. Elle engendre un débat dont les contrastes, comme l'écrit Pierre Vidal-Naquet dans sa préface, « s'inscrivent dans toutes les nuances du prisme ».

Tiré d'une thèse présentée à l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS), dirigée par Michael Löwy, ce livre promet de faire date sur la question !

Aux éditions La Brèche

2, rue Richard-Lenoir – 93108 Montreuil – 48 59 00 80

chèque à l'ordre de PEC – port payé – envoi dans les quarante-huit heures

ERNEST MANDEL

*Une expérience significative
de regroupement international :
le Bureau de Londres*

La prise du pouvoir par Hitler, et la capitulation sans combat du SPD et du KPD devant les bourreaux nazis, eut un effet de choc traumatisant sur le mouvement ouvrier européen. De partout fusait le cri : plus jamais ça.

Une large avant-garde de la classe ouvrière résolut de s'opposer à tout prix à la montée du fascisme, y compris les armes à la main. Ce fut l'insurrection héroïque du *Schutzbund* autrichien de février 1934. Ce fut, après un moment d'hésitation, le front unique SFIO-PCF contre les menaces d'extrême droite en France. Ce fut l'insurrection d'octobre 1934 en Espagne, débouché de l'alliance ouvrière.

Léon Trotsky avait eu l'intuition de ce tournant. Il en tira une conclusion stratégique plus générale. Le 30 janvier 1933, et le refus obstiné de la fraction stalinienne de l'Internationale communiste d'en tirer toutes les conclusions qui s'imposèrent, c'était l'équivalent du 4 août 1914 de la II^e Internationale. La III^e Internationale était définitivement morte en tant qu'instrument de défense mondiale des intérêts du prolétariat, pour ne pas dire de la révolution mondiale.

Sa subordination à la bureaucratie soviétique, engagée dans l'entreprise de « construction du socialisme dans un seul pays », lui était fatale. Il était nécessaire de mettre le cap sur la construction d'une nouvelle Internationale, la IV^e.

Cette Internationale était indispensable pour assurer le succès de la nouvelle radicalisation, pour empêcher que la réaction antifasciste spontanée des travailleurs ne soit une fois de plus détournée vers des pratiques de collaboration de classe et d'étranglement des possibilités de révolution socialiste qui recommencèrent à renaître, avant tout en Espagne et en France mais potentiellement dans plusieurs autres pays.

Pour Trotsky, le tournant vers la création de nouveaux partis et d'une nouvelle Internationale constitua un changement stratégique important. Depuis les débuts de l'Opposition de gauche au sein du parti de l'Union soviétique, puis de l'Opposition internationale au sein de l'IC, celles-ci avaient maintenu un cours de réforme des PC et avaient refusé la ligne du nouveau parti et de la nouvelle Internationale. Nous n'examinerons pas ici les raisons qui firent changer d'avis Trotsky et ses compagnons de combat en 1933.

Dès le départ, Trotsky conçut la nouvelle Internationale de manière non sectaire et non exclusive. Loin de lui l'idée de réduire de prime abord l'effort à la seule fraction trotskyste et à son renforcement par croissance linéaire.

Ayant pleinement conscience de la révolte qui grondait contre la capitulation honteuse de la II^e et de la III^e Internationale dans les rangs des formations centristes intermédiaires entre les deux Internationales faillies, dans les rangs de la jeunesse socialiste, et dans une gauche il est vrai bien plus modeste des PC, Trotsky s'efforça de sonder toutes les possibilités de regrouper le maximum de ces forces dans un début d'organisation internationale.

Cet effort rencontra un écho au sein de la troisième formation du mouvement ouvrier allemand, le SAP (Parti ouvrier socialiste), scission de gauche du SPD d'inspiration assez similaire à celle de l'USPD, de 1917, bien que de dimension beaucoup plus réduite.

Une aile de l'opposition du PC, dite de droite (dirigée par Brandler), avait rejoint le SAP. Elle avait comme dirigeants principaux Walcher (pseudonyme Schwab), un des principaux leaders syndicaux communistes allemands, et Paul Frölich, sans doute le dirigeant politique le plus capable que le PC avait connu depuis l'exclusion de Paul Levi. Frölich était un admirateur de Trotsky de longue date.

Trotsky eut plusieurs entretiens avec Walcher. C'est ainsi que naquit la « Déclaration des Quatre », d'août 1933, en faveur de la nouvelle Internationale qui réunit, outre l'Opposition de gauche internationale et le SAP, deux formations des Pays-Bas, le RSP dirigé par Sneevliet, ami de Trotsky, qui venait d'être élu député d'Amsterdam par suite de la défense courageuse qu'il avait entreprise des matelots mutins de la marine de guerre néerlandaise, et l'OSP dirigée par P. Schimdt, qui était le produit d'une scission en provenance de la social-démocratie.

Mais les « Quatre » étaient confrontés à l'existence d'une formation socialiste de gauche, l'Internationale Arbeitsgemeinschaft (IAG) en rupture avec la II^e Internationale. Ces formations décidèrent de réunir une conférence à Paris, fin août 1933, à laquelle les « Quatre » décidèrent de soumettre leur appel en faveur d'une nouvelle Internationale. La conférence de Paris vit un élargissement discret de l'aire géographique de l'IAG, puisqu'il y avait des représentants du PS italien « maximaliste », le PUP français et la Federacion Comunista Iberica dirigée par Joaquim Maurin, ainsi qu'un parti suédois, et un observateur du PS des États-Unis. Au total, trente-neuf délégués et seize hôtes représentèrent quatorze organisations en provenance de onze pays.

Les « Quatre » s'efforcèrent sans succès de soumettre au vote de la conférence l'appel en faveur d'une nouvelle Internationale. Il se heurta à la résistance acharnée avant tout du PS norvégien et de l'ILP britannique.

L'idée d'une organisation internationale avec un minimum de cadre contraignant fut rejetée en faveur d'une simple structure de collaboration.

L'histoire du Bureau de Londres s'échelonne sur quatre conférences internationales après celle d'août 1933 : la conférence de janvier 1934 à Londres et la conférence de février 1935 à Paris, qui constitua formellement le Bureau de Bruxelles ; la conférence de novembre 1936 à Bruxelles et la conférence de février 1937 à Paris.

Apparemment, le Bureau de Londres réunit des organisations substantielles. Le DNA (Parti ouvrier norvégien) était le principal parti de masse du pays. Il avait obtenu plus de 40 % des voix aux élections de 1933. Il s'apprêtait à constituer le gouvernement.

Le Parti socialiste suédois — ancienne fraction dite de droite du PC, dirigée par Kilbom — avait quatre députés et une sérieuse implantation syndicale. L'ILP de Grande-Bretagne, parti de vieille tradition bien qu'en sérieux déclin, avait, lui aussi, quatre députés. Le Bloc ouvrier paysan de Maurin, puis le POUM résultant de la fusion du BOC avec l'Opposition de gauche, était plus fort que le PC en Catalogne, la principale région industrielle de l'Etat espagnol. Le petit parti socialiste de gauche de Pologne, le NSSP, bien que plus faible, avait une implantation sérieuse dans certaines régions. Les deux partis hollandais comptèrent plusieurs milliers de membres. Quant au SAP, bien que victime d'une féroce répression nazie, il avait maintenu une activité clandestine réelle dans le troisième Reich et disposait de nombreux groupes locaux dans l'émigration. Ses jeunes étaient dirigés par Willy Brandt.

Le mot « apparemment » se justifie cependant dès lors qu'on l'applique au verbe « réunit ». Car la dizaine d'organisations rassemblées dans le Bureau de Londres étaient toute autre chose qu'unies. Elles étaient même tellement désunies qu'elles étaient incapables de la moindre action commune effective.

Le refus du cadre international organisationnel contraignant ne reflétait pas avant tout une méfiance envers les « Internationales centralisées » ou un désir abstrait de défendre « l'autonomie nationale » (le « national »-socialisme ou le « national »-communisme). Il reflétait la conviction que l'on irait pas ensemble dans la pratique politique quotidienne. Cette conviction était réaliste.

Les membres du Bureau de Londres en tiraient d'ailleurs les conclusions pratiques qui correspondaient au peu de respect réciproque, pour ne pas dire le peu de respect devant l'organisation internationale qu'ils venaient de créer.

Le secrétariat du Bureau de Londres était un noyau de trois ou quatre personnes abandonnées à leur triste sort, totalement dépourvues de moyens. Pendant toute l'année 1935, il ne disposait que d'un budget de quarante-sept livres sterling — moins que ce que touchait un seul des cent députés que le Bureau comptait formellement dans ses rangs ! Même la publication d'un simple bulletin d'information et d'un procès-verbal des conférences internationales posait des problèmes quasi insolubles. Cela prit généralement une demi-année.

Les divergences entre les partis constituant le Bureau de Londres touchèrent aux problèmes stratégiques centraux de l'époque, non sur des questions abstraites de théorie « séculaire » : situation et perspectives du capitalisme (nature de crise) ; situation et perspectives du mouvement ouvrier (c'est-à-dire conditions pour sortir de la crise).

Trotsky et l'Opposition de gauche internationale prônèrent la création d'une nouvelle Internationale parce qu'ils étaient convaincus de la profondeur de la crise structurelle du capitalisme. Celui-ci ne trouverait pas d'autre issue dans la plupart des pays d'Europe que le fascisme (ou des régimes semi-fascistes) et la guerre. La classe ouvrière était prête à s'y opposer. Mais cette marche vers la barbarie ne pouvait être arrêtée que par la victoire de la révolution socialiste. Le front unique ouvrier contre la montée du fascisme devait permettre la contre-offensive ouvrière. S'il ne s'orientait pas dans le sens de la révolution socialiste, s'il était réabsorbé par la collaboration de classe, il courait à une défaite certaine. La voie vers la guerre serait dès lors ouverte.

D'un accord général sur la nécessité du front unique ouvrier contre la montée du fascisme, les partis constituant le Bureau de Londres avaient tiré deux orientations fondamentalement opposées l'une à l'autre.

L'Opposition de gauche internationale, le BOC, le RSP, l'OSP et, au début, le SAP s'orientèrent vers la constitution de nouveaux partis socialistes (communistes) révolutionnaires. Par contre le DNA et l'ILP, entraînant en partie le SSP, s'orientèrent vers l'unité avec les PS et les PC, à travers une étape intermédiaire d'unité d'action.

Ils interprétèrent le désir unitaire des masses comme un désir de maintien des organisations existantes, voire un désir d'unité organique entre elles. La création de nouveaux partis et d'une nouvelle Internationale serait perçue comme une opération de division.

Au fond, le DNA voulait rejoindre la II^e Internationale à travers une collaboration de plus en plus étroite avec la social-démocratie suédoise et danoise. L'ILP voulait le front unique quasi institutionnalisé avec le PC ; le SSP avait sa nostalgie de la même orientation.

Lorsque le VII^e Congrès de l'IC fit son tournant vers la constitution des fronts populaires avec des partis libéraux bourgeois, le SAP, après un moment d'hésitation, chavira à son tour. Ce revirement avait d'ailleurs été précédé par un flirt prolongé avec l'aile gauche reconstituée de la II^e Internationale, un rap-

prochement avec Spaak en Belgique sur le point de devenir ministre d'un cabinet de coalition avec la bourgeoisie, et avec *Bataille socialiste* en France, qui réunissait la future tendance Zymomsky pro-stalinienne et la future Gauche révolutionnaire autour de Marceau Pivert.

Le RSP et OSP, entre-temps unis dans le RSAP, résistèrent à la tentation. Le POUM prit une attitude ambiguë : participant formellement au Front populaire, mais maintenant une orientation vers la révolution socialiste.

Ces positions étaient irréconciliables sur le plan de la pratique politique quotidienne. Les divergences d'orientation stratégiques et de politique quotidienne étaient aggravées par des cours diamétralement opposés à l'égard du stalinisme. Celui-ci venait d'entrer dans sa phase contre-révolutionnaire décisive, avec les purges massives déclenchées en URSS à partir du meurtre de Kirov et des procès de Moscou, et en Europe, avec l'attitude à l'égard de la révolution espagnole et de la montée révolutionnaire en France.

Il est significatif que non seulement l'aile prostalinienne du Bureau de Londres mais aussi l'aile la plus social-démocrate refusèrent de condamner carrément la répression stalinienne contre les trotskystes et les vieux bolcheviks en URSS. Le gouvernement du DNA en Norvège et notamment le sinistre Trygve Lie, internèrent Trotsky pour l'empêcher de dénoncer les crimes de Staline. L'ILP et le SSP refusèrent de condamner le premier procès de Moscou (comme d'ailleurs les brandlériens). Le POUM et le RSAP se comportèrent de manière plus honorable. Le SAP oscilla entre les deux positions.

Mais c'est la guerre civile espagnole qui servit de révélateur des orientations incompatibles. Jusqu'au moment de la répression massive contre le POUM après les journées de mai 1937, la majorité des organisations du Bureau de Londres (comme d'ailleurs le POUM lui-même) refusèrent de remettre en question, en pratique, la stratégie d'« unité antifasciste » avec la bourgeoisie libérale qui allait étrangler la révolution espagnole. Elles avaient une vision fautive, euphorique, ultra-optimiste, de ce qui était en train de se produire dans ce pays. Elles ne voyaient que la montée des forces « antifascistes », alors qu'il y avait de plus en plus une montée de la contre-révolution.

La percée de celle-ci, à travers la répression anti-POUM mais aussi anti-CNT et généralement antiouvrière, les prit totalement au dépourvu, incapables de réagir vigoureusement, sauf par une action internationale de solidarité avec le POUM persécuté, assez efficace.

Cette tragique méprise s'exprima symboliquement par le fait qu'au moment culminant de son influence, lors de la conférence de Bruxelles de novembre 1936, tout auréolé du prestige révolutionnaire international que le POUM avait acquis grâce à son rôle héroïque en juillet et en août 1936, le Bureau de Londres proposa la convocation d'une conférence des socialistes révolutionnaires européens à Barcelone pour mai 1937. C'est à ce moment précis que la contre-révolution « démocratique » allait triompher en Espagne républicaine, et que la répression massive allait se déclencher contre le POUM.

Quoi d'étonnant dans ces conditions qu'à la réussite de la conférence de Bruxelles succéda une inactivité quasi totale débouchant sur la conférence de

février 1938 à Paris, qui marqua le début de décomposition du Bureau de Londres (il avait entre-temps exclu le DNA et le SSP s'en était retiré).

Le peu de sérieux de ce regroupement s'était d'ailleurs déjà exprimé dans le fait qu'alors qu'il considérait, sur le papier, le POUM comme son organisation la plus importante, et la révolution espagnole comme l'évènement le plus important dont allait jaillir la révolution dans toute l'Europe, il ne se réunit qu'une seule fois entre octobre 1936 et mai 1937 pour traiter de la question espagnole et de la préparation de la conférence de Barcelone !

Si le Bureau de Londres a échoué, ce n'est pas dû à l'attitude sectaire des trotskystes, bien qu'il y eut incontestablement de telles erreurs de la part de Trotsky et de quelques-uns de ses compagnons. C'est accorder une importance excessive aux débats abstraits que d'interpréter les choses de telle manière. C'est l'incapacité de s'orienter et d'agir en commun sur les grands problèmes du jour qui les condamna à l'impuissance. Les divergences programmatiques ne furent que l'expression concentrée des erreurs stratégiques. Elles ne pouvaient pas être résolues par un « ton » de débat plus fraternel ou par des propositions plus systématiques d'action commune, condamnées à rester lettre morte et servant tout au plus la tactique de la « mise au pied du mur ».

Les forces sociales qui pesèrent sur les participants du Bureau de Londres — la bureaucratie social-démocrate, la bureaucratie stalinienne, et en phase finale de préparation de la guerre, les impérialismes « démocratiques » — se sont avérées trop fortes pour être neutralisées par les forces réellement prolétariennes et socialistes (communistes) révolutionnaires. Tel est la cause fondamentale de son échec.

La plupart des données de cet article sont empruntées aux *Ecrits* de Léon Trotsky, à la biographie de Trotsky par P. Broué, et au livre de Willy Buschwak, *Das Londoner Bureau*, IISG, Amsterdam, 1985, très bien documenté, favorable au SAP.

DOCUMENT

Révolution socialiste et Ecologie

Le texte qui suit est un projet rédigé par une commission composée de membres de la IV^e Internationale appartenant à plusieurs sections. Il sera discuté à notre prochain congrès mondial, même si le vote sera reporté à une date ultérieure pour permettre une élaboration plus approfondie.

I. Préface

Les problèmes écologiques s'étaient posés à l'humanité à d'autres époques, mais ils ont acquis à l'heure actuelle une qualité nouvelle à cause de leur ampleur et de leur gravité.

Les dégâts causés à l'environnement ont souvent des effets irréversibles sur l'homme et la nature ; un accident nucléaire majeur mettrait en danger la vie de millions de gens. Pendant presque toute leur histoire, les directions traditionnelles réformistes du mouvement ouvrier ont ignoré ou minimisé les problèmes

écologiques. Aujourd'hui encore, leur apprentissage à ce sujet se fait lentement et elles en restent à des propositions de replâtrage. En guise d'autocritique, nous devons reconnaître que les courants révolutionnaires (la IV^e Internationale y comprise) ont dû eux aussi repenser leurs approches pour saisir tout le caractère explosif de la dimension écologique dans le capitalisme du troisième âge.

Les groupements et les partis verts ont le mérite incontestable d'avoir imposé à l'ordre du jour la problématique de l'écologie longtemps rejetée par le mouvement ouvrier. Mais les solutions qu'ils mettent en avant ne sont souvent que de fausses solutions du fait qu'elles ignorent le lien intrinsèque entre destruction de l'environnement et logique du profit capitaliste — ou pouvoir de la bureaucratie dans les sociétés de transition. Si on veut aborder sérieusement les dangers écologiques, il faut justement sortir du cadre fixé par recherche du profit ou la domination de la bureaucratie, dans la perspective d'une société socialiste, démocratiquement planifiée.

II. Données de la crise écologique

La crise écologique, comme résultat de l'action humaine sur la nature, a atteint un point où la survie de l'humanité est potentiellement en question. L'intérêt économique d'une petite minorité commande, d'une part l'apparition accélérée de nouvelles formes de production sans évaluation préalable de leurs conséquences écologiques, et d'autre part le maintien de techniques de fabrication pourtant reconnues comme nuisibles. Tout cela se produit alors que les progrès de la technologie augmentent les possibilités d'agir sur la nature, et donc aussi de la bouleverser et de la détruire.

La révolution industrielle liée à l'essor du capitalisme au XIX^e siècle a accru très sensiblement la dissémination des déchets dans l'atmosphère en portant sérieusement atteinte à la santé des travailleurs et des populations urbaines. Plus généralement, les ondes de choc écologiques d'origine humaine se sont multipliées.

Mais la crise écologique telle que nous la connaissons, n'est pas la conséquence linéaire du développement industriel depuis le XIX^e siècle. Elle est le résultat d'un saut qualitatif, enclenché à l'échelle mondiale par le boom économique capitaliste des années cinquante et soixante, par la généralisation massive de l'utilisation du pétrole et par le développement gigantesque de l'automobile, par le développement de l'industrie chimique et la généralisation de sa pénétration dans tous les secteurs d'activité, et en particulier dans l'agriculture avec les engrais et les pesticides. A partir des années soixante-dix, ce saut qualitatif est devenu plus spectaculaire à la suite de la crise des économies bureaucratiquement planifiées, qui a exacerbé tous leurs aspects irrationnels et surtout, de façon particulièrement dramatique, à la suite de la combinaison de crise économique et d'industrialisation sauvage impétueuse dans le tiers monde.

La pollution de l'air

Les principaux polluants de l'air sont :

- les substances produites par la combustion des combustibles fossiles (charbon et pétrole) : il s'agit principalement du dioxyde de soufre, des oxydes de carbone et des composés azotés ;
- les substances organiques cancérigènes, comme le benzol ou l'aldéhyde formique ;
- les métaux lourds (mercure, cadmium, plomb) ;
- les fibres microscopiques d'amiante et poussières diverses ;
- les chloro-fluoro-carbones (CFC).

Ces substances toxiques sont disséminées dans l'air par l'industrie, par les automobiles, ou par d'autres biens de consommation durables. La croissance débridée, et apparemment incontrôlable, de la circulation automobile en fait la principale source de dioxyde de soufre et d'oxydes d'azote, qui devance nettement les chauffages domestiques et industriels. Les carburants sont également la principale source de benzol et de plomb. L'aldéhyde formique, le mercure et l'amiante sont des polluants industriels, mais ils sont présents également, dans une mesure très importante, dans des biens de consommation courants, des matériaux de construction pour la formaldéhyde et l'amiante, des piles électriques (mercure).

La concentration de ces toxiques dans l'air des villes peut être mille fois plus grande que celle de l'air des campagnes. La pollution de l'air est devenue un véritable fléau des grandes concentrations urbaines, aussi bien celles des pays riches que celles particulièrement gigantesques et anarchiques des pays pauvres. Elle provoque en milieu urbain une augmentation alarmante des maladies respiratoires : asthme, bronchite, cancers pulmonaires.

L'amiante est à l'origine de nombreux cancers mortels chez les ouvriers des chantiers navals et du bâtiment. A cause du temps d'incubation de ces cancers, l'ampleur du problème ne sera vraiment saisie que dans les décennies à venir. La dénonciation des dangers de l'amiante a entraîné une réduction très forte de son usage dans les pays industrialisés riches, et son remplacement par d'autres substances ; mais dans le tiers monde son usage croît massivement.

Le dioxyde de soufre et les oxydes d'azote sont la cause de l'acidification des pluies qui joue un grand rôle dans la dégradation des forêts tempérées de l'hémisphère nord.

L'élévation du taux de gaz carbonique dans l'atmosphère, provoquée par l'utilisation des combustibles fossiles, ainsi que l'utilisation du bois de chauffe à usage domestique dans le tiers monde et la déforestation dramatique qui en découle, vont très probablement réchauffer le climat du XXI^e siècle. Cela provoquera des bouleversements géographiques dont les conséquences dans de nombreuses régions seront catastrophiques pour l'économie de vastes communautés humaines (l'effet de serre). Ce bouleversement climatique va se combiner, au vu des tendances prévisibles, avec l'augmentation du flux de rayons ultraviolets solaires, cancérigènes, atteignant le sol. Cette augmentation est provoquée par les effets de l'accumulation dans la haute atmosphère de

plusieurs polluants de l'air, dont surtout les CFC. Les CFC sont dégagés principalement par les bombes aérosol et par les appareils frigorifiques qui se cassent. Tout en n'étant pas non toxiques dans l'immédiat, les CFC s'élèvent dans la haute atmosphère où ils provoquent des réactions chimiques qui détruisent la couche d'ozone qui justement empêche que des rayons ultraviolets atteignent la Terre dans une mesure excessive.

La pollution de l'eau et la dégradation des sols

Les déchets, tant d'origine domestique qu'agricole ou industrielle, débouchent sur les eaux de la planète qui servent ainsi de gigantesque égoût. Les eaux continentales, fleuves et lacs, sont les plus touchées, mais par les fleuves et les villes côtières cette pollution s'étend de plus en plus à la mer. Les conséquences les plus graves en sont l'accumulation de métaux lourds, mercure, cadmium, etc., et de composés organiques, hautement toxiques, dans les sédiments de fond, et surtout l'accumulation dans les eaux de substances engraisantes, nitrates et phosphates, qui provoquent la prolifération débridée d'algues et de végétaux aquatiques dont la décomposition épuise ensuite l'oxygène dissous dans l'eau : d'où une hécatombe d'êtres vivants aquatiques.

L'état des océans s'aggrave rapidement, d'autant que ceux-ci sont directement pollués par la quantité astronomique de pétrole qui s'échappe des forages sous-marins, et des bateaux (dégazage), et même utilisés pour y décharger des déchets toxiques, chimiques et radioactifs.

La pollution des eaux est liée à celle des sols, à la fois cause et conséquence de certaines pollutions des eaux et de l'air. On voit là toutes les conséquences de pratiques agricoles imposées par la pression du marché : exploitations intensives (abus d'engrais et de pesticides), monocultures, cultures inadaptées aux écosystèmes et climats locaux, etc. C'est à une destruction massive des sols à l'échelle planétaire que l'on assiste, dans laquelle se combinent pollutions, épuisement, désertification, érosion massive, et qui s'interpénètre avec les causes économiques et sociales de la faim qui frappe 500 millions d'habitants du tiers monde.

La destruction des forêts

Parmi les manifestations les plus dramatiques de la crise écologique, la destruction mondiale des forêts est particulièrement inquiétante, à cause de l'ampleur de ses conséquences. Elle frappe principalement les pays tropicaux. Dans les pays industrialisés, la surface forestière reste assez stable mais est atteinte d'un lent dépérissement dû à la pollution de l'air, des eaux et des sols (qu'on appelle « l'agonie des forêts »). Par contre, dans le tiers monde c'est le déboisement qui caractérise la crise écologique. De 1980 à l'an 2 000, le tiers monde aura vu disparaître 40 % de sa surface forestière. Mais à cause des particularités de la forêt tropicale humide (un tiers de la masse végétale du globe ; fragilité à cause de la minceur du sol) ce déboisement aura des conséquences terrifiantes :

- localement, il va démultiplier la crise agraire et la faim par un véritable processus en spirale de désertification ;
- au plan mondial, il va aggraver l'effet de serre quand ce bois coupé sera brûlé.

Les catastrophes industrielles

Les conséquences écologiques désastreuses de l'activité humaine se manifestent également sous forme d'accidents de grandes dimensions, ou de risque potentiel de tels accidents, dans des installations industrielles telles que les usines chimiques et les centrales nucléaires.

A cause de sa nature spécifique, de la portée incalculable de ses effets néfastes possibles, et surtout de la persistance de ces effets à très long terme, et du fait que des solutions de remplacement existent, apparaît à juste titre comme un exemple particulièrement angoissant des choix aberrants qui sont faits en matière de développement des forces productives.

Tous les éléments de cette crise écologique, loin de créer de nouvelles urgences qui marginaliseraient les problèmes économiques, sociaux et politiques « traditionnels », s'y trouvent au contraire étroitement mêlés.

Le rapport entre la destruction de l'Amazonie et les luttes de la population rurale et urbaine exploitée au Brésil ou entre la déforestation de l'Himalaya et les catastrophes que celle-ci provoque au Bangladesh dans le cadre du rapport de forces existant dans ce pays, met en lumière le lien direct entre nature et politique. La crise écologique se manifeste comme un phénomène dramatique qui s'étend, provoquant des catastrophes locales et partielles, dans certains cas irréversibles, dans d'autres réversibles à court ou à moyen terme, ou à l'échelle de deux ou trois siècles (l'âge de nombreux arbres). Tout dépend de ce qui sera consciemment entrepris par les communautés humaines.

III. Les causes structurelles de la crise écologique

La destruction et la pollution de l'environnement sont une expression de l'incapacité d'organiser la vie d'un nombre élevé d'êtres humains dans la biosphère. La description de la situation globale esquissée plus haut démontre que ces dernières années, cette incapacité est devenue plus générale et plus évidente dans presque tous les domaines. Au cours des deux derniers siècles, au XX^e siècle en particulier, la forme d'organisation de la vie sociale globalement dominante est déterminée par les rapports de production capitalistes. La population mondiale est de plus en plus dépendante de l'économie de marché capitaliste, de l'extension du travail salarié et de la soumission au capital de tous les aspects de la vie. Ainsi, le bilan de la situation de l'environnement est avant tout un bilan du mode de production capitaliste.

Ceci vaut également pour les parties du monde qui se sont libérées de l'emprise directe de l'économie de marché capitaliste après des luttes de

libération et des révolutions anticolonialistes, anti-impérialistes et anticapitalistes plus ou moins dures. Toute tentative de développer une économie planifiée, fondée sur la propriété collective des moyens de production, reste toujours dans une très large mesure conditionnée par le cadre économique mondial qu'imposent les puissances impérialistes. Par le biais du marché mondial, de la division du travail et des relations commerciales, la loi de valeur capitaliste a influencé aussi les économies à planification centralisée d'Europe de l'Est, d'Asie de l'Est et de Cuba. Mais dans ces pays, la crise écologique a été accentuée par une série de raisons spécifiques supplémentaires.

Bien qu'il ne puisse se soustraire aux lois de la nature, le mode de production capitaliste est à différents points de vue en contradiction fondamentale avec la nature et les processus d'évolution naturels. La production sociale résulte d'un ensemble de processus d'échanges et de transformations de matière et d'énergie. Dans les limites d'un système « Terre » ouvert vers l'espace, cet ensemble est déterminé par les lois thermodynamiques suivant lesquelles il ne peut y avoir que des processus d'échanges et de transformations, donc pas de production d'énergie ou de matière ; ces processus sont irréversibles et tendent vers un état de répartition égale non ordonnée d'énergie et de matière (loi de l'entropie). Dans les conditions du capitalisme, la nature se trouve de plus en plus soumise aux besoins économiques, c'est-à-dire divisée en unités de plus en plus petites adaptées à la production marchande. Dans ce contexte, seul l'aspect quantitatif, qui détermine la relation temps de travail/argent dans le cadre de la loi de valeur, est décisif. Des relations qualitatives et globales ne peuvent être prises en considération.

En même temps, la production capitaliste est basée sur des processus cycliques à réaliser dans les délais les plus courts possibles pour que le capital avancé puisse augmenter. La répétition continuelle du cycle de production de capital (et donc l'exploitation des ressources jusqu'à leur épuisement) et la parcellisation croissante comme précondition à la « mise en valeur » économique ont pour conséquence un fort taux d'augmentation de l'entropie. L'effet de cette contradiction est d'imposer aux processus naturels un rythme et un cadre qui leur sont étrangers. L'exploitation des ressources naturelles ne peut pas prendre en considération le temps nécessaire à leur formation et à leur renouvellement. L'extension de la production marchande ne peut pas respecter les modes d'organisation sociale préexistants. L'occupation de l'espace nécessaire au bon déroulement de la production, de l'approvisionnement en énergie et de la distribution, doit se faire sans tenir compte de l'environnement naturel, de la faune ou de la flore. Ce n'est donc pas un manque de sagesse du capitalisme qui entraîne la destruction de l'environnement, mais précisément la rationalité qui lui est propre. Voilà pourquoi les sociaux-démocrates qui revendiquent une « croissance qualitative » sont empêtrés dans la logique du capital : croissance qualitative et loi de valeur s'excluent l'une et l'autre.

Si la production capitaliste est déterminée par une parcellisation croissante, l'ordre social et les rapports de pouvoir et de propriété sont marqués, quant à eux, par une centralisation croissante.

De nos jours, quelques multinationales déterminent l'avenir du coin le plus reculé de la planète. Cela ne va pas sans aggraver le traitement que le capitalisme fait subir à l'espace et au temps : découpage de la planète en zones industrielles, régions touristiques, centres d'affaires et commerciaux, réserves de matières premières, etc., sans plus d'égard pour ce qu'il y avait avant que pour ce qui viendra après.

La rationalité capitaliste détermine le mouvement des capitaux individuels. Mais la concurrence des capitaux entre eux rend irrationnel le système dans son ensemble : l'intelligence mise en œuvre pour améliorer la production tout comme pour économiser les matières premières et protéger l'environnement, s'arrête aux portes de l'entreprise. C'est l'environnement qui en fait les frais dans tous les domaines pour lesquels « personne » ne se sent responsable : pollution des eaux, de l'air et de la terre. En outre, la concurrence entraîne des crises de surproduction périodiques qui révèlent qu'une quantité considérable d'énergie et de matière a été investie dans des marchandises qui ne se vendent pas. De surcroît, le marché pousse à la fabrication de produits superflus du point de vue de la valeur d'usage (publicité, drogues diverses, armements, etc.) mais dont la valeur d'échange rapporte de gros profits. La concurrence et la course aux profits et aux surprofits sont en fin de compte à l'origine d'agissements criminels, reconnus comme tels par la législation capitaliste elle-même : non-respect de la réglementation sur l'environnement, utilisation de substances toxiques, tests de qualité insuffisants, falsification d'indications de contenu, abandon de déchets dans des décharges sauvages, etc.

Pendant les cent cinquante dernières années, le mode de production capitaliste a modifié la composition et la répartition des sols, des ressources naturelles, de l'eau et surtout de l'atmosphère à un point tel qu'il est établi que la hausse du taux d'entropie sous l'effet du capitalisme menace directement la survie de la Terre et de l'humanité. Parallèlement ceux qui exquissent des voies de développement différentes sont entravés et combattus.

La crise écologique dans les métropoles impérialistes

C'est dans les pays capitalistes développés que l'exploitation économique, c'est-à-dire le processus de quantification économique du substrat naturel, social et historique préexistant, est la plus avancée. Le processus de parcellisation de la production et en même temps de centralisation des rapports de production, y a atteint son plus haut degré. La production de marchandises régit désormais tous les secteurs de la vie sociale, tandis que le processus social de production se trouve de plus en plus parcellisé et les rapports de propriété, que la concurrence entre propriétaires de moyens de production empêche de se figer complètement, de plus en plus centralisés.

Dans tous les pays impérialistes, ceci a mené aux mêmes problèmes écologiques majeurs, une preuve de plus que ces problèmes ne sont pas à considérer comme des « pannes » ou des « ratés », mais qu'ils correspondent à cette logique du système partout dans le monde :

• l'exploitation, presque achevée du dernier centimètre carré au profit d'une zone industrielle, d'un centre de commerce, d'une cité-dortoir, d'un parc de loisirs ou d'une zone administrative a allongé continuellement les déplacements nécessaires alors que la structure des besoins reste sensiblement la même. La politique des transports, basée sur la voiture individuelle à essence, a pour conséquence un surnombre chronique d'automobiles et menace toutes les grandes agglomérations de paralysie.

• en particulier dans le domaine de l'énergie, les rapports de propriété centralisés ont dicté la construction de grandes centrales à combustibles fossiles ou nucléaires, un choix néfaste pour l'atmosphère et en même temps tout à fait irrationnel du point de vue d'une utilisation économique de l'énergie. L'obligation d'une vente maximale d'énergie est diamétralement opposée à une politique d'augmentation minimale de l'entropie.

• la parcellisation croissante de la production, avec des entreprises qui n'agissent rationnellement qu'à leur niveau individuel, est responsable de façon décisive du problème des déchets. Il est de plus en plus « avantageux » de jeter, de mettre à la décharge ou de brûler ce qui est inutile à la production. Ainsi, les montagnes de déchets, en particulier de déchets toxiques, sont devenues presque un symbole de la société de surabondance capitaliste.

• dans les conditions du capitalisme, les industries chimique et pharmaceutique sont devenues l'exemple typique des conséquences de la parcellisation du processus de production. Des processus et des substances biochimiques élémentaires deviennent des instruments autonomes de réalisation de profits. Il en découle, d'une part, un changement gigantesque de la répartition naturelle de la matière, la création, comme il a souvent été dit, d'une seconde nature « artificielle » et, d'autre part, l'accélération, l'inflation et l'indépendance croissante de processus biologiques sans que les conséquences potentielles n'en soient connues, ne serait-ce que de façon approximative.

Les conséquences de ces problèmes écologiques fondamentaux sont : la destruction des sites naturels et l'urbanisation envahissante, le surencombrement des routes, la pollution de l'air due à la voiture individuelle, l'empoisonnement par l'industrie chimique et la dépendance de ses produits, la dégradation de l'atmosphère par les centrales à combustibles fossiles, la pollution radioactive due à l'énergie nucléaire, les montagnes de déchets de plus en plus grandes. Le capitalisme n'est pas à même de corriger ces « déviations ». Il lui faudrait faire de l'utilisation mesurée des ressources naturelles l'unique ligne directrice, ce qui s'oppose au principe fondamental du capitalisme. Si les ressources naturelles, comme l'eau, l'air, les sols, sont « librement » disponibles, sous le capitalisme elles sont usées, gaspillées et polluées, le plus souvent sans contrôle. Elles sont — et pas seulement au sens économique — des « facteurs exogènes ». Elles restent conditionnées, c'est-à-dire elles sont l'objet de la recherche de profit privé. En d'autres termes, la nature limitée des ressources n'est perçue que par ceux qui sont contraints à les acheter. Ceux qui les vendent, ont un intérêt fondamental à l'expansion et s'opposent à toute tentative de les économiser.

Les pays impérialistes ont de même démontré que des corrections dans le cadre du système ne sont pas possibles. Des corrections éventuelles ne seraient réalisables que par une planification sociale à une large échelle et une extension de la réglementation et des prescriptions étatiques, ce qui va à l'encontre de la campagne actuelle des capitalistes en faveur d'une plus grande *deregulation* ; ou bien elles ne sont concevables qu'en partant de la prémisse fausse que la loi de la valeur serait à même de distinguer d'une manière quelconque entre de « bons » profits (respectant l'environnement) et de « mauvais » profits. Ainsi, les pays impérialistes sont condamnés à un rafistolage toujours en retard sur les problèmes, qui peut obtenir quelques succès tout au plus au niveau de remèdes ou de limitations partiels comme l'obligation d'installer des filtres pour l'épuration des eaux et de l'air, etc.

Les pays impérialistes doivent faire face au défi d'un mouvement écologique croissant. La pression de ce mouvement a permis d'imposer une série de réglementations et de lois qui réduisent de façon notable les productions polluantes. Mais ce sont les pays impérialistes riches qui peuvent se permettre de dépenser de l'argent dans le but de calmer les protestations.

La production capitaliste, par ailleurs, façonne ses consommateurs. Ainsi, le comportement des individus est un facteur qui aggrave la crise écologique et entrave la sortie de celle-ci. Le crédo de l'idéologie bourgeoise — « c'est l'homme qui est responsable de la crise » part de cet élément de la réalité. Des changements individuels de comportement ne peuvent cependant exercer qu'une influence minime sur la nature fondamentalement destructrice de l'environnement de la production capitaliste.

La crise écologique dans les pays dépendants

La conclusion lucide d'une étude de l'organisation de l'ONU pour l'environnement selon laquelle les problèmes écologiques du tiers monde sont problèmes de pauvreté, est parfaitement juste si l'on n'oublie pas que cette pauvreté n'est pas le résultat d'une fatalité, mais de la politique et de l'action économiques des pays impérialistes. S'il est possible, en défigurant les faits, de présenter la crise de l'environnement dans les pays impérialistes comme la conséquence d'une société d'abondance et non comme le résultat de l'économie de marché, dans les pays dépendants d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, le rapport entre crise économique et crise écologique est absolument transparent. Pour des millions d'êtres humains, la destruction croissante de l'environnement et de la biosphère et la lutte quotidienne pour survivre font partie de la même expérience directe. Plus de 500 millions de personnes sont sous-alimentées, 40 millions meurent chaque année de faim ou de maladies dues à la malnutrition. Près de 2 milliards ne connaissent pas d'approvisionnement régulier en eau potable propre ; 25 millions en meurent chaque année. Un milliard et demi d'êtres humains souffrent d'un manque aigüe de bois de chauffage qui est souvent leur seule source d'énergie. La nourriture, l'eau et le combustible pour se chauffer, ces trois éléments essentiels de l'existence physique de l'homme, sont très largement insuffisants dans cette partie du monde. L'ONU estime, de

plus, qu'environ 500 millions d'hommes sont des « réfugiés de l'environnement », forcés de quitter leurs régions d'origine suite à la sécheresse, aux inondations, à l'érosion des terres, à l'extension de l'agriculture orientée vers l'exportation, etc. C'est un fait : la crise écologique dans ces parties du monde n'est pas une « bombe à retardement », ou un problème pour le futur, mais une crise existentielle bien réelle déjà aujourd'hui.

La principale cause de la misère et de la crise écologique, c'est le mode de production capitaliste. Les structures bien connues de dépendance de l'impérialisme et du marché mondial dominé par celui-ci ont soumis la nature des pays dominés à une exploitation économique beaucoup plus directe et brutale que dans les pays impérialistes. La parcellisation de l'environnement suivant les besoins du marché mondial et les intérêts des multinationales y est en contradiction encore plus flagrante avec les structures sociales et les modes de vie hérités de leur histoire. Dans tous ces pays, les effets du « régime temps/espace » propre de l'impérialisme peuvent être produits, fondamentalement, une infrastructure construite presque exclusivement autour des centres d'activité économique dépendants de l'impérialisme. C'est sur cette base que sont choisis les « centres de matières premières », les centres d'affaires, les zones touristiques, les plantations et les pâturages pour une production orientée vers l'exportation. L'énorme pression sur les hommes victimes de ces processus, le refoulement des modes de vie différents et de fonctions sociales « dépassées » vers les régions marginalisées du pays, ont été et sont encore sans commune mesure avec les bouleversements dont l'homme et l'environnement souffrent, à la suite de processus déterminés par d'autres, dans les métropoles capitalistes.

Du point de vue écologique, aussi, on peut donc constater l'effet fatal de la loi du « développement inégal et combiné » dans les pays dépendants. Le marché mondial porte sa dynamique destructrice pour l'environnement et ses contradictions les plus déchirantes même dans les coins le plus « arriérés » du monde. Et son action y est incomparablement plus dévastatrice, les forces qui s'y opposent incomparablement plus faibles. On peut distinguer une série de caractéristiques structurelles de ce mécanisme :

- L'exploitation directe de matières premières pour le marché mondial (minerais, bois, coton, caoutchouc, etc.) et le développement parallèle d'infrastructures, de routes, de voies ferrées, de centrales énergétiques...

- La transformation de terres en terrains agricoles ou en pâturages destinés à la production pour l'exportation, par le truchement d'une politique de défrichements, qui comporte une grande dépendance des engrais chimiques et des pesticides avec la pollution qui en découle.

* Ces deux processus font du problème de la terre la question la plus brûlante dans la plupart des pays dépendants. La population rurale est refoulée dans des régions qui ne supportent pas une installation et une agriculture permanentes. Elle est forcée de défricher et d'appliquer des méthodes de culture, qui accélèrent l'usure des terres et leur érosion. Le déboisement des versants, les forêts tropicales brûlées, la colonisation de régions arides ou exposées au danger

d'inondations, la destruction des couches de terre fertiles, etc., sont à l'origine de modifications de climat à long terme et de « catastrophes naturelles ».

• Une urbanisation provoquée par une structure économique spécifique et le problème de la terre. Suivant les estimations de l'ONU, les villes dans les pays dépendants grandissent trois fois plus vite que celles des pays capitalistes industrialisés. Dans ces villes, les problèmes urbains bien connus sont encore plus catastrophiques pour la nature et la vie. La pollution de l'air par le trafic automobile et le chauffage domestique sont une menace aiguë. La qualité de l'approvisionnement en eau propre et des eaux dépurées représentent le deuxième problème des villes dans les pays dépendants. L'élimination des déchets est le troisième. Dans la plupart des grandes villes d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, les ordures sont simplement entassées ou brûlées à ciel ouvert.

• Pour la majeure partie de la population des pays dépendants, l'approvisionnement en énergie est un problème existentiel. 1,5 milliards d'êtres humains manquent de bois de chauffage. Le temps de travail annuel pour la recherche de bois de chauffage (ou d'autres combustibles comme le fumier, les résidus des plantes, etc.) a quadruplé et atteint parfois 190 à 300 jours ouvrables par an. Surtout dans les régions rurales proches des villes, mais aussi dans beaucoup d'autres régions, les forêts sont abattues intégralement pour cause de pénurie d'énergie.

• Le problème des pays dépendants, qui est actuellement le plus souvent souligné, est celui de la dette vis-à-vis des banques et des gouvernements impérialistes. Par rapport à la crise écologique, la dette oblige à accentuer la priorité aux produits d'exportation, et fait donc augmenter la pauvreté aiguë et l'exode rural. Parallèlement, il n'y a pas de moyens pour financer des mesures de conservation de la nature. Les institutions financières internationales, comme la Banque mondiale et le Fonds monétaire international font payer de plus en plus à l'homme et à la nature les conséquences de l'endettement.

Tout cela est cyniquement complété par une série de destructions directes de la nature et de crimes écologiques commis par les multinationales impérialistes. Ainsi, des lignes de production dangereuses (surtout dans l'industrie chimique) sont transférées dans les pays dépendants. Là, non seulement la main-d'œuvre est bon marché, mais l'environnement peut aussi être impunément pollué.

Les gouvernements de la plupart des pays dépendants sont impuissants devant la crise écologique. Leur attachement aux intérêts impérialistes et leur propres privilèges ou intérêts de classe prolongent la dépendance économique et la crise écologique. Même certains programmes d'aide internationale (contre la faim, contre les catastrophes écologiques ou les projets récents d'une annulation partielle de la dette en échange de mesures de protection de l'environnement) ne font souvent que contribuer à l'enrichissement des élites au pouvoir.

La solution de la crise écologique dans les pays dépendants est inconcevable sans rupture de la dépendance de l'impérialisme. La recherche, face aux problèmes sociaux urgents, d'une « modernisation » par les crédits et l'endettement a été une erreur qui n'a fait que détériorer davantage la situation. Ceci est d'autant plus vrai pour la crise écologique. Des millions d'hommes sont

contraints par la pauvreté et la dépendance économique à un comportement quotidien extrêmement destructeur de l'environnement, mais sans lequel leur simple survie ne serait pas possible. Le processus de révolution anti-impérialiste, de révolution « permanente » dans les pays dépendants devra donc aborder les problèmes écologiques d'une manière consciente, les intégrer dans le programme de lutte contre le pillage capitaliste. C'est la condition pour construire avec succès des rapports de production alternatifs, socialistes.

La crise écologique dans les sociétés de transition bureaucratisées

La vague de changements politiques dans les sociétés de transition bureaucratisées depuis l'avènement au pouvoir de la fraction Gorbatchev en URSS a montré clairement que la situation en ce qui concerne l'environnement n'est nullement meilleure qu'ailleurs sous un régime de la planification bureaucratiquement centralisée. Par rapport aux métropoles impérialistes, elle est même pire, au moins pour ce qui est de la pollution de l'air, des eaux et des terres et les problèmes de grandes agglomérations urbaines.

L'une des raisons de cette situation est le fait que ces sociétés n'ont pu surmonter que partiellement la loi de valeur capitaliste et les contraintes objectives sur la production qu'elle comporte. Dans de nombreux secteurs clés de la production, la dépendance du capitalisme et du marché mondial est toujours présente. L'exploitation des ressources naturelles pour une économie d'exportation ainsi que la dépendance de produits et de technologies provenant des industries capitalistes ont provoqué, dans ces sociétés aussi, une destruction inévitable de l'environnement. Et ceci d'une manière comparable à celle des pays dépendants.

En même temps, une quantité considérable des ressources naturelles et sociales a dû être investie dans la défense directe face à l'impérialisme. Du slogan de Churchill — « le bébé bolchévique doit être étranglé dans son berceau » — aux déclarations du gouvernement nord-américain sur « la décapitation du poulet soviétique » lors du soutien à la Contra au Nicaragua, la contrainte d'une défense militaire centralisée a influencé d'une façon déterminante le développement des sociétés de transition et l'orientation de leur production.

Toutes les sociétés de transition non capitalistes actuelles ont entamé leur développement sous des conditions de sous-développement économique, sinon de grande pauvreté. Leur « socialisme » consistait dans une répartition de la pénurie et ne pouvait échapper à des difficultés de plus en plus grandes du fait que le capitalisme n'avait pas été renversé dans les principaux centres impérialistes. La condition de départ pour ces sociétés, c'était « la lutte pour la production », la multiplication à court terme des résultats économiques sans trop se soucier d'éventuels objectifs écologiques - en admettant qu'on en ait eu connaissance. Dans ce sens, il n'est pas faux d'affirmer que dans les pays non capitalistes aussi, la production capitaliste est en grande partie responsable de la crise écologique.

Une série de raisons à la crise écologique dans les sociétés de transition est pourtant à chercher dans la structure spécifique de celles-ci, dans la formation d'une bureaucratie qui s'accapare une part considérable du surplus social pour sa consommation privée et ses privilèges, et qui maintient son pouvoir par un appareil répressif omniprésent et une idéologie pervertissant les idéaux socialistes. Dès sa fondation, la IV^e Internationale a analysé et critiqué ces rapports qui déterminent l'organisation sociale des sociétés de transition bureaucratées. Aujourd'hui, avec la crise existentielle du stalinisme, ils apparaissent au grand jour et tout le monde peut se rendre compte de la situation réelle.

L'économie planifiée est une tentative de développer une économie qui soit directement sociale. En opposition au capitalisme où ce n'est qu'au niveau du marché qu'on vérifie l'utilité du travail, c'est-à-dire la possibilité d'en vendre le produit, les sociétés non capitalistes ont essayé de déterminer et de planifier les besoins sociaux avant la production. Il est évident que cette tentative ne peut réussir que si tous les besoins et intérêts spécifiques des hommes sont intégrés dans un processus global de réflexion et de décision démocratique. Lorsqu'il s'agit de répartir quelque chose qui manque réellement, la démocratie devient d'autant plus une nécessité vitale. La bureaucratie des sociétés de transition a cependant rogné systématiquement la démocratie. La multitude de besoins sociaux et nationaux, culturels et économiques des hommes fut standardisée, normalisée et intégrée par la force dans un plan central dicté d'en haut. Comme tout aspect qualitatif était enterré avec la démocratie, les caractéristiques déterminantes de ce plan ne pouvaient qu'être des normes et des taux de croissance quantitatifs. Ainsi, les sociétés de transition ont fait une priorité, parfois même plus que les sociétés capitalistes, de l'augmentation quantitative de la production, l'augmentation étant ordonnée par décrets et imposée par la répression. La protection des ressources et de l'environnement n'entrait pas dans de tels plans, tout au plus, que sous forme quantitative (nombre de stations d'épuration, de filtres, dépenses de certains budgets, etc.). Cette planification était dès le départ truffée d'erreurs et d'immenses fautes de planification (avec un gâchis correspondant de ressources) qui, faute de contrôle social, n'étaient repérées qu'au moment où elles étaient reconnues d'« en haut ».

L'exclusion des masses de la planification sociale et l'instauration d'un système de gouvernement répressif et hiérarchique conduit à une aliénation par rapport à la production. L'intérêt à la propriété collective diminue ou se trouve même réprimé. Parallèlement, un système d'hypocrisie et de tromperie se développe dans lequel la « réalisation du plan » est « simulée » à force de trucages et de fictions. Ce système de réalisation apparente du plan et d'économie fantomatique est la cause du gâchis énorme de ressources et de l'ignorance délibérée des besoins écologiques.

En outre, les différentes parties du plan correspondent aux intérêts des différentes fractions de la bureaucratie qui le fixent. Ainsi est né ce système de gigantisme si caractéristique pour l'URSS et les autres Etats bureaucratés. Plus grands, plus vastes et plus centralisés sont les projets (exemple : détournement des fleuves sibériens), plus cela signifie de pouvoir pour les bureaucrates. Il y a

des bureaucrates préoccupés de la défense de l'environnement depuis les années soixante-dix, mais ils sont sans influence et restent enfermés dans de petits départements annexes. L'extraction de lignite en RDA, l'irrigation dans l'agriculture en URSS, etc., sont des exemples d'erreurs de planification et de destruction de paysages entiers.

L'idéologie de la bureaucratie a prôné comme une obligation l'optimisme et la foi dans le progrès. Le résultat de ce « socialisme » idéologique, proclamé d'en haut, a été une intériorisation du contraire, c'est-à-dire les thèmes de l'idéologie de consommation capitaliste de la part des masses. En riposte, les bureaucrates avançaient la perspective de la « concurrence entre les deux systèmes » et du « dépassement » des sociétés capitalistes. Dans ce sens, des modèles de consommation et de modernisation capitalistes catastrophiques pour l'environnement étaient valorisés et adoptés comme valeurs idéologiques contribuant à déterminer le cadre du plan.

Lorsque des idées et des conceptions de socialisme alternatives tenant compte des problèmes de l'environnement, étaient exprimées, elles étaient combattues et supprimées par voie administrative et par la répression. Toute opposition à n'importe quel sujet était considérée comme une menace au pouvoir bureaucratique. Seuls des modèles basés sur une quantification des ressources naturelles (c'est-à-dire, des modèles comparables à ceux d'économistes bourgeois conservateurs) étaient acceptés par la bureaucratie. Sans trop de résultats pourtant, parce que ou bien des calculs visant à établir la valeur des forêts, de l'air, de l'environnement, etc., sont arbitraires, ou bien ils sont « dynamiques » à tel point qu'ils ne peuvent trouver de place dans des plans bureaucratiques rigides.

Ainsi, les bureaucraties stalinienne ont contribué de façon très importante à prolonger l'influence de la production capitaliste bien au-delà de ce qui était objectivement nécessaire. Leur modèle de société a combiné des traits précapitalistes et « féodaux » avec l'objectif d'obtenir plus de succès que le capitalisme. Le développement de relations sociales vraiment socialistes a été étouffé de façon systématique. Ce n'est qu'aujourd'hui, après les ouvertures de la glasnost et l'éclatement de la crise des sociétés bureaucratiques que se sont formés des groupes écologiques et une opposition socialiste qui montrent ce qui serait possible avec une économie planifiée démocratiquement et autogérée. Il est de plus en plus tragique — et dramatiquement clair — que ces perspectives ne pèsent pas (encore) très lourd face aux « avantages » du capitalisme secrètement cultivés pendant des décennies dans la conscience des masses.

IV. Mouvement ouvrier et écologie

Marx et Engels, les fondateurs du socialisme scientifique, ont traité dans plusieurs pages cruciales de leurs œuvres du rapport entre la société et la nature. Ainsi, il est dit d'une façon très claire dans la *Critique du programme de Gotha* (1875) : « *Le travail n'est pas la source de toute richesse. La nature est tout*

autant la source de valeurs d'usage (ce sont bien celles-là qui composent la richesse matérielle) que le travail, qui lui-même n'est que l'expression d'une force naturelle, la force de travail humaine. » La formulation « le travail est la source de toute richesse et de toute culture » est qualifiée de « bourgeoise » n'ayant pas de place, en tant que telle, dans un programme socialiste.

En démontrant clairement le caractère contradictoire du « rôle civilisateur du capital », Marx note dans *le Capital* : « La production capitaliste ne développe la technique et la combinaison du processus de production social qu'au détriment des sources de toute richesse : la terre et l'ouvrier. »

On ne saurait nier que les classiques du marxisme étaient marqués eux aussi par une vision trop optimiste des choses. Par endroits au moins, il apparaît qu'avec le développement des sciences de la nature, les problèmes écologiques tendraient à disparaître. « Notamment depuis les progrès immenses des sciences naturelles pendant ce siècle, nous sommes de plus en plus à même de connaître et par là même de maîtriser les retombées, du moins de nos activités productives les plus élémentaires. » (Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*).

Parallèlement au développement du réformisme dans les rangs du mouvement ouvrier, la position bien réfléchie des fondateurs du socialisme scientifique concernant la société et la nature a disparu progressivement. Tout comme il s'est intégré pas à pas dans la société bourgeoise en acceptant ses principales institutions (Etat, armée, lois, etc.), le réformisme a repris point par point les conceptions productivistes de celle-ci, c'est-à-dire les formulations bourgeoises auxquelles s'opposait le verdict de Marx.

Vers le début du siècle, le Deutscher Metallarbeiterverband (DMV), organisation des ouvriers de la métallurgie, dominée par la social-démocratie, explique dans une prise de position significative : « Plus le développement de la technique sera rapide, plus vite le mode de production capitaliste aura atteint le point où il se bloquera lui-même et où il devra être remplacé par un mode de production supérieur. »

A cause de la guerre civile, de l'intervention militaire des puissances impérialistes et de l'agonie de l'économie du pays, le champ d'action politique objectif de la direction de la jeune Union soviétique était sans doute très restreint : la situation était caractérisée par la famine et la pénurie de matières premières. Un développement rapide des forces de production était dès lors un devoir impératif duquel dépendait le sort de la révolution. Une victoire de la révolution allemande aurait ouvert la possibilité d'une coopération internationale. Mais l'Union soviétique restait isolée. L'élévation de la productivité se faisait principalement par des méthodes traditionnelles (discipline de fer imposée aux ouvriers, pouvoir dictatoriaux des dirigeants d'entreprises, concurrence, travail aux pièces, taylorisme, etc.). Les difficultés objectives étaient sous-estimées et l'on faisait de nécessité vertu.

Lénine était parfaitement conscient de l'ambivalence du progrès bourgeois. En revanche, pendant l'ère stalinienne, la compréhension de la nature contra-

dictoire de la production technologique bourgeoise disparaît complètement. L'idolâtrie productiviste atteint un sommet caricatural, la surexploitation de l'homme (stakhanovisme) et de la nature (projet de détournement des fleuves sibériens) deviennent pratiquement des dogmes.

Le fait que la révolution socialiste n'a vaincu jusqu'à ce jour dans aucun pays capitaliste développé a rendu le développement des forces productives prioritaire (éliminer les suites de la guerre [civile], la faim et la misère). Ceci a contribué d'une manière substantielle à la non-remise en cause de la structure des forces productives déterminée par les rapports de production bourgeois.

Rien d'étonnant qu'un mouvement ouvrier, affaibli politiquement par le fascisme, le stalinisme, la guerre froide et le « miracle économique », ne se préoccupe de remettre en cause le modèle de production historiquement donné.

Dans ces conditions, ce sont des scientifiques, de petits groupes d'initiative ou des mouvements locaux, le Club of Rome, etc., c'est-à-dire des personnes et organisations extérieures au mouvement ouvrier qui mettent en garde contre les conséquences terribles du fait de considérer la nature comme un supermarché dans lequel l'homme peut se servir à volonté. Souvent, les positions politiques générales de ces critiques sont confuses, voire réactionnaires, ce qui facilite la tâche aux directions traditionnelles du mouvement ouvrier qui les dénoncent, et les traitent de « fous » et de « destructeurs d'emplois ». Il en est ainsi, jusqu'à la naissance des mouvements antinucléaires, qui obligent ces directions à se mesurer avec des forces progressistes importantes échappant à leur contrôle.

Parallèlement aux différenciations dans le camp bourgeois, la persistance de catastrophes écologiques, la croissance de mouvements pour la protection de la nature, les succès partiels de ceux-ci, leurs tentatives de structuration politique (partis « verts »), etc., ont conduit à des différenciations à l'intérieur du mouvement ouvrier. En faisant abstraction des groupements révolutionnaires fortement minoritaires qui soumettent le rapport actuel entre société et nature à une réflexion fondamentale et en déduisent la nécessité d'une « rupture » avec le cadre politique, sociale et technique préexistant, on peut différencier principalement trois courants dans le mouvement ouvrier :

a) La fraction « béton » qui veut continuer comme si rien ne s'était passé. Même cette fraction a dû procéder à des adaptations, vu les développements catastrophiques pour l'environnement. Elle revendique aujourd'hui des normes d'émissions, plaide en faveur des catalyseurs et de réglementations nouvelles. Sans modifier ses positions myopes, elle s'est pourtant déclarée d'accord avec des « réparations » écologiques, surtout si celles-ci ouvrent de nouveaux marchés.

b) Un courant technocratique qui croit pouvoir résoudre les problèmes écologiques par l'utilisation de technologies avancées (*high-tech*). En réalité, il ne s'agit le plus souvent que d'un simple transfert des problèmes : que faire, par exemple, des quantités énormes de résidus de filtrage, de boues d'épuration et autres déchets ? Peter Glotz du SPD allemand plaide en faveur d'une coopération avec la fraction « end of the pipe technology » du grand capital : par une alliance entre « la gauche traditionnelle, les élites techniques et les minorités critiques des

capitalistes bien orientés en matière de croissance », une innovation socialement dirigée pourrait être réalisée. Il rejette expressément la remise en cause de la propriété privée des moyens de production.

c) Le troisième courant qu'on pourrait appeler « réformiste écologique », craint lui aussi de parler des rapports de production. Une fois de plus, on prétend qu'il serait possible de débarrasser le capitalisme, traité pudiquement de « société industrielle », d'une de ses excroissances, en l'occurrence, de ses péchés écologiques. Erhard Eppler, président de la « commission des valeurs fondamentales » du SPD allemand, a expliqué : « *Plus que jamais, la tâche de la social-démocratie est donc de procéder, par une nouvelle politique de réformes, à des corrections démocratiques, humaines et écologiques de la société industrielle.* »

Comme acquis positifs, on peut constater que dans une série de pays, des syndicats entiers ou du moins de fortes minorités en leur sein s'opposent à l'utilisation « pacifique » de l'énergie nucléaire (CGIL en Italie, mineurs britanniques, etc.) et font preuve d'une sensibilité accrue face aux questions écologiques (CUT au Brésil, Solidarnosc, IG-Metall, etc.).

La politique actuelle de perestroïka/glasnost en Union soviétique crée pour l'écologie, comme pour d'autres sujets, des conditions contradictoires. D'une part, il y a maintenant une place plus large pour un contrôle, les initiatives écologiques, les mouvements de protestation, etc. D'autre part, renforcer l'économie du marché revient aussi à permettre que des critères de profits gagnent du terrain face à des conceptions, des idées qui s'orientent vers la valeur d'usage des marchandises.

V. Acquis et limites du mouvement écologique

L'acquis fondamental du mouvement écologique, qui a provoqué un changement profond dans la prise de conscience des questions de l'environnement, a été et reste la compréhension de l'ampleur de la destruction de l'environnement par le capitalisme du troisième âge. La destruction de la nature a atteint des dimensions qui mettent en péril l'humanité toute entière. Il s'agit ici, comme dans le cas d'une guerre nucléaire mondiale, d'une question de survie. Toutefois, à la différence du danger de destruction nucléaire, c'est une question qui est toujours « neuve » et qui s'aggrave constamment par des manifestations de plus en plus évidentes : changements de climat, pollution et déséquilibre écologique de la Méditerranée et de la Mer du Nord, etc.

Cet acquis fondamental du mouvement écologique constitue en même temps — c'est la dialectique — sa limite fondamentale. Dans la mesure où la question est reconnue comme vitale pour l'humanité, on cherche des solutions « interclassistes » et par conséquent on n'utilise pas les moyens adéquats (lutte de classe contre le capital).

La remise en question du concept de « progrès » est elle-aussi un acquis du mouvement écologique. Elle a montré les carences de l'analyse marxiste du

capitalisme du troisième âge : on ne peut plus parler comme au début du développement du capitalisme d'un développement positif des forces de production qui ne seraient que freinées par le cadre de la propriété privée des moyens de production ou développées au détriment du prolétariat. Le capitalisme, qui a « survécu » beaucoup plus longtemps qu'historiquement « nécessaire » pour le développement des forces productives, transforme plus en plus les forces de production en forces de destruction, dans l'effort de leur enlever leur « explosivité » à l'égard des rapports de production. Mais ceci signifie aussi qu'elles ne peuvent pas être « libérées » telles quelles, c'est-à-dire utilisées dans un système socialiste au profit de tous, mais qu'une sélection et une analyse critique sont nécessaires.

Il ne s'agit pas seulement d'une question théorique, mais aussi d'une question éminemment pratique qui comporte la critique de l'idée de « dépassement » du capitalisme propre à la bureaucratie stalinienne. De plus, le côté matériel de la production (valeur d'usage) a été mis en avant pour la première fois par une analyse plus fouillée, en posant la question de savoir quels produits sont désirables d'un point de vue écologique et social, etc. En deuxième lieu, on a soulevé le problème de l'aliénation du travail : travail de masse parcellisé à la chaîne ou bien unités plus limitées à échelle humaine... Cependant, cet acquis a son revers dialectique : le refus de la grande industrie, de la croissance économique et le vœu littéralement réactionnaire d'un retour à la production simple de marchandises.

Après le recul du mouvement de 1968, le mouvement écologique a de nouveau introduit dans la politique la dimension « utopique ». La discussion sur un changement fondamental du système social, sur une autre façon de vivre et de produire, est relancée à partir des nécessités écologiques. Au débat susmentionné sur la valeur d'usage des produits est intégrée la discussion d'une production socialement utile, de nouvelles idées utopiques à propos d'une société différente sont exprimées et des « plans de reconversion » concrets sont esquissés. Mais, puisqu'il y a, en général, très peu de clarté sur la nature du système économique capitaliste, ces utopies restent souvent limitées. Du fait même qu'elles ne se relient pas consciemment à des positions anticapitalistes, les utopies du mouvement écologique ont une tendance inhérente à glisser vers des utopies petites-bourgeoises (comparables aux conceptions des socialistes utopiques).

Un acquis incontestable du mouvement écologique a été (et reste aujourd'hui, même dans une moindre mesure) la mobilisation de larges masses et leur radicalisation au moins ponctuelle dans des pays où le mouvement ouvrier était (et reste) sur la défensive et la lutte de classe était (ou reste) à un niveau assez modeste. Dans des pays comme l'Autriche, de même qu'en Suisse et en RFA, l'emploi de formes de résistance combatives et concrètes, comme des manifestations de masses, des blocus, des occupations (de sites), mais aussi le recours à des formes d'actions comme les pétitions de masses, les journées d'action, les référendums, ont été étroitement liés au développement des luttes écologiques. Malgré une stagnation persistante de la lutte de classe, des succès ont pu être

réalisés dans ce domaine (référendum gagné contre l'énergie nucléaire en Autriche, par exemple), avec des conséquences positives pour l'affirmation d'une « culture de résistance » dans ces pays. Lors de grandes mobilisations, ces succès ont aussi renforcé la gauche radicale.

En même temps, des mobilisations ont été le plus souvent dirigées contre le mouvement ouvrier traditionnel qui défendait, ensemble avec le capital, des projets destructeurs de l'environnement. L'isolement par rapport aux organisations du mouvement ouvrier qui provoque une certaine hostilité, a été donc la plus grande faiblesse et la limite la plus sérieuse du mouvement écologique.

Dans certains pays, le mouvement écologique a réussi à faire adopter de nombreuses réformes, qui ont partiellement freiné un accroissement explosif de la destruction de la nature. Ainsi, par exemple, il n'y a presque plus de nouvelles centrales nucléaires, la production de certains produits chimiques (CIFC, engrais, etc.) a été limitée, des normes restrictives ont été fixées pour certaines usines, pour les automobiles, etc. Une industrie de l'environnement capitaliste s'est développée, des réformes écologiques entrent même dans le catalogue des revendications des partis bourgeois.

Une partie du mouvement écologique a sous-estimé la capacité d'intégration du capitalisme. L'erreur traditionnelle de croire en un développement « automatique » des crises a été commise une fois de plus.

Pourtant, malgré toutes les réformes et malgré l'industrie de l'environnement, les destructions au niveau mondial sont plus graves que jamais. La pollution des mers, le déboisement des forêts tropicales, la destruction de la couche d'ozone montrent clairement qu'à la suite des réformes, la marche sur le chemin de la catastrophe globale n'est ralentie que dans une mesure insignifiante. De ce point de vue, la destruction écologique montre la nécessité, par-dessus toute réforme, d'un changement fondamental de notre société.

Une partie du mouvement écologique (ainsi que des parties du mouvement pour la paix et du mouvement des femmes) s'est organisée en parti(s). La nécessité d'une solution au niveau de la société est reconnue et on s'organise à un niveau supérieur aux comités, etc. D'autre part, les partis verts (avec quelques différences) portent en leur sein les limites fondamentales du mouvement écologique : ils se considèrent souvent comme « neutres » du point de vue de classe, ne conçoivent pas la classe ouvrière comme un sujet révolutionnaire, n'ont presque pas de liens avec les syndicats, etc. Les limites, tant du point de vue de leur conception de fond que du point de leur composition sociale, déterminent les frontières du mouvement écologique. Comme il n'a pas de programme révolutionnaire cohérent et qu'il ne considère pas la classe ouvrière comme sujet révolutionnaire, il est loin de concrétiser son aspiration à constituer une nouvelle force révolutionnaire, qui puisse occuper ou hériter de la place du mouvement ouvrier. Néanmoins, si on fait abstraction des groupements explicitement bourgeois ou réactionnaires, numériquement faibles, le mouvement écologique reste un allié important des révolutionnaires dans la lutte d'ensemble contre le système capitaliste.

VI. Les problèmes de l'environnement et la domination bourgeoise

A cause des effets de la production capitaliste sur le climat et la qualité des sols, de l'eau et de l'air, la destruction des fondements naturels de la société humaine a atteint une dimension nouvelle qui est en soi un problème pour la domination de la bourgeoisie et son idéologie. Les raisons en sont les suivantes :

- la crise écologique est mondiale et, dans un contexte de concurrence inhérent au capitalisme, elle ne peut qu'être conçue comme un mal commun ;
- certaines causes de la crise écologique remontent dans le temps, d'autres sont le produit du développement combiné de différents facteurs séparés ; il est donc difficile d'en établir et d'en dater les causes temporelles et physiologiques. De même, la maîtrise de la crise écologique nécessite du temps et des investissements qui condamnent au désarroi toutes les conceptions bourgeoises des cycles *input/output* ;

- enfin, contrairement à ce qui est le cas quant à la crise économique classique, aux conséquences sociales néfastes du capitalisme et même aux suites d'affrontements militaires, on ne peut faire payer que partiellement l'addition de la crise écologique aux classes dominées et exploitées. Cependant, il est incontestable que, surtout dans les pays dépendants, surtout les classes opprimées en portent le fardeau ; et ceci d'autant plus qu'il y a interaction entre crise sociale et économique et crise écologique.

La prise de conscience croissante de la crise écologique et le mouvement écologique qui s'est formé dès le début des années soixante, ont représenté une attaque vigoureuse à l'un des concepts les plus importants de l'idéologie bourgeoise : l'idée selon laquelle l'ordre social et économique bourgeois serait à même de garantir de façon continue un « progrès pour tous », ou bien que la soumission continue de la nature est en soi positive et que tous les problèmes en rapport avec elle pourraient être résolus.

Même si la critique de la destruction de l'environnement et les protestations de masses contre certains projets écologiquement néfastes ne se sont attaqués de front au capitalisme que rarement, une méfiance à l'égard de l'idéologie de progrès bourgeoise et la recherche d'un nouveau modèle de développement social, d'une « nouvelle pensée », se sont répandues, et un grand nombre de scientifiques et d'experts s'y sont joints assez rapidement.

Aux protestations et aux mobilisations de masses, les gouvernements bourgeois ont réagi par des moyens répressifs bien connus. Mais, face au défi idéologique, des tentatives d'actualisation de l'idéologie bourgeoise ont vu le jour depuis les années soixante-dix. La première, mondialement connue, a été le rapport du Club of Rome (1972), qui démontrait que la destruction de l'environnement progresse rapidement et proposait une politique supranationale contre la croissance démographique, le gâchis de matières premières, la destruction de l'environnement, etc. Ce rapport, titré « Les limites de la croissance » a été suivi et complété par beaucoup d'études similaires, dont le rapport au

président nord-américain Carter, « Global 2000 », est le plus connu. Ces études ont eu un effet à double tranchant. D'une part, la science et l'idéologie bourgeoise reprenaient l'initiative sur les questions de l'environnement et entamaient la discussion sur les pronostics et les exigences à mettre en avant. D'autre part, cela confirmait les visions pessimistes de l'avenir du monde en stimulant davantage le mouvement écologique. L'ordre existant de l'économie capitaliste mondiale perdait son auréole de supériorité ; sa finalité et ses mécanismes étaient remis en question de l'intérieur. En même temps, ces analyses aboutissaient à des catalogues de revendications plus ou moins élaborés tendant à une planification mondiale et à une régulation politique de l'économie. Ainsi, elles entraient directement en conflit avec l'économie de marché capitaliste, le libéralisme économique et les offensives gouvernementales de dérégulation à l'ordre du jour partout dans le monde à l'époque.

Au plus tard au milieu des années quatre-vingt, une deuxième offensive bourgeoise sur le terrain de la défense de l'environnement s'était avérée nécessaire : il fallait apporter des solutions, surtout au niveau de la politique concrète, à de telles contradictions. Le rapport Brundtland (« Our Common Future »), adopté par l'assemblée générale de l'ONU en 1988, en est une expression. Il est déjà entièrement marqué par la conviction bourgeoise que le capitalisme, tout en portant malheureusement atteinte à l'environnement, sera en même temps en condition de prendre les mesures de réparation nécessaires. Il revendique une approche qui prenne plus en considération les questions de l'environnement ; une combinaison de mesures de réparation et de restrictions dans la production de produits toxiques et la destruction des éléments naturels, de même que le développement de technologies « douces » visant à venir à bout de la crise écologique. On indique, d'ailleurs, dans tout cela une nouvelle source de croissance économique ; en d'autres termes, les trusts trouveront leur compte dans une nouvelle politique de l'environnement. Les éléments d'une nouvelle croissance plus équilibrée (*sustainable growth*) seraient alors rassemblés.

Certains gouvernements bourgeois ont salué ouvertement le rapport Brundtland. Beaucoup d'idées de la social-démocratie y étant reprises (protection de l'environnement comme industrie de l'avenir, un nombre plus élevé d'accords internationaux qui lieraient plus étroitement les pays signataires, programmes d'action étatiques d'assainissement, etc.), ce sont notamment les partis de l'Internationale socialiste qui y ont vu confirmée leur ligne. Du point de vue écologique, les mesures de réparation que propose ce rapport sont très limitées. Nulle part, les solutions radicales nécessaires ne sont proposées, même pas en ce qui concerne les problèmes les plus importants (protection des forêts tropicales, de l'Antarctique, arrêt de l'utilisation du nucléaire, etc.).

Aujourd'hui, une approche pratique des problèmes de l'environnement fait partie du programme de tout gouvernement bourgeois. En général, on s'efforce de fixer des limites à la pollution de l'air, de la terre et de l'eau. S'y ajoutent des plans progressifs de réduction des effets dangereux des résidus des processus de production. Ces plans font l'objet d'accords internationaux. En fin de compte, une telle politique n'est que du rafistolage : elle reste toujours insuffisante pour

contrecarrer ses destructions qui se produisent réellement. Les programmes économiques et les orientations politiques concernant « l'économie écologique de marché » prennent eux aussi de l'importance. Jusqu'à présent, les tentatives de tourner intrinsèquement l'économie capitaliste vers un fonctionnement respectueux de l'environnement n'ont pas dépassé le stade de la théorie. Des théoriciens conservateurs (surtout aux USA et en RFA) proposent d'émettre des certificats autorisant un certain degré de pollution. Ces certificats seraient échangeable librement, comme des actions, et leur cours réglerait ainsi le respect de la nature. La nature, qui jusqu'à présent était « librement » exploitée, serait de cette manière « mise en valeur » et prendrait ainsi place parmi les paramètres que les chefs d'entreprise doivent prendre en compte.

Les impôts écologiques revendiqués par certains hommes politiques, conservateurs ou réformistes, n'ont été testés en pratique que très marginalement. Des taxes sur l'utilisation des sources énergétiques de l'air, des eaux, ainsi que sur l'utilisation des plus importantes matières premières seraient censées inciter à l'économie. Pourtant, même sans toucher à la politique des prix (et donc sans introduire plus de dirigisme de la part de l'Etat), de tels impôts reviennent à une ponction sur le revenu des masses, qui en feront les frais.

Les programmes influencés avant tout par les sociaux-démocrates et visant à guérir le capitalisme à l'aide de mesures gouvernementales d'assainissement de l'environnement et du développement technologique, ne sont eux aussi que théoriques. L'idée, selon laquelle la protection de l'environnement pourrait devenir le moteur d'une nouvelle modernisation de l'économie capitaliste, s'avèrera illusoire, d'autant plus qu'une telle politique se heurte aux orientations des politiciens conservateurs partisans de la dérégularisation.

En outre, un véritable fossé sépare les Etats riches des Etats pauvres. Si, dans les pays impérialistes riches, on a réussi ces dernières années à endiguer quelques-uns des phénomènes les plus graves de pollution et de destruction, dans les pays pauvres, même les moindres mesures nécessaires échouent face aux problèmes de financement ou face à l'intérêt de quelques entreprises qui réalisent leurs profits, en grande partie, justement en dégradant l'environnement.

VII. Expériences d'organisation politique du mouvement écologique

Les temps où le mouvement écologique ne développait que des activités ponctuelles sont révolus. Dans un nombre croissant de pays, des organisations vertes ou des partis verts existent. En Europe occidentale, ils ont une représentation parlementaire dans des pays aussi différents que la RFA, l'Autriche, la Suède, l'Italie ou le Portugal. Des partis verts existent de même dans des pays dépendants (Brésil, Turquie, etc.) et dans des pays comme la Hongrie, l'ancienne RDA et la Tchécoslovaquie.

Le développement d'organisations et de partis verts ne peut pas être expliqué complètement que par les dangers écologiques actuels et futurs. Les facteurs supplémentaires suivants jouent aussi un rôle dans leur naissance :

- le manque de perspectives générales des directions traditionnelles du mouvement ouvrier (surtout face aux effets croissants de la crise) et l'étroitesse d'esprit dont elles ont fait preuve dans l'approche non seulement des questions écologiques ;

- l'absence de percée révolutionnaire en Europe capitaliste après 1968, la division, l'éclatement de l'extrême gauche et le recul général de la radicalisation ; la répression et les échecs subis pendant une longue période et les échecs par les oppositions embryonnaires en Europe de l'Est ;

- nos propres erreurs politiques et, dans de nombreux pays, notre incapacité à devenir force hégémonique dans l'extrême gauche ;

- la compréhension que l'existence de mouvements disparates n'est pas en elle-même suffisante et qu'une alternative politique d'ensemble est nécessaire (sans pour autant remettre en question l'autonomie des différents mouvements).

Il est complètement erroné de mettre dans le même sac les diverses expériences « vertes ». Selon les pays, les cultures politiques, leur origine historique concrète, elles ont des caractéristiques spécifiques. La palette va d'une forte influence de forces bourgeoises et petites-bourgeoises jusqu'à la prédominance de courants gauches, alternatifs, éco-socialistes, en passant par des groupements verts réformistes. On peut dire d'une façon générale et avec toute la prudence qui s'impose que :

- il s'agit de tentatives d'organisation à gauche des partis socialistes et communistes traditionnels, et que ces tentatives se situent, le plus souvent, à gauche des directions traditionnelles ;

- bien que leur base sociale soit souvent composée à 75% de salariés, ces courants ne se considèrent pas comme faisant partie du mouvement ouvrier ;

- en particulier en raison de leur aversion envers le mouvement ouvrier « classique », leur idéologie est souvent fort confuse (nous ne sommes ni à gauche, ni à droite) et emprunte à des théories du type *small is beautiful* ;

- tout en étant souvent nés comme des structures électorales informelles sur des plates-formes centrées sur l'écologie, après leur entrée au Parlement les mouvements verts ont pris des positions critiques dans d'autres domaines aussi (politique sociale, course aux armements, tiers monde, etc.) ;

- dans la plupart des cas, la fraction parlementaire étouffe quasiment l'activité du parti vert, et par là même tend à désamorcer le caractère partiellement révolutionnaire de son mouvement.

Dans ce sens, les Verts sont un exemple presque classique de phénomène de transition. Apparus dans une phase de crise généralisée du mouvement ouvrier, ils n'ont eu jusqu'à présent ni la volonté, ni la capacité de reconnaître dans le prolétariat révolutionnaire le sujet déterminant du changement social. Leur activité est caractérisée par la combinaison d'une critique correcte d'injustices sociales sectorielles et des « stratégies » réformistes illusoirs. Dans leur pratique politique, les verts allemands, par exemple, mettent l'accent sur de

simples réformes, au détriment d'un changement social fondamental : ils s'enfoncent de plus en plus dans les organes de représentation parlementaires, accordent de moins en moins d'importance à la mobilisation extraparlimentaire, ce qui favorise l'apparition de formes traditionnelles de délégation de pouvoir. Si une telle tendance est maintenue sans réflexion critique, les Verts risqueront de perdre toute leur charge utopique et de se transformer en un simple « parti de réforme » parmi d'autres. La question de la nécessité de choisir son camp se posera tôt ou tard pour les Verts, notamment dans des situations politiques cruciales où il faut prendre sans ambiguïtés des positions de classe. Il est vain de spéculer sur le rythme et les formes possibles d'un tel développement et sur la question de savoir dans quelle mesure la succession de décisions prises par les Verts pourrait faire système en modifiant ainsi leur caractère.

Les marxistes révolutionnaires jugent les acteurs politiques non pas en premier lieu en fonction de leurs affirmations, de leurs programmes ou de la conscience qu'ils ont d'eux-mêmes, mais d'après leur fonction réelle dans la lutte de classe. De façon générale, on peut affirmer que l'apparition d'organisations et de partis verts n'a pas eu d'effets rétrogrades, mais a, dans nombre de cas, élargi le champ d'action de la gauche.

Nous réaffirmons l'analyse fondamentale selon laquelle il n'y a pas de possibilité de contourner les partis ouvriers traditionnels et que l'orientation du front unique ouvrier reste donc valable. Dans toute une série de pays, des partis révolutionnaires avec un fort enracinement dans les masses ne se formeront que si des ruptures apparaissent dans la social-démocratie et dans les partis communistes, et s'il y a apparition de courants lutte de classe dans les syndicats.

Vu l'état actuel de la lutte de classe en Europe de l'Ouest et le niveau actuel de différenciation politique, un tel processus n'est nulle part à l'ordre du jour immédiat. Dans certains pays cependant, ont surgi des partis de protestation et des mouvements écologiques qui rassemblent électoralement et organisent partiellement la majeure partie du potentiel critique social. Il serait catastrophique de les ignorer. Il s'agit plutôt de développer face à eux une politique active : actions communes, débat sur leurs positions théoriques, etc. Il appartient à chaque section de l'Internationale de juger concrètement s'il est opportun d'entrer dans de tels partis ou mouvements pour faire avancer de l'intérieur le processus de différenciation .

VIII. La IV^e Internationale et la crise écologique

Comme nous l'avons vu dans le chapitre IV, on trouve dans la pensée marxiste originelle les prémisses d'une critique écologique radicale du capitalisme. Mais, comme ce fut le cas pour la plupart des partis du mouvement ouvrier, cette problématique n'a pas été abordé dans les premières années d'existence de notre Internationale. Il serait inutile de la chercher, par exemple, dans le *Programme de transition*, qui est le document programmatique de base du congrès de fondation en 1938. Dans la période qui a suivi la Seconde Guerre

mondiale, les marxistes révolutionnaires n'ont pas du tout ignoré la destruction de l'environnement et la pollution de l'air et de l'eau. Mais ces phénomènes n'étaient considérés que comme l'une des conséquences néfastes d'un système exploiteur et inhumain et non perçus comme un phénomène global qui menace de détruire les bases mêmes de toute vie.

Ceci a changé depuis le début des années soixante-dix, lorsque la tendance auto-destructrice de la société capitaliste était devenue un sujet largement discuté et repris même par des idéologues bourgeois la croissance du Club of Rome en 1972. Des articles et des études écrits par des membres de notre mouvement sont apparus.

Mais le véritable test pour les organisations du mouvement ouvrier a été la naissance d'un mouvement populaire contre l'énergie nucléaire, surtout au Japon, en Europe de l'Ouest et aux Etats-Unis.

Pratiquement toutes les sections de la IV^e Internationale ont été impliquées dans ces mouvements de masse, même si très peu de sections ont trouvé les moyens de consolider leur travail écologique quand le mouvement antinucléaire a commencé à décliner. L'expérience de ces mouvements a cependant frayé son chemin dans nos discussions pour les congrès mondiaux. Tandis que dans les textes du X^e congrès, l'écologie ou les problèmes qui lui sont liés ne sont même pas mentionnés, au congrès suivant, en 1979, la lutte contre l'industrie nucléaire est considérée comme « une question de survie de la classe ouvrière » et on déclare que la tâche de l'Internationale et des ses sections est de « renforcer le mouvement en entraînant les ouvriers industriels » dans sa lutte. Au congrès de 1985, les positions sont mieux élaborées. Les documents donnent une analyse plus détaillée pour chacun des trois secteurs de la révolution mondiale. La résolution principale appelle l'Internationale et ses sections à avancer de plus en plus la question écologique dans leurs propagande et leurs activités et à organiser des actions communes avec les mouvements écologistes.

Aujourd'hui, la IV^e Internationale considère la destruction de l'environnement comme un des principaux dangers qui menacent l'humanité, un problème qui donne un sens nouveau à la fameuse formule de Rosa Luxemburg : socialisme ou barbarie. Elle voit dans l'engagement du mouvement ouvrier et de ses organisations dans la lutte contre la destruction de la planète sa tâche principale dans ce domaine et elle s'efforce de frayer le chemin de la collaboration du mouvement ouvrier et du mouvement écologique, non seulement contre les différentes formes de destruction, mais aussi contre le système qui les détermine. Elle veut contribuer à la discussion dans ces mouvements et essaye de contre-carrer les illusions largement répandues sur la possibilité d'un capitalisme « propre ».

Dans de nombreux pays, l'Internationale participe activement aux luttes en cours, comme celle contre la destruction de la forêt amazonienne au Brésil ou celle contre la centrale de Laguna Verde au Mexique. Des sections européennes participent à la construction de courants socialistes au sein de partis verts, d'autres jouent un rôle dirigeant dans le mouvement écologique de leur pays.

Dans nos analyses, le problème écologique constitue un des pôles les plus importants autour desquels la restructuration du mouvement ouvrier doit s'opérer.

Tout cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas eu de problèmes avec l'intégration de ces « nouveaux » thèmes dans l'activité de notre mouvement. Beaucoup de camarades ont continué à considérer les problèmes écologiques comme une contradiction du capitalisme parmi d'autres et qu'aucune solution n'est possible avant la révolution prolétarienne. Ils ne les ont pas conçus comme des problèmes étroitement liés aux luttes quotidiennes pour la survie de la classe ouvrière, contre des conditions de vie et de travail inhumaines, contre le danger de guerre. La plupart des sections n'ont commencé à se poser les problèmes écologiques que lorsqu'ils ont fait les gros titres de la presse à la suite des actions d'autres forces. Il se peut qu'une meilleure implantation dans la classe ouvrière industrielle a rendu certaines sections plus vulnérables aux pressions idéologiques du réformisme et de son manque d'intérêt pour des questions essentielles pour la survie de l'humanité, un aspect réformisme qui est plus difficile à combattre lorsque le niveau de la lutte de classe est très bas.

Il s'en est suivi que le débat au sein de l'Internationale a été relativement lent. Tandis que d'autres courants et individus discutent de la question de l'écologie et du socialisme depuis des dizaines d'années, les marxistes révolutionnaires sont restés plutôt silencieux. Il est de plus en plus clair que les marxistes doivent faire un effort spécial pour appliquer leur méthode aux questions posées. Il n'est pas possible de se limiter à prendre quelques éléments de la pensée écologique et de les peindre un peu en rouge.

La IV^e Internationale ne veut pas seulement contribuer aux discussions sur la politique écologique concrète. Elle veut aussi faire les pas en avant politiques et organisationnels nécessaires pour développer des actions de masses. Car ce n'est que par l'action du mouvements de masse que les conditions actuelles pourront être changées et que la classe ouvrière pourra devenir le porteur des changements sociaux, une « classe pour soi ».

IX. Programme d'action

Aujourd'hui, il existe à travers le monde une multitude d'initiatives et de mouvements contre le pillage et la destruction de la nature. La IV^e Internationale soutient ces initiatives et ces mouvements et y participe parfois d'une façon critique, car les positions générales de certains écologistes sont souvent plutôt confuses. Les expériences du mouvement écologique montrent que seules de larges mobilisations et protestations de masse permettent de gagner l'opinion publique et d'obtenir de succès réels. La IV^e Internationale veut surtout agir en faveur d'une participation des organisations ouvrières à ces luttes. Des conflits qui mettent en danger tant la santé des salariés que l'environnement peuvent constituer le point de convergence pour une politique d'action commune.

Nous défendons l'indépendance complète des mouvements de protection de la nature à l'égard de l'Etat bourgeois et de la bureaucratie dans les sociétés de

transition bureaucratisées. Nous militons en leur sein, sans aucune intention de les manipuler. Nous pensons que même dans une société socialiste libre et pluraliste, le mouvement écologique, aussi bien, par exemple, que le mouvement des femmes, devra rester autonome et indépendant des partis politiques et des institutions de l'Etat, car la socialisation des moyens de production à elle seule ne garantit pas l'élimination du danger d'épuisement des ressources naturelles.

En tant que militants loyaux des mouvements écologistes, nous voulons mettre l'accent sur deux points : même des améliorations écologiques relativement modestes se heurtent aux rapports de production capitalistes ou au pouvoir de la bureaucratie. Il ne s'agit donc pas de greffer artificiellement l'idée de la nécessité d'une transformation sociale donc pas sur la critique écologiste radicale, mais de comprendre qu'elle en est la conséquence logique. Deuxièmement, les objectifs fixés par la critique écologique ne seront atteints sans l'intervention du sujet historique qui, en fonction de sa condition économique et sociale, est potentiellement capable de construire un monde sans exploitation de l'homme et de la nature : la classe ouvrière. Bien entendu, une classe ouvrière qui se considère comme l'avant-garde de la lutte pour la protection de l'environnement. C'est pour établir un tel lien réciproque entre mouvement écologiste et mouvement ouvrier que nous œuvrons.

Pour conclure, rappelons ici quelques problèmes écologiques fondamentaux qui doivent être résolus sous peine de disparition de l'humanité. Toutes ces questions ne peuvent être abordés qu'à l'échelle internationale. C'est sur ce terrain que nous voulons concentrer nos forces — par exemple, dans le cadre de campagnes transnationales —, avancer nos propositions et montrer par quels moyens celles-ci peuvent être réalisées.

Revendications :

- rupture radicale, dans les pays du tiers monde, avec le système agricole exploiteur de la production pour l'exportation, système qui est source de faim et de misère ;
- sortie immédiate du cycle nucléaire ;
- arrêt immédiat de la production et de l'utilisation de produits toxiques et dangereux comme les CFC et l'amiante ;
- non à l'exploitation économique de l'Antarctique ;
- non à la destruction des forêts tropicales et à la dégradation des forêts dans les pays industrialisés ;
- pour l'arrêt d'une agriculture qui détruit les terres arables dans les pays industrialisés ;
- les mers, les fleuves, les lacs ne doivent plus être considérés comme des poubelles ;
- non à des projets nucléaires dangereux dans le tiers monde — dans certains cas, comportant un véritable génocide (Indiens de l'Amazonie) — comme ceux de Kararao (Brésil) et de Sardar-Sarovar (Inde) ;

- non aux transports de déchets toxiques, non au transfert de productions dangereuses vers les pays du tiers monde.

(Revendications à élaborer par rapport aux technologies génétiques)

Alternatives :

- dans le tiers monde, système de production agricole qui garantisse d'abord la satisfaction des besoins élémentaires de la population ;
- production civile au lieu de production militaire ;
- utilisation rationnelle et planifiée de l'énergie face au pillage des sources d'énergie non renouvelables : développement de sources d'énergie alternatives comme l'énergie solaire et l'énergie éolienne, la biomasse, etc ;
- organisation de l'exploitation agricole selon des critères écologiques ;
- face au développement du transport individuel, développement des transports en commun, surtout dans le domaine du transport à courtes distances, et des chemins de fer ;
- une politique radicale tendant à éviter les déchets et à les recycler : des installations de filtrage, d'épuration, etc., ne suffisent pas à elles seules, il faut une conversion industrielle fondamentale qui évite *a priori* la pollution à la source.

Comment réaliser ces alternatives ?

Il faut lutter pour :

- une réforme agraire profonde dans les pays du tiers monde ;
- l'annulation intégrale de la dette des pays sous-développés et des sociétés de transition bureaucratiques ;
- le développement de plans d'énergie alternatifs élaborés par le mouvement ouvrier et le mouvement écologique en collaboration avec des scientifiques progressistes ;
- la levée du secret d'entreprise (qui permet, par exemple, de cacher les émissions réelles de CFC) et l'obligation de tenir des registres spécifiant les matières premières et produits utilisés, libre accès à ces registres ;
- un programme de grands travaux publics pour la reconversion de la production ;
- la mise sur pied d'un « contre-pouvoir écologique » par le truchement du contrôle ouvrier de la production ; droit de veto du personnel sur les productions dangereuses pour la santé et l'environnement ;
- la nationalisation des secteurs déficitaires de l'économie, sous contrôle des ouvriers, des consommateurs et du mouvement écologique ;
- une production répondant à des critères écologiques, basée sur le principe de la satisfaction des besoins, et non sur le principe des profits ou sur le pouvoir de la bureaucratie ;
- une société socialiste, libre, démocratique, pluraliste et autogestionnaire.

NOTES DE LECTURE

Enzo Traverso :
les Marxistes et la Question juive
(La Brèche, Paris, 1990)

Il s'agit d'un livre à tout point remarquable.

Ladite « question juive » pose un des grands énigmes de l'histoire des derniers 2 500 ans. Comment expliquer la survie des Juifs en tant qu'entité ethnique séparée, dans la diaspora, c'est-à-dire sans territoire propre ? Comment expliquer la survie de l'hostilité à l'égard des Juifs pendant la même période, y compris dans les conditions les plus incompréhensibles, par exemple, dans la Pologne d'aujourd'hui où il n'y a pratiquement plus de Juifs ?

Est-ce le premier phénomène qui produit le second ? Les Juifs provoquent-ils l'hostilité à leur égard, comme l'assument toutes les variantes d'antisémitismes ? Est-ce le second phénomène qui provoque le premier, c'est-à-dire les Juifs survivent-ils précisément à cause de l'hostilité qu'ils rencontrent, c'est-à-dire l'incapacité dans laquelle ils se trouvent de s'assimiler totalement dans le milieu ambiant, comme l'affirment Kautsky et Osso Bauer ? Y a-t-il une interaction plus complexe entre ces deux phénomènes ?

Le marxisme, qui a la prétention d'offrir une explication scientifique de tous les grands problèmes de l'histoire, a été vite confronté avec l'énigme de la « question juive ». On sait que le jeune Marx s'est penché sur cette énigme dans un de ses écrits de jeunesse qui n'est pas parmi ses meilleurs, du moins en ce qui concerne les expressions utilisées (le contenu, c'est une autre histoire). Au cours du développement de la pensée marxiste, une école marquée par un déterminisme matérialiste assez mécanique représenté par Kautsky, domina l'explication de l'énigme juive. La particularité des Juifs serait fonction du rôle économique particulier qu'ils avaient joué dans la société précapitaliste. L'hostilité à leur égard serait d'origine médiévale. L'émancipation progressive des juifs dans le cadre du triomphe du capitalisme au XIX^e siècle aboutirait à leur assimilation dans la grande et petite bourgeoisie. Les problèmes qu'ils rencontreraient seraient dès lors essentiellement les problèmes de ces classes sociales, toutes origines ethniques confondues.

Bien que plus subtiles, les appréciations d'Otto Bauer, de Gramsci et des marxistes russes y compris Lénine, reproduisaient en gros les mêmes lignes de forces.

Pas question de reconnaître l'existence d'un peuple juif, nationalité opprimée dans de vastes régions d'Europe centrale et orientale. Pas question d'estimer à leur juste valeur la structure sociale complexe des Juifs non seulement dans ces régions mais aussi en Grèce, au Pays-Bas, en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis, avec un large prolétariat juif partie intégrante du prolétariat mondial, ni le rôle particulier et souvent pionnier qu'il joua dans le lancement du mouvement ouvrier. Nathan Weinstock a consacré un livre émouvant à ces phénomènes : *le Pain de misère* (la Découverte, Paris, 1984-1986). Lénine, par exemple, n'a jamais reconnu la dette qu'il doit au Bund, l'organisation ouvrière juive qui est à la base de nombreux principes d'organisation léninistes.

La seule exception est fournie par le vieux Frédéric Engels. Celui-ci vit bien que l'antisémitisme de la fin du XIX^e siècle avait des racines sociales tout-à-fait différentes de l'antisémitisme précapitaliste et qu'il était une arme puissante entre les mains de la réaction anti-ouvrière et antisocialiste. Le mouvement ouvrier avait le devoir de défendre les Juifs contre ces ennemis.

C'est dans la prolongation de l'apport du vieil Engels que Trotsky apparaît comme le seul théoricien marxiste qui a une approche plus dialectique, plus correcte, de la question juive. Vers la fin de sa vie, il reconnaît carrément la réalité nationale des Juifs en Europe, ainsi que leur droit à un territoire, sans pourtant faire la moindre concession au mythe réactionnaire du sionisme.

C'est notre camarade Abram Léon qui a trouvé la clef pour une interprétation matérialiste de la question juive. Son concept de « peuple-classe » est un concept éminemment dialectique : il explique non seulement la survie mais aussi la disparition des communautés juives à travers l'histoire. Elles ont survécu et prospéré dans la mesure où elles jouèrent un rôle économique particulier et socialement indispensable dans un environnement donné. Elles ont été persécutées dans la mesure où l'évolution économique sapait l'utilité de ce rôle aux yeux d'autres couches sociales. Et elles ont souvent disparu par assimilation complète,

dans la mesure où leur structure sociale n'était pas exceptionnelle mais se confondait avec celle d'un environnement spécifique non hostile.

Enzo Traverso analyse toutes ces étapes du développement de l'analyse marxiste de la question juive d'une manière exhaustive. Il est cependant par trop critique à l'égard de la conception d'A. Léon, dont il interprète la thèse de la manière un tantinet unilatérale, la plaçant trop dans la foulée de la tradition kautskyenne. C'est l'une des deux critiques principales que nous devons adresser à son ouvrage.

L'autre concerne la notion du « peuple extra-territorial », inventée par la section juive du Parti communiste russe — la Yevseksia — pour justifier le compromis caduc qu'elle essaya d'opérer entre les « assimilationnistes » et les « nationalistes ». Cette notion ne correspond pas à la réalité. Elle n'a pas de fondement scientifique. Elle n'est qu'une forme idéologique nouvelle donnée à la prétendue « unicité » de la condition juive.

En réalité, les Juifs — si on veut : la nationalité yiddish — étaient bel et bien concentrés sur un territoire déterminé en Pologne et dans la partie occidentale de l'URSS. Ils y étaient beaucoup plus nombreux que de dizaines de nationalités auxquelles le pouvoir soviétique avait attribué un territoire et une autonomie politico-étatique. Ils étaient majoritaires dans une série de zones de cette partie de l'URSS.

De ce fait ils constituaient la seule nationalité à laquelle le pouvoir soviétique avait refusé les attributs classiques de l'autonomie politico-étatique. Sur le tard, et pour les besoins de la cause du Birobidjan, le président de l'URSS Kalinine la reconnut. L'autonomie politico-étatique fut réduite à l'autonomie purement culturelle. Le fait d'obliger simultanément les citoyen(ne)s jui(ve)fs à inscrire la mention « Juifs » sur leurs papiers d'identité, freina en même temps le processus d'assimilation. Les conséquences de l'absence d'autonomie étatique — y compris de structures d'autodéfense armée — ainsi que cette inscription fatale, facilitèrent les massacres nazis en 1941.

Mais ces critiques sont secondaires par rapport au mérite central de l'ouvrage. Il met à nu la cause principale des insuffisances de l'analyse marxiste traditionnelle de la question juive : « La question juive est... révélatrice de certaines failles dans la pensée marxiste classique, en particulier une incapacité à percevoir l'importance du phénomène religieux dans l'histoire et une difficulté à penser la nation ».

Nous ne croyons pas que la faute en revient au fond à Marx, et certainement pas à Engels. Elle est plutôt le fait de la plupart de leurs disciples. Le livre d'Enzo Traverso les aidera à se dégager de toute interprétation monocausale de l'histoire, sans tomber dans le travers parallèle d'un éclectisme essentiellement descriptif. Car la permanence et la grande variété des phénomènes religieux (mieux : des phénomènes culturels, idéologiques, partiellement désynchronisés par rapport à l'évolution économique) doivent à leur tour être expliqués et pas seulement enregistrés. Ce n'est pas au moment où des catholiques comme le chanoine Houtard s'approchent d'une interprétation matérialiste de l'histoire des religions que les marxistes doivent se débarrasser de celle-ci.

Ernest Mandel

Victor Serge :
Notes d'Allemagne (1923)
 (La Brèche, Paris, 1990)

Victor Serge, écrivain russe de langue française (de son vrai nom Victor Lvovitch Kibaltchitch), est bien connu pour son œuvre romanesque et pour ses mémoires, qui représentent un des témoignages les plus beaux et passionnants jamais écrits sur l'engagement révolutionnaire pendant la première moitié de ce siècle. Son œuvre de journaliste demeure largement inconnue et reste à découvrir. La publication de ces *Notes d'Allemagne* — parues en 1923, sous le pseudonyme de R. Albert, dans l'organe du Komintern *la Correspondance Internationale* et maintenant réunies par Pierre Broué — nous révèle cette dimension de l'œuvre de Victor Serge. L'année 1923 marque un tournant dans l'histoire de l'Allemagne et de l'Europe de l'entre-deux-guerres. C'est la fin des espoirs d'une révolution allemande qui aurait brisé l'isolement du pouvoir soviétique en Russie, c'est le point culminant de la crise déchirante — à la fois économique, sociale et politique — qui ébranle profondément l'Allemagne après la défaite de 1918 et, enfin, c'est le début d'une stabilisation — provisoire — de la république de Weimar (qui s'effondrera dix ans plus tard sous les coups d'une autre crise). Pour avoir une idée de l'atmosphère qui règne à l'époque dans ce pays, il suffit de rappeler la grande inflation et les ravages d'une paupérisation croissante qui touche des secteurs de plus en plus larges de la population. Le bassin charbonnier de la Ruhr, le centre vital de l'industrie allemande, est occupé par l'armée française au nom du traité de Versailles. Les rues des grandes villes sont traversées par les défilés des formations paramilitaires d'extrême droite, qui viennent de s'unifier à Munich dans une « Association de combattants pour la patrie » dirigée par Hitler, et des « centuries prolétariennes », qui rassemblent des dizaines de milliers de militants et représentent un embryon de milice ouvrière. Comme dans toute crise révolutionnaire, il n'y a plus de stabilité politique et institutionnelle. Cuno est obligé de démissionner quelques jours après sa désignation à la tête du gouvernement et on essaie d'éviter un vide de pouvoir par la création d'une « grande coalition » (incluant les sociaux-démocrates) sous la direction de Strasesmann.

Les correspondances de Victor Serge, installé clandestinement à Berlin, ne se limitent pas à relater les événements politiques, mais nous redonnent le climat de cette année cruciale, dans laquelle l'ordre social semble s'effondrer. « *La Reichsbank* — écrit-il le 30 juillet — *émet des billions de marks-papier chaque jour : mais à la bourse de New York, le mark tombe plus vite. A peine imprimés, les billets de banque allemands ne valent plus ce qu'il coûtent de papier et d'encre. Ces jours derniers, les coupons ont fait défaut. On a dû mobiliser en hâte des imprimeries privées et y faire imprimer des coupures de un, deux, cinq et dix millions de marks...* » (p. 39).

Cette situation catastrophique produit une forte radicalisation sociale, qui se traduit pendant tout le printemps dans de puissants mouvements de grèves. Le

KPD élargit énormément son influence — Serge souligne l'augmentation constante de la diffusion de la presse communiste — et joue un rôle dirigeant dans toutes les mobilisations. C'est au milieu de cette crise que commence à se dessiner la possibilité d'un « octobre allemand ». Le 28 août, la centrale du KPD décide la création d'un « comité militaire » en vue d'une prochaine échéance insurrectionnelle. En même temps, *Die Neue Zeit*, la revue théorique la plus prestigieuse de la II^e Internationale, fondée par Kautsky, cesse de paraître, « faute de ressources, de lecteurs, faute aussi de penseurs. La voix la plus autorisée du socialisme réformiste — ajoute Serge — s'éteint... Conçoit-on banqueroute plus complète ? » (p. 118). Effectivement, dans l'Allemagne de 1923, la débâcle du réformisme, avec ses rêves de progrès et de transition graduelle au socialisme, semble totale et irréversible, mais l'influence du SPD est loin d'être négligeable. En octobre, les communistes forment des gouvernements de coalition avec les courants de gauche du SPD en Saxe et en Thuringe, qui procèdent à l'armement des ouvriers. Envoyés de Moscou, Radek et Piatakov aident la centrale du KPD dans les préparatifs politiques et militaires de l'insurrection. Ces deux régions « rouges » doivent constituer les bastions de la révolution allemande. Le 16 octobre, Victor Serge donne le portrait suivant de la situation : « La Saxe a depuis quelques jours trois ministres communistes, Brandler, Böttcher, Heckert. La Thuringe aura les siens ces jours-ci. Rien n'est plus anormal, plus saugrenu que cet événement. Dans un pays en état de siège, où déferlent d'une frontière à l'autre des vagues d'émeutes, où la presse communiste est supprimée, où des centaines de communistes sont en prison depuis des années, voici que des révolutionnaires entrent paisiblement dans des ministères — ils le disent bien haut ! —, rien que pour y organiser la résistance du prolétariat à la contre-révolution, c'est-à-dire la guerre civile » (p. 111).

Cependant, l'« octobre allemand » n'aura pas lieu. Les préparatifs de l'insurrection commenceront trop tard, lorsque la vague des grèves et des mobilisations ouvrières entamait son déclin. Bien qu'ébranlée par les événements, la social-démocratie demeure la force principale du mouvement de masse et s'impose à la conférence nationale ouvrière de Chemnitz, où elle contrôle la majorité des délégués et parvient à désamorcer la dynamique de grève générale insurrectionnelle lancée par les gouvernements rouges de Saxe et Thuringe. Le 19 octobre, Serge écrit un article intitulé « Vers une Commune allemande » ; le 22 octobre, à l'issue de la conférence de Chemnitz qui se déroule « sous la protection des centuries ouvrières dont le lourd pas martèle, dans les corridors, le silence », la centrale du KPD décide de renoncer à l'insurrection. Cette directive ne parvient pas à Hambourg, où on érige des barricades et des combats sanglants se poursuivent pendant deux jours.

Les derniers articles de ce recueil essayent de tirer un bilan de la défaite et d'en saisir les causes : les préparatifs du soulèvement armé auraient dû commencer au moment de l'invasion de la Ruhr et de la crise du gouvernement Cuno, lorsqu'une vague de grèves déferlait dans le pays, et non pas quelques jours « avant l'entrée en scène de la dictature blanche » ; les préparatifs militaires avaient été insuffisants et tardifs ; la perspective de la « lutte finale » avait amené

le parti à négliger l'importance de toute une série de luttes partielles qui pouvaient être « *soutenues avec des moyens et des méthodes de combat moins agressifs* » ; enfin, le parti n'avait pas réussi à détruire l'hégémonie de la social-démocratie dans le mouvement de masse (pp. 192-193).

Le bilan de la défaite est très lourd : « *Ce parti est dissous. Ses quarante quotidiens supprimés. Son comité directeur traqué. Son avoir saisi. La police d'Ebert offre jusqu'à quinze mille marks-or pour la capture de quelques-uns de ses militants. On lui a saisi des armes. On lui a tué des hommes. A quel chiffre s'élève le nombre de ses emprisonnés ? Ils se comptent par milliers* » (p. 195). Serge souligne la résistance remarquable du KPD à la répression et conclut que « *la retraite d'octobre n'est pas une défaite* ». Certes, le KPD et le mouvement ouvrier allemand ne seront écrasés que dix ans plus tard par le nazisme, mais un regard rétrospectif suffit à nous montrer que les journées d'octobre 1923 concluaient un cycle de crises et de luttes révolutionnaires ouvert en Europe par la révolution russe de 1917 et, en Allemagne, par la chute de l'empire wilhelminien en novembre 1918. Cette période, pendant laquelle la révolution n'était pas un projet ou une théorie mais plutôt, selon la définition d'Ernst Bloch, une « *utopie concrète* » qui imprégnait la vie quotidienne des exploités, a déjà fait l'objet de nombreuses études (il suffit ici de mentionner l'ouvrage fondamental de Pierre Broué *Révolution en Allemagne 1917-1923*, Editions de Minuit, Paris, 1971). Ce livre de Victor Serge, où la passion et l'intelligence révolutionnaires s'unissent au talent d'un grand écrivain, nous fait revivre cette époque à travers un témoignage de l'intérieur.

Enzo Traverso

Tony Cliff : *Trotsky*,
vol. 1, « *Towards October 1879-1917* »,
vol. 2, « *The sword of the revolution 1917-1923* »,
Bookmarks, London, 1989-1990.

Roberto Massari : *Trotsky*,
Edizioni Erre Emme, Rome, 1990.

L'anniversaire de la mort de Trotsky nous a donné deux ouvrages importants de Tony Cliff et Roberto Massari. Ces deux auteurs ne cachent pas leur sympathie pour le révolutionnaire russe mais ne tombent jamais dans le récit apologétique et gardent toujours un certain éloignement critique vis-à-vis de l'objet de leur recherche. On peut distinguer, dans la multitude des livres

consacrés à Trotsky, trois catégories principales : les grandes biographies comme celles d'Isaac Deutscher (10/18, Paris, 1977, 6 vol.) et Pierre Broué (*Trotsky*, Fayard, Paris, 1988) ; les études érudites écrites par des savants qui n'ont jamais vraiment compris la pensée du révolutionnaire russe, comme par exemple le livre (très réputé dans les milieux universitaires) de Baruch Knei-Paz (*The Social and Political Thought of Leon Trotsky*, Oxford University Press, 1978) ; enfin des ouvrages plus agiles, dont le souci n'est pas la reconstitution de la vie de l'auteur de l'*Histoire de la révolution russe* dans ses moindres détails mais plutôt la réflexion sur sa pensée et son œuvre (comme *Trotsky* de Mandel, publié chez Maspero il y a dix ans). Les deux volumes de T. Cliff, qui devraient bientôt être suivis par un troisième volume conclusif, appartiennent à la première catégorie, celui de Massari à la troisième.

T. Cliff fut l'un des fondateurs du mouvement trotskyste en Palestine pendant les années trente. Il s'installa en Grande Bretagne en 1946 et quitta la IV^e Internationale en 1950 sur la base de sa conception de l'URSS comme « capitalisme d'Etat ». Il est l'auteur de nombreux ouvrages et l'un des principaux dirigeants du Parti socialiste ouvrier britannique (SWP). R. Massari est un intellectuel marxiste italien qui a milité dans le mouvement trotskyste et a déjà écrit un certain nombre de livres, malheureusement peu connus hors d'Italie (il suffit ici de rappeler une importante biographie de Che Guevara et un livre remarquable sur *Marxisme et Terrorisme*).

Cliff connaît le russe, cite Trotsky et Lénine dans les textes, mais son but n'est pas celui d'écrire une étude érudite. Dans un style typiquement anglo-saxon, clair et essentiel, il nous livre une biographie politique du révolutionnaire russe. Massari n'a pas les mêmes prétentions de rigueur philologique, mais son projet est peut-être encore plus ambitieux, car il ne se limite pas à situer Trotsky dans l'histoire du marxisme mais essaie de le placer dans la culture et dans l'histoire du XX^e siècle. Vue l'identité du sujet et l'affinité de leurs approches, j'adopterai la démarche d'une analyse comparée des ouvrages de Cliff et Massari. Ils analysent chaque aspect majeur de l'activité et de l'élaboration théorique de Lev Davidovitch : de la genèse de la théorie de la révolution permanente à la critique du marxisme de la II^e Internationale, des conflits avec Lénine au sein du POSDR à l'analyse de la bureaucratization de l'URSS sous Staline, du rôle joué par le jeune militant à la tête du premier soviét de Saint-Petersbourg en 1905 à celui de dirigeant de l'insurrection d'octobre 1917, de la participation aux négociations de paix de Brest-Litovsk à la création de l'Armée rouge, du rôle de *outsider* au sein de la social-démocratie russe entre 1904 et 1917 à celui du fondateur de l'Internationale communiste. Plusieurs pages du livre de Massari portent sur la mise en garde de Trotsky contre la montée du national-socialisme en Allemagne et sur la fondation de la IV^e Internationale (des thèmes qui seront sans doute traités de manière exhaustive dans le troisième volume de l'ouvrage de Cliff, qui, dans sa préface, considère la période du dernier exil comme « *l'un des chapitres les plus riches* » de la vie de Trotsky).

A la différence de la plupart des historiens et critiques, Massari ne manque pas de souligner l'originalité de la réflexion de Trotsky dans les domaines de la

culture et de l'esthétique. On lira avec beaucoup d'intérêt les pages de ce livre consacrées aux critiques littéraires du jeune Trotsky exilé en Sibérie, à ses articles sur les expositions viennoises de peinture des années 1907-1914, à ses écrits sur la poésie et la littérature russes après la révolution, enfin à son intérêt pour le surréalisme lors de son dernier exil mexicain. Cette contamination avec le surréalisme (favorisée par la présence de Breton à Mexico et par l'amitié avec les peintres Diego Rivera et Frida Kahlo) sera couronnée par le « *Manifeste pour un art révolutionnaire indépendant* », dans lequel il essayait, selon les mots de Massari, « *d'unir la vision historico-sociale du marxisme avec la profondeur humaniste et la vocation libertaire de l'anarchisme* » (p. 335). L'auteur nous rappelle aussi les écrits de Trotsky sur Freud qui représentent, en dépit de leur caractère fragmentaire, « *la première déclaration officielle d'appui à la psychanalyse par un marxiste* » (p. 341).

Dans quelques chapitres synthétiques mais jamais superficiels, Massari reconstitue les grandes lignes de l'œuvre de Trotsky. Certaines pages sont remarquablement claires et lucides. Par exemple, la scission de 1903 entre bolcheviks et mencheviks est ramenée à ses proportions réelles, à savoir celles d'une divergence tactique en matière d'organisation qui ne relevait pas d'une différence stratégique fondamentale quant à la définition de la nature de la révolution russe. Cette divergence se manifesterait seulement en 1905, lorsque la naissance des soviets posera concrètement la perspective de la conquête du pouvoir. Alors les clivages deviendront très claires entre les mencheviks, qui défendaient le principe d'une alliance stable entre le prolétariat et la bourgeoisie libérale, les bolcheviks, pour lesquels la révolution bourgeoise russe devait être menée par le prolétariat à la tête des masses paysannes, et enfin Trotsky, qui parvenait à formuler sa théorie de la révolution permanente. L'analyse de Cliff du conflit entre Trotsky et Lénine sur la conception du parti est tout aussi rigoureuse. Il caractérise le « conciliationnisme » de Trotsky entre le deuxième congrès du POSDR en 1903 et la révolution de 1917 comme une position extrêmement ambiguë, se traduisant dans une orientation politique qui le rapprochait de plus en plus des bolcheviks et, en même temps, dans une attitude organisationnelle, inspirée par le souci de reconstituer l'unité de la social-démocratie russe, qui l'amenait à établir systématiquement des accords et des alliances avec les mencheviks. Tout en donnant raison à Lénine (peut-être sans suffisamment prendre en compte l'évolution de ses conceptions organisationnelles), Cliff met en valeur l'« élément de vérité » qui était contenu dans la polémique de Trotsky contre le « substitutionnisme ». Souligner les potentialités de l'auto-activité prolétarienne contre ceux — les « hommes des comités » bolcheviks — qui voyaient dans les « comités de parti » le centre de la lutte révolutionnaire, était certainement juste, même si Trotsky intégrait cette critique dans une théorie plus générale du jacobinisme qui ne correspondait pas à la réalité (et qui pouvait encore moins être appliquée à Lénine).

Tout à fait pertinente me paraît la critique développée par Cliff et Massari des positions de Trotsky pendant la période du « communisme de guerre », lorsqu'il proposait de faire face aux énormes difficultés économiques (l'effondrement de

la production, la dislocation de la classe ouvrière) et politiques (la guerre civile, la paralysie des soviets) qui déchiraient le pouvoir révolutionnaire par des mesures administratives et autoritaires telles que la militarisation de l'économie et du travail. Cette attitude fautive et dangereuse ne découlait pas d'une prétendue « vocation bonapartiste » de Trotsky. En revanche, elle était en contradiction avec les polémiques antijacobines de *Nos tâches politiques* (1904) et avec tous les écrits et l'activité de Trotsky jusqu'à la révolution de 1917, qui soulignaient l'importance de l'auto-organisation des masses prolétariennes. L'explication donnée par Massari de cette erreur de Trotsky entre 1919 et 1921 me semble tout à fait convaincante. Il écrit ceci : « *L'alternative à la militarisation qui se dessinait et qui effectivement s'imposa sur les cendres du "communisme de guerre" — la bureaucratisation de la société à travers le parti — lui était encore plus étrangère. Entre deux formes également anti-ouvrières de substitutionnisme, il choisit la première, la plus extrême, celle qui lui apparaissait la plus justifiée — en tant que forme hybride, sociale et militaire, d'autodéfense — et qui était de toute façon imposée par les circonstances dramatiques de la guerre civile et de l'encercllement impérialiste* » (p. 196). Massari a également raison de mettre en valeur un ouvrage comme *La Révolution russe* (1918) de Rosa Luxemburg, qui saisissait pour la première fois — d'un point de vue favorable à la révolution — toutes les ambiguïtés et les dangers qui marquaient la transition au socialisme dans la Russie des années vingt. Il parvient donc à la conclusion suivante, que nous ne pouvons que partager : si le processus de bureaucratisation de l'URSS s'appuya sur la passivité des masses ouvrières à la fin de la guerre civile, le déclin de l'auto-organisation prolétarienne, qui était le produit d'une situation socio-économique littéralement catastrophique, ne fut pas entravé mais plutôt accentué par la politique erronée des bolcheviks pendant les années cruciales 1919-1923, lorsque Lénine et Trotsky étaient au pouvoir (cf. p. 189). A ce propos, il ne manque pas de citer quelques passages fondamentaux de Victor Serge qui ne peuvent que nous étonner par leur lucidité et leur clairvoyance. Les mêmes critiques sont développées par Cliff, selon lequel la limite fondamentale de Trotsky fut celle de « faire de nécessité vertu », en théorisant comme une sorte de « loi » de la période de transition ce qui n'était en réalité qu'une politique douloureuse imposée par la situation contingente. « *L'erreur de Trotsky — écrit Cliff — ne réside pas seulement, ou principalement, dans le fait que le travail forcé et militarisé n'est pas très productif, mais plutôt dans le fait qu'il s'agit d'une mesure tyrannique incompatible avec l'auto-émancipation de la classe ouvrière, donc avec le socialisme* » (vol. 2, p. 169).

Ce que Massari aurait pu souligner avec beaucoup plus de force, en revanche, c'est le tournant de Trotsky pendant les années trente. Face à la réalité du stalinisme, non seulement il abandonna toute tentative substitutionniste mais se prononça ouvertement pour un régime de démocratie ouvrière fondé sur le pluralisme des partis soviétiques. Cela prouve que l'apologie inacceptable de la « dictature du parti » prônée dans *Terrorisme et Communisme* (1919) en polémique avec Kautsky (mais défendue encore, comme nous le rappelle Cliff, dans la plate-forme de l'Opposition en 1927) ne fut qu'une parenthèse, alors que les

éléments de continuité dans la défense de la démocratie ouvrière, depuis *Nos tâches politiques* (1904) jusqu'au *Programme de Transition* (1938), se révèlent bien plus importants.

Massari reconstitue l'évolution de la pensée de Trotsky sur la nature sociale de l'Union soviétique. Dans un premier temps, en 1923, le dirigeant bolchevik choisit la tactique (discutable) de ne pas mener le combat, alors que se forme le premier regroupement oppositionnel inspiré par ses analyses. En même temps, il commence à subir une campagne massive de calomnies et attaques personnelles dans la presse soviétique. A partir de 1925, son combat antibureaucratique devient beaucoup plus vigoureux et cohérent. Massari consacre plusieurs pages à l'analyse de la nature de classe de la bureaucratie développée par Trotsky : son rôle social de couche parasitaire née au sein de la structure socio-économique créée par la révolution d'Octobre et son rôle politique conservateur et contre-révolutionnaire, farouchement opposé à toute forme d'auto-activité des masses prolétariennes. Il précise l'évolution de la pensée de Trotsky, des premières analogies historiques avec le Thermidor jusqu'au parachèvement de l'analyse dans *la Révolution trahie* (1936). En citant Mandel, il reconnaît dans cet ouvrage la première tentative « d'expliquer de manière cohérente un des phénomènes sociaux les plus contradictoires et déconcertants du XX^e siècle » (Mandel, *Trotsky*, p. 103, cit. p. 228).

Ceci dit, ce livre de Massari ne me semble pas dépourvu de défauts. Affirmer que Rosa Luxemburg partageait la conception de Trotsky sur la révolution permanente (pp. 120, 137) signifie « tordre le bâton » de manière probablement excessive. La position de Rosa était très proche de celle de Parvus, donc la plus proche de Trotsky dans le cadre des options stratégiques de la social-démocratie russe du début du siècle, mais Rosa ne parvenait pas à concevoir la révolution russe comme une révolution anticapitaliste. Sur ce point, Cliff porte un jugement plus sobre et équilibré (vol. I, pp. 132-133).

Toujours à propos de la théorie de la révolution permanente, Massari ne consacre que quelques lignes à un événement majeur comme la révolution chinoise de 1925-1927. Cette dernière eut certainement des répercussions décisives sur la lutte de classe en Europe et sur le destin de l'Opposition en URSS, dans la mesure où sa défaite consolida le régime stalinien et son contrôle sur le Komintern. Mais elle représenta aussi un moment important dans l'élaboration de la théorie de la révolution permanente. En effet, c'est à la lumière des événements chinois qu'elle fut conçue pour la première fois comme une perspective stratégique valable à l'échelle internationale, alors que dans sa formulation originale (*Bilan et Perspectives*, 1906) elle ne concernait que la seule Russie. Sur ce point, encore une fois, l'analyse de Cliff est beaucoup plus nuancée (vol. I, p. 126). Il considère la théorie de la révolution permanente comme « le plus grand apport » de Trotsky au marxisme et qualifie de « tragédie » le fait que, à cause de sa position marginale au sein de la social-démocratie russe, cette « énorme contribution théorique » n'eut dans la pratique qu'un impact très modeste (vol. I, p. 79). Ce constat est sans doute pertinent, mais aussi incomplet. L'indépendance organisationnelle de Trotsky (sa volonté de

demeurer « au dessus de la mêlée » et de ne s'identifier à aucun des courants de la social-démocratie russe) fut probablement la condition qui lui permit d'atteindre un niveau d'autonomie intellectuelle sans lequel sa théorie de la révolution permanente n'aurait jamais vu le jour. La position de Parvus, marxiste russe « auto-exilé » en Allemagne dont les analyses sur la dynamique du capitalisme à l'échelle mondiale influencèrent largement la vision de Trotsky, était tout aussi marginale. Cet isolement était certainement un désavantage, mais leur permettait d'échapper aux contraintes idéologiques qui marquaient les autres courants.

Les considérations développées par Massari au sujet des positions de Trotsky à la veille de la Seconde Guerre mondiale ne me paraissent pas très convaincantes. Evidemment, on ne peut que partager son appréciation critique du « catastrophisme » qui imprégnait les analyses du révolutionnaire exilé sur la situation de l'économie mondiale. Sa vision du capitalisme comme un système économique en décomposition, désormais incapable d'assurer un nouveau développement des forces productives et totalement dépourvu d'avenir historique, sauf dans le cas d'une défaite écrasante du mouvement ouvrier à l'échelle internationale, correspondait, comme le précise Massari, beaucoup plus « à une photographie de la situation de l'époque » qu'à une analyse des tendances possibles de développement. Cependant, lorsque Massari s'interroge sur les perspectives politiques de Trotsky au début du conflit mondial, il se limite à répéter le vieux cliché — dont l'origine remonte à Isaac Deutscher — sur « l'échec politique » de la IV^e Internationale dès sa fondation en 1938 (p. 306) et son « inexistence » pendant la guerre. Il serait absurde de répondre à cette critique en lui opposant un autre cliché tout aussi faux : celui d'une IV^e Internationale comme « Parti mondial de la révolution socialiste » (selon une définition un peu pompeuse) à la hauteur de ses tâches historiques, agissant efficacement au niveau international et profondément enracinée dans le mouvement ouvrier. Un des traits majeurs des crises révolutionnaires qui marquèrent l'après-guerre fut notamment l'absence tragique d'une telle direction. Pour Trotsky, la fondation d'une nouvelle Internationale n'était pas l'achèvement d'un processus de construction organisationnelle, mais plutôt le début d'une réponse à la crise de direction du prolétariat.

L'analyse de Trotsky contenait en effet une erreur de prévision. Comme l'a écrit E. Mandel, sa prédiction d'une croissance rapide des forces de la IV^e Internationale à la fin de la Seconde Guerre mondiale « ne tenait pas compte des effets dévastateurs produits sur le niveau moyen de conscience de classe par vingt années presque ininterrompues de défaites de la révolution » (Trotsky, p. 144). Cependant, en dépit de leur extrême faiblesse, les forces organisées dans la IV^e Internationale continuèrent à agir pendant la guerre et furent capables, lorsqu'il était « minuit dans le siècle », de maintenir une perspective internationaliste. Les organisations de la IV^e Internationale luttèrent en même temps contre l'occupation nazie de l'Europe et contre les impérialismes « démocratiques » dans le monde colonial, participèrent aux mouvements de résistance sans jamais abandonner leur indépendance de classe et leur critique du stalinisme et sans jamais engendrer d'illusions quant au rôle de l'Armée rouge pendant son avancée

« libératrice ». La publication de *la Vérité* dans la France occupée par les nazis et la création de noyaux révolutionnaires clandestins au sein de la Wehrmacht peuvent apparaître comme des petits détails dans le cadre de la guerre, mais ils représentent des rares manifestations d'humanisme, d'utopie internationaliste ou, si l'on préfère, de rationalité révolutionnaire au milieu d'un monde en train de basculer vers l'irrationalité et la barbarie. Si le fil rouge de la continuité marxiste révolutionnaire ne fut pas totalement interrompu, s'il fut maintenu, non pas de manière abstraite mais dans la réalité concrète de la lutte de classe, cela fut l'œuvre de la IV^e Internationale. Ce n'est pas un hasard si elle existe encore aujourd'hui, alors que toutes les autres organisations socialistes de gauche et révolutionnaires des années trente, qui disposaient parfois de forces beaucoup plus importantes, n'ont pas survécu à l'épreuve de la guerre.

Enzo Traverso

Edité par la PEC-SARL
Rédaction-administration :
2, rue Richard Lenoir — 93108 Montreuil
Directeur de publication : Léon Crémieux
Commission paritaire n° 55939
Quatrième Internationale (1936)
ISSN 0765-1740
Composé et imprimé par Rotographie